

## Mutilations génitales Front uni des leaders religieux contre l'excision

Alors qu'aucune religion ne le demande, entre deux et trois millions de femmes et fillettes subissent chaque année une mutilation génitale féminine/excision (MGF/E) qui consiste à leur enlever une partie ou l'intégralité des organes génitaux externes. Cette pratique touche entre 100 et 140 millions de femmes et de filles dans le monde. Elle constitue une violation de leur droit à la santé et à l'intégrité physique, sans parler des conséquences somatiques et psychologiques désastreuses qui s'ensuivent. Depuis des siècles pourtant, des raisons culturelles, religieuses ou d'ordre sociologique sont avancées pour justifier ces actes infligés au mépris de la loi civile.

### L'Afrique en ligne de mire

Le 9 août 2007, l'UNICEF et l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la population) ont lancé un programme de 44 millions de dollars dont l'objectif est de réduire de 40% les MGF/E dans 16 pays africains d'ici à 2015 et de mettre fin, en une génération, à cette pratique traditionnelle préjudiciable. Ce programme s'inscrit dans la lignée des campagnes pour l'abolition des MGF, plus ou moins pertinentes dans leur approche, menées depuis les années '70 sous l'égide de l'UNICEF. Il comprend une campagne d'information, ainsi que l'instauration de partenariats avec les gouvernements, les chefs spirituels et religieux, les professionnels de la santé, les médias, les ONGs et autres associations. Ce faisant, l'UNICEF espère instaurer un cadre mondial commun pour l'abandon progressif de cette pratique par le biais d'une étroite collabora-

tion entre les partenaires locaux et nationaux à même d'influencer l'application de la législation existante ou à venir.

### Chefs spirituels impliqués

C'est dans l'esprit de cette initiative que s'est tenu, du 23 au 25 octobre 2007, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 4e symposium des leaders religieux d'Afrique sur les mutilations génitales féminines, organisé par le Comité Inter-Africain sur les pratiques traditionnelles. Quelque 25 délégations issues des 28 pays membres de ce comité étaient présentes. Dans une déclaration finale, les leaders religieux musulmans et chrétiens se sont engagés à participer activement à la lutte pour l'abandon total des MGF partout où elles se pratiquent.

Au cours de colloques antérieurs, notamment à Ouagadougou en décembre 2005, ces mêmes leaders religieux avaient clairement établi qu'aucune forme de MGF n'est autorisée ou prescrite par aucune religion. Dans une déclaration commune, ils ont reconnu que les MGF constituent une «violation flagrante des droits de l'homme, et une atteinte grave à l'intégrité physique, psychologique et morale des femmes et des enfants».

L'objectif de ces chefs spirituels est de briser les mythes et idées fausses véhiculées depuis des siècles au sein des diverses communautés culturelles et religieuses pour justifier de la continuation de ces pratiques. Leur démarche comprend aussi: l'éducation sur les droits de la femme et de l'enfant à leur intégrité corporelle, à une vie sexuelle et reproductive saine et la promotion de l'égalité entre les sexes. Leur implication représente une avancée considérable dans la lutte contre les MGF, en raison de leur lien privilégié avec les populations locales. Ces dernières perpétuent ces pratiques dans une certaine clandestinité, bien que des rituels

d'initiation tout à fait «officiels» aient toujours lieu au sein des villages et donc dans l'ignorance, volontaire ou non, de la loi. (17 pays africains ont voté des lois contre les MGF).

### Lois violées

Au niveau de la législation internationale, la pratique des MGF viole trois textes fondamentaux:

- la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989);
- la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981, art.1 et 5);
- la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1995, art.2,3,4).

De fait, la protection de chaque enfant contre «toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales (...) y compris la violence sexuelle» est prévue à l'article 18 par.3,1 de la Convention relative aux droits de l'enfant, et la condamnation de toute violence à l'égard des femmes à l'art.1er de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes.

Etant donné l'ampleur des violations, commises dans l'ignorance d'une législation répressive des MGF sur le plan national et international, le rôle que peuvent jouer les chefs religieux et spirituels est essentiel. Leur engagement aux côtés d'autres acteurs clefs (les agences gouvernementales, onusiennes, les ONGs locales) est nécessaire pour promouvoir les programmes d'éducation et de prévention visant à éradiquer ces pratiques et ces comportements néfastes pour la santé des femmes adultes et enfants.●

Eléonore Lette

Sources: <http://www.unfpa.org/gender/fgm2007/>, <http://www.iac-ciaf.com/>, [http://www.apanews.net/apa.php?page=show\\_article&id\\_article=45049](http://www.apanews.net/apa.php?page=show_article&id_article=45049)

## Taizé Promesses tenues

D'après les échos qui nous sont parvenues de diverses sources, l'accueil des pèlerins de Taizé a été une expérience plus qu'enrichissante: elle a donné un élan, un espace à l'expression d'une spiritualité différente, ciblée sur l'intériorité, mais dans la communion et la diversité. Pour bien des paroissiens, ce fut une découverte ou une redécouverte de ce mode de prière psalmodiée. Désormais, il n'est pas rare de croiser des personnes cherchant un lieu «où l'on prie comme à Taizé». Et, profitant de cet enthousiasme, certaines paroisses ont déjà prévu des «célébrations de Taizé» une fois par mois.

Plusieurs membres de la COTMEC, qui ont participé à la ren-

contre avec divers degrés d'engagement –hébergement, animation auprès des groupes de réflexion, encadrement, etc.–, nous ont également partagé leur témoignage. Alors, même si l'événement aura, par ailleurs, abondamment été traité, il nous a paru important d'y revenir, pour participer à l'entretien d'un feu allumé avec tant de vigueur.

Le premier aspect souligné a été, sans conteste, l'opportunité d'une rencontre avec tant de jeunes venus d'une Europe de l'Est encore peu présente dans la mosaïque culturelle genevoise. Pour beaucoup, c'était un premier contact avec des Lettons, des Lituaniens ou encore des Macédoniens, sans parler des Polonais si bien représentés. Dans les groupes de réflexion du matin, on retrouvait souvent de jeunes prêtres ou séminaristes: un contraste marqué avec la population cléricale vieillissante de nos régions et le peu de «nouvelles vocations» dont s'inquiètent les diocèses. Seul bémol, la présence «d'hommes d'Eglise» inhibait parfois la liberté de parole des laïcs présents. Au point que certains se sont demandé s'il n'aurait pas fallu penser à des groupes «séparés» pour faciliter le dialogue. Les sujets de justice sociale et de solidarité ont pu être abordés par certains de nos membres devant des audiences plus ou moins nombreuses: des petits groupes du matin où l'on échangeait de manière assez intime, au grand rassemblement de Palexpo où se pressait une foule dense. Et, de manière générale, le programme a été perçu comme riche et bien structuré. Un programme qui a aussi laissé de la place aux ballades en ville qui animèrent tant la cité en cette fin d'année incroyablement ensoleillée.

On espère que le souvenir laissé par cette foule de pèlerins se pressant dans nos paroisses donnera une impulsion pour prolonger les échanges.●

Martyna Olivet

## Publication Pauvreté franciscaine

«Renoncer à l'argent et aux biens matériels ne signifie pas insécurité. En fait, cela accroît la sécurité, parce qu'au lieu de se fonder sur la richesse et le nombre relativement faible de riches, nous nous basons sur la grande masse des pauvres». Cette réflexion de John Corriveau, ancien «ministre général de l'ordre des Capucins», figure dans un ouvrage collectif édité par Franciscans International.

Le premier chapitre s'intitule «la conception franciscaine de la pauvreté». Il nous replonge dans nos questions récurrentes et essentielles sur notre argent et l'usage que nous en faisons. «Nous n'avons pas besoin d'argent pour nos missions. Nous avons besoin d'une mission pour notre argent», écrit, pour sa part, le «promoteur de la solidarité» des Capucins. Il est encore question dans ce livre du rôle des femmes dans la lutte contre la pauvreté, du vieillissement ou de la migration. Il se termine par le thème «Pauvreté et environnement». «De même que saint François est le saint patron des pauvres et de l'écologie, prendre soin des marginalisés et prendre soin de la Création sont des actions indispensables et indissociables dans la vision franciscaine», est-il écrit.

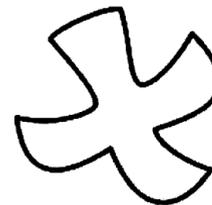
«A travers cet ouvrage, un appel est adressé à toute la communauté internationale, afin que changent les structures qui créent, maintiennent et exploitent la pauvreté», souligne l'éditeur. (M.B.) ●

Michel Bavarel

«Pauvreté dans le monde, réflexions franciscaines» publié par Franciscans International, Casé postale 104, 1211 Genève 20.

### éclairage

## Invasion pacifique



«C'était, comment dirai-je, des jeunes gens... normaux!». Ainsi s'exclamaît ma pharmacienne au lendemain des «Journées de Taizé». Un plaisir de les voir baguenauder dans la ville de Genève, amènes, affables et avenants. Pas de cagoules à l'horizon, aucune vitrine éventrée ni aucun policier affolé. Bref, le nirvana! Mais ces 40.000 jeunes n'avaient rien de moines bouddhistes. Ils étaient simplement «catholiques», du moins dans leur grande majorité! Comme quoi, aurait dit mon grand-père, une bonne éducation, ça peut avoir du bon.

Qui plus est, cette meute pacifique venait d'Europe de l'Est. Parmi eux, quelques dix mille jeunes plombiers et plombières polonais en devenir. Les moutons blancs n'ont donc qu'à bien se tenir. Mais, au fait, où se cachaient donc ces jours derniers nos jeunes moutons blancs? Perdus dans cette masse joyeuse et priante? J'aimerais tant le croire. Si c'était vrai, je crierais enthousiaste: «Vive l'Europe et l'Eglise, plurielles et universelles». Enfin!

Peu de «bronzés» dans cette jeunesse. Dans les rues basses, on ne semblait redouter ni le «péril jaune» ni la «marée noire». Taizé ne les oubliait pas pour autant. Le prieur de la communauté leur donna rendez-vous l'été prochain à... Nairobi. Une ville à feu et à sang en cette fin d'année.

Folie ou témérité? La folie de Dieu se moque de la sagesse des hommes.

Au soir du premier janvier, après trois jours d'euphorie, tout semblait rentrer dans l'ordre. Les sourires se seraient-ils envolés? Pas si sûr. Nos églises, pleines à craquer le temps de la rencontre, garderont longtemps le souvenir de ces journées. Puisse cette cure de jouvence les avoir réveillées de leur somnolence.

Merci Taizé. ●

Guy Musy

### édito

## logique illogique

Comment concilier cadre logique et impératif climatique? Prenons les habitants des pays industrialisés. Les présenter comme dépourvus de conscience écologique serait leur faire un faux procès. D'après certains sondages, les changements climatiques caracolent même en tête de leurs préoccupations.

Pourtant, nombre d'entres eux n'envisagent Ni de renoncer à certaines pratiques, pourtant nuisibles à l'environnement, Ni de les payer à un prix qui en refléterait l'impact écologique. Lors de déplacements en avion, les consommateurs privilégient les vols bon marché; l'attrait pour les 4x4 ne baisse pas et ces véhicules deviennent toujours plus accessibles grâce à des crédits attractifs; quant aux gadgets électroniques peu chers, ils sont souvent destinés à être remplacés dès la sortie du prochain modèle. Un cocktail de comportements qui risque ne pas alléger notre empreinte écologique...

Pour ce qui est de maîtriser notre climat, la logique dominante veut que la solution vienne Ou d'une meilleure efficacité énergétique de nos équipements, Ou de l'émergence de telle ou telle nouvelle technologie: hydrogène, biofuels, etc. Dans les deux cas, la croyance qu'il ne faudra Ni modifier son mode de vie, Ni en adapter son coût, est vivace.

Un changement de cadre logique semble nécessaire, afin que toujours plus de citoyens intègrent la réalité suivante: dans le domaine de l'environnement, il n'existe pas de solution unique. La maîtrise, à terme, de nos émissions polluantes se fera par une nécessaire juxtaposition de solutions. Ce qui implique de quitter la logique du «Ni/Ni» et celle du «Ou/Ou» pour entrer dans celle du Et. Dans le futur, il s'agira Et de s'équiper en voitures moins gourmandes en énergie, Et de prendre plus le train; de modifier ses réflexes de consommateurs Et d'avoir recours à des technologies vertes. Car à trop miser sur une seule solution, on risque de provoquer Et de faux espoirs Et de vrais problèmes. Comme en atteste l'engouement pour les biocarburants présentés dans notre dossier (voir pp. 3-4). Voyons les choses du bon côté: pour une fois que l'on ne nous demande pas de choisir entre fromage Ou dessert. ●

Martyna Olivet

JAB  
1200 Genève 2  
Cotmec, Commission Tiers Monde  
de l'Eglise Catholique  
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève  
tél. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79  
www.cotmec.ch  
www.cotmec.org  
CCP: 12-21551-1 Abonnement: 25 CHF/an  
Rédactrice responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara, Gè  
Maquette: Pascale Castella

**Grands Lacs**

**Aux origines de la crise du Kivu**

La province du Nord Kivu, à l'Est du Congo RDC, a acquis une triste notoriété. Les médias font régulièrement état du lourd tribut payé par les populations civiles lors des affrontements entre les différents camps en présence dans cette région très peuplée: rebelles, forces de l'armée, anciens miliciens rwandais, etc. Depuis janvier, une conférence pour la paix organisée dans la ville de Goma mobilise les espoirs de la communauté internationale, dont l'implication pour la stabilisation de la région se chiffre en millions de dollars. Avant d'analyser la portée de ce rassemblement, nous avons saisi l'occasion d'esquisser les contours d'une crise difficile à appréhender, tant ses origines sont multiples.

Les violences récurrentes de l'Est du Congo sont souvent présentées par la communauté internationale comme étant conséquences du génocide rwandais de 1994. La présence d'un nombre important d'Interhamwe, anciens miliciens hutus ayant fui le Rwanda aux lendemains du génocide, représente un danger pour les Tutsis, tant congolais que rwandais. Une autre perspective, présente ces violences comme étant orchestrée par le FPR (Front patriotique rwandais) pour tenter de garder le contrôle d'un certain nombre d'intérêts miniers dans l'Est du Congo. C'est du Rwanda voisin que proviendrait l'essentiel du soutien au Général tutsi congolais Nkunda qui, fort de quelques milliers d'hommes, est accusé de bien des maux dans la région depuis son soulèvement contre l'armée officielle congolaise en 2006.

Selon l'auteur Gérard Prunier, grand spécialiste de la région, les deux versions contiennent des

éléments de vérité bien qu'aucune ne soit pleinement réaliste.

**Un conflit d'origine locale**

Pourquoi? Car pour le meilleur ou pour le pire, les racines des problèmes de cette région ne sont pas tant «rwandaises» que congolaises. Il serait faux de laisser croire que les violences au Kivu ont commencé avec le génocide rwandais. L'auteur soutient plutôt la proposition inverse: c'est la situation sécuritaire dégradée du Kivu qui a favorisé le conflit avec le Rwanda de 1996.

Historiquement, il y a toujours eu une présence rwandaise au Congo, elle est issue de migrations séculaires liées à la recherche de terres ou des guerres nobiliaires de l'ancien Rwanda. Celle-ci s'est vue intensifiée dans les années 1920, lorsque les autorités coloniales belges décidèrent d'y transférer une partie de la population rwandaise. Ensuite, entre 1959 et 1963, les troubles liés à l'indépendance du Rwanda, virent encore augmenter les rangs de la population rwandophone au Congo. Malheureusement pour elle, cette population y a toujours été perçue comme «étrangère» ou de «citoyenneté douteuse»: son destin continue de dépendre en grande partie de la bienveillance ou de l'hostilité du pouvoir congolais à son égard. De plus, elle est immanquablement affectée par ce qui se passe au Rwanda voisin, en raison de l'afflux de réfugiés dans le Kivu suite au génocide. Une situation qui l'amena à se chercher des protecteurs puissants d'un côté et de l'autre de la frontière: l'homme de confiance de Mobutu, celui du président Habyarimana et, plus tard, des génocidaires émigrés ou du président Kagame. Résultat des courses, les Congolais d'origine rwandaise se sont retrouvés plus d'une fois à servir d'auxiliaires

aux intérêts des uns et des autres lorsque qu'une crise se globalisait au-dessus de leurs têtes, comme ce fut le cas lors de la guerre de 1996-97.

**Une communauté en étai**

Cette communauté, littéralement prise entre le marteau et l'enclume s'est vue, pour son propre salut, jouer le jeu malsain de la triangulation Kinshasa-Kigali-Kivu. Au final, on se retrouve actuellement dans une situation kafkaïenne où l'armée officielle congolaise se voit soutenir les fractions du FDLR (en majorité des anciens Interhamwe: milice hutue ayant fui au Congo après le génocide de 1993 au Rwanda) dans leur lutte contre le Général Nkunda et ses hommes. Soit une situation où l'armée se retourne contre une partie de sa propre population, appartenant dans de nombreux cas à la minorité tutsie.

**Une médiation régionale**

Imaginer pacifier la région en évacuant à la fois les hommes de Nkunda et les troupes du FDLR, comme on l'imagine souvent à l'échelon international, ne semble que peu réaliste. Nkunda est congolais et les membres du FDLR, présents dans la région depuis plus de dix ans se sont mariés à des femmes locales et y ont construit leur vie. Cela laisse le conflit à la recherche non pas tant d'une médiation internationale, mais plutôt d'une médiation régionale, voire sub-régionale qui considère sérieusement les problèmes économiques, sociaux et juridiques à l'intérieur du corps politique congolais. L'avenir dira si la conférence sur la paix, placée sous l'égide d'un développement global, aura permis d'en dessiner les prémises. ●

*Martyna Olivet, d'après G. Prunier in «RD Congo: les violences de l'Est»*

**Biocarburants**

**Plus de pétrole, mais des idées?**

*«Nous, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées.» Ce slogan que scandaient nos voisins de l'hexagone lors du choc pétrolier des années septante est dans toutes les mémoires. Or, au moment où la planète s'épuise de son énergie fossile, le monde de l'économie, de la politique et de la consommation semble cruellement dépourvu d'idées. Etat des lieux, analyse, craintes et espoirs.*

**Jamais sans ma voiture**

A peine évoque-t-on la fin de l'approvisionnement en essence, préfigurée par le renchérissement du plein, que nous assistons à des mécanismes de fuites en avant: il faut absolument éviter un grounding du parc automobile et surtout de ma voiture, puisque ce moyen de transport est, par essence (!), individuel et, de ce fait, érigé en symbole de liberté. Pourtant, l'occasion est unique de prendre un peu de temps pour la réflexion et le bilan écologique.

Que sacrifions-nous déjà à la voiture?

- La surface recouverte par le bitume, en bandes toujours plus larges, pour une meilleure vitesse de déplacement;
- Le volume attribué aux garages et parkings de toutes sortes;
- Les vies humaines, brusquement interrompues ou profondément modifiées par un accident
- La qualité de la vie quotidienne faite de dangers, de bruit et d'air pollué...

Même en dressant une liste non exhaustive, la fameuse liberté que nous offre notre moyen de transport privé nous est octroyée au prix de nuisances qui la restreignent. Les personnes qui ont vécu les dimanches sans voiture, lors du choc pétrolier, se souviennent sans doute du sentiment de bien-être engendré par l'obligation de laisser son véhicule au repos. Le premier défi qui s'offre à nous est celui de la remise en question de notre mode de vie personnel, de la pertinence de nos déplacements, du choix de nos priorités au quotidien. La voiture qui consomme le moins est celle qui ne roule pas.

Le deuxième défi consiste à ne pas reproduire les erreurs coloniales séculaires, ne pas renforcer la dépendance des pays du Sud. Ne pas prendre l'essentiel du pauvre pour l'essence du riche.

**Ma voiture bio**

L'ère du pétrole, on le sait, a dicté une situation géopolitique tout à fait particulière. L'ère de l'après se dessine avec des contours pour le moins

inquiétants, tant la course au profit est rapide et irréflicie. Des sociétés, au Brésil comme à Genève, misent sur la production de masse de biocarburants synthétisés à partir de la canne à sucre, du jatropha curcas ou d'autres éléments végétaux qui, pour certains, poussent directement ou indirectement au détriment des cultures vivrières.

Dans un contexte de décisions rapides et quasiment sans contrôle, le rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, demande un moratoire de 5 ans sur la production des biocarburants, afin de pouvoir évaluer leur impact au vu de la problématique de la faim (augmentation du prix des denrées de bases, réaffectation des sols au détriment des cultures nourricières, approvisionnement en eau péjoré par de nouvelles plantations spécialement gourmandes, etc.). Un chiffre édifiant permet de montrer l'ampleur de l'enjeu: un seul plein de 50 litres au biocarburant nécessite environ 200 kilos de maïs, quantité qui permet de nourrir une personne pendant un an!

De plus, la production des carburants de substitution se fait souvent dans des conditions de travail proches de l'esclavagisme et les rapports de force sont complètement disproportionnés lors du partage des terres.

Les exemples cités dans les encadrés (p. 4) donnent un aperçu des réalités vécues dans le Sud. Il ne suffit pas de mettre du bioéthanol dans son 4x4 pour participer au développement durable! Et cette production, aussi massive soit-elle, ne permet que l'approvisionnement d'un pourcentage ridicule des besoins actuels.

Pour se faire une éco-idée, voici les possibilités helvétiques en la matière: si nous produisons notre éthanol avec l'excédent de nos récoltes et autres déchets verts sans remettre en cause la production agricole écologiques, seul 1% des besoins énergétiques de nos véhicules seront couverts.

A la lumière de ces exemples, le préfixe «bio» est largement usurpé, tant le respect de la planète et de ses habitant-e-s est absent des préoccupations premières des promoteurs. L'on préférera parler d'agrocarburants.

**Des solutions harmonieuses?**

Alors que faire pour ne pas péjorer le déséquilibre existant, ne pas aggraver la faim dans le monde et ne pas assujettir les paysan-ne-s du Sud?

Tout d'abord, on l'a dit, changer de mode de vie. L'ère du télétravail et d'Internet pourrait, logiquement, diminuer les déplacements intempêtifs.

Ensuite, agir en consomm-actrice et consomm-acteur. Etre attentive-tif-s aux nouvelles indications des étiquettes Coop qui, par la présence d'un petit avion, signalent que tel produit a dépensé du kérosène pour se retrouver sur les étals.

**Burkina Faso**

**Menaces des agro-carburants**

En me rendant à Bobo-Dioulasso, je me suis arrêté dans le petit village de Boni. J'ai été saluer le catéchiste. Surprise: sa cour était devenue une pépinière de pourghère (jatropha curcas).

Le pourghère est un arbuste de 3-4 m de haut, originaire du Brésil. Sa culture a été introduite en Afrique au XVIe siècle. La graine renferme une amende qui donne de l'huile très performante pour les agrocarburants, mais dangereuse car violemment purgative; elle est à la base d'intoxications d'enfants. Renseignements pris, j'apprends qu'un projet de culture industrielle de pourghère va s'implanter à Boni. Ce projet est soutenu par le maire et le délégué du village. Pas étonnant que les paysans l'aient accueilli favorablement.

Mon inquiétude vient de la façon dont le projet de culture de pourghère cherche à s'implanter à Boni. L'approche n'est pas participative. Les responsables n'ont pas pris le temps d'expliquer l'intérêt, mais aussi les limites, de cette culture. Les villageois ont déjà offert, sans contrepartie, un terrain boisé de 60 à 70 hectares aux promoteurs du projet. Pourtant, il est prévu d'abattre tous les arbres du terrain. Où iront les femmes qui partaient se ravitailler en bois de chauffe dans ce secteur? De plus, des champs sur lesquels le maïs était cultivé en alternance avec le coton risquent bien d'être consacrés au pourghère. Alors que l'huile de coton est consommable et est, de plus, un aussi bon carburant que l'huile de pourghère.

Aucun des paysans interrogés n'a été capable de me dire quelle quantité de graine de pourghère il espérait récolter à l'hectare, ni à quel prix l'usine allait payer ces graines. Tant qu'on se limitera à certaines applications (mise en valeur de terres non cultivables, haies vives pour clôturer les champs, plantations en courbes de niveau pour lutter contre l'érosion, etc.) les paysans seront gagnants. Tant qu'ils utiliseront les graines de pourghère pour leurs besoins (alimentation en carburants des moulins, voire des tracteurs, fabrication de savon ou d'insecticide), ils seront gagnants. Mais alors, ils doivent s'équiper de presses pour extraire eux-mêmes l'huile dont ils ont besoin.

Quant à la rentabilité économique de la production à grande échelle, elle n'est pas évidente pour les investisseurs, encore moins pour les paysans qui risquent de se retrouver rapidement très dépendants et réduits au statut d'ouvriers agricoles. ●

Quant à la rentabilité économique de la production à grande échelle, elle n'est pas évidente pour les investisseurs, encore moins pour les paysans qui risquent de se retrouver rapidement très dépendants et réduits au statut d'ouvriers agricoles. ●

Quant à la rentabilité économique de la production à grande échelle, elle n'est pas évidente pour les investisseurs, encore moins pour les paysans qui risquent de se retrouver rapidement très dépendants et réduits au statut d'ouvriers agricoles. ●

*Extraits d'un texte de Maurice Oudet paru sur abeburkina.net*

**Brésil**

**Les nécrocombustibles**

La dénutrition menace aujourd'hui 52,4 millions de Latino-Américains et de Caribéens, ce qui correspond à 10% de la population du continent. Avec l'expansion des surfaces de cultures tournées vers la production d'éthanol, on court le risque que les biocombustibles (bio=vie) se transforment, de fait, en nécrocombustibles, en prédateurs de vies humaines.

La production de canne au Brésil est historiquement connue pour sa surexploitation du travail, la destruction de l'environnement et l'appropriation indue de ressources publiques. Les usines se caractérisent par la concentration de terres pour la monoculture tournée vers l'exportation. On utilise en général de la main d'œuvre immigrante sans protection légale de travail. Ces travailleurs sont (mal) rémunérés à la quantité de canne coupée, et non au nombre d'heures travaillées. Et ils n'ont aucun contrôle sur le pesage de ce qu'ils produisent.

Poussés par la nécessité, certains arrivent à couper 15 tonnes par jour. Un tel effort cause de sérieux problèmes de santé, allant de tendinites à des coupures graves. La majorité des engagements se fait par des intermédiaires qui enrégimentent le travail esclave.

L'enthousiasme de Bush et de Lula pour l'éthanol fait que les propriétaires d'usines se battent pied à pied pour chaque lopin de terre. En moins de quatre ans, 300'000 hectares de cannes ont été plantés sur d'anciennes surfaces utilisées par les pâturages et l'agriculture.

La migration de main d'œuvre non-qualifiée en direction des cannaies produit, en plus de l'augmentation du nombre de favelas, celles des assassinnats, du trafic de drogue et de la traite des enfants et des adolescents destinés à la prostitution. ●

*Extraits d'un article de Frei Betto, Dominicain brésilien, mis en ligne par Dial*

## Mutilations génitales Un fléau à combattre aussi en Suisse

La Suisse n'échappe pas au fléau des MGF: près de 7000 femmes sont excisées ou menacées de l'être dans notre pays. Pour briser un tabou et aller au-devant d'un public peu informé, deux femmes d'origine somalienne ont réalisé un documentaire.

Mouvements de populations oblige, la cruelle réalité des MGF ne s'arrête plus aux frontières des Etats où elles sont le plus largement répandues. Les pays à forte immigration sont désormais confrontés à une pratique en passe de devenir un problème de santé publique mondial. En Suisse, d'après une étude menée en 2004 par l'UNICEF, ce sont près de 7000 femmes qui sont concernées par les MGF. Surtout des fillettes âgées de 4 à 12 ans, que les gouvernements devraient être en mesure de protéger et d'accompagner. Le plus souvent, c'est au sein de populations de migrants isolés que le repli sur les traditions se manifeste avec le plus de prévalence. Ce, sans rien laisser filtrer, ou presque, dans l'entourage du pays hôte.

La Suisse semble faillir sur le plan de la prise en charge et de l'accompagnement des femmes mutilées ou susceptibles de l'être. Même parmi les professionnels –sages-femmes, gynécologues, pédiatres, etc.– amenés à côtoyer cette population à risque, règne souvent une ignorance, voire un malaise teinté de stigmatisation.

### Briser le silence

Face à ce constat, deux jeunes femmes d'origine somalienne vivant en Suisse, Fatxyia Ali Aden et Sahnra Osman, ont décidé de mettre leur vécu de fem-

mes, ayant connu au plus intime de leur être la cruauté des MGF, au service d'une nécessaire information, base de toute prévention. Brisant la loi du silence, elles sont passées devant la caméra pour témoigner à visage découvert de la réalité des MGF dans le cadre d'un vibrant documentaire intitulé «Femmes mutilées plus jamais!» Ce film aborde l'excision sous l'angle psychologique, médical et social, mais aussi sous celui de la culture et de l'intégration. Il met en lumière les motivations des mères qui infligent à leurs filles un acte dont elles ont elles-mêmes été victimes. Au premier plan des raisons invoquées, le respect des traditions sans lequel les femmes sont mises au ban de leur communauté. «Trouvez-nous les hommes qui accepteront d'épouser des femmes non-excisées», rétorquent-elles à ceux qui leur font porter tout le fardeau des MGF.

En cause également, l'ignorance, parfois savamment entretenue par des leaders spirituels, de l'absence de tout fondement religieux des MGF. Mais ce qui est surtout dénoncé dans le film, c'est la domination des femmes, sur leur corps et leur sexualité, au prix de leur santé, voire de leur vie, car «dans cette lutte, on oublie de compter les mortes».

Le film permet aussi de retracer l'histoire d'un combat qui prend son essor en 1976 avec des extraits de discours de femmes africaines aidant à combattre l'idée du fait culturel à respecter: «Ce n'est pas au prix d'une mutilation que nous affirmons notre identité d'Africaines», disent-elles.

Un film important, sans scènes d'excision, essentiellement basé sur des témoignages qui ancrent dans la réalité d'aujourd'hui une pratique que l'on voudrait d'un autre âge. Ses auteures souhaitent qu'il soit utilisé comme outil lors des campagnes de sensibilisation et d'information. Il contri-

buera sous doute à ce que le cri «Femmes mutilées plus jamais!» devienne réalité. ●

Martyna Olivet

«Femmes mutilées plus jamais!», documentaire de Fatxyia et Ali Aden Sahnra Osman. Le film peut être commandé auprès de l'Institut national des Droits de l'Enfant, qui a participé au tournage. Tél: +41 27 205 73 03

## Et au parlement

En Suisse, la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) doit passer par deux fronts: celui de la législation et de campagnes d'information et de prévention. La conseillère nationale socialiste Maria Roth-Bernasconi a déposé, en mars 2005, une initiative parlementaire demandant «l'élaboration de normes pénales qui répriment la pratique directe et l'incitation à la commission des MGF en Suisse et commises à l'étranger par des personnes se trouvant en Suisse».

En novembre 2006, cette initiative a été approuvée, à l'unanimité, par la commission des affaires juridiques du Conseil national. En effet, l'adoption de règles claires suivies de sanctions en cas de non-respect a une influence certaine sur la diminution des traitements dégradants pour les femmes. En juillet 2007, la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats a également adhéré à l'initiative qui doit maintenant faire l'objet d'une proposition de loi.

En parallèle, Maria Roth-Bernasconi a également déposé une motion demandant au Conseil fédéral de s'investir davantage contre les MGF, notamment en promouvant des campagnes d'information régulières en Suisse et des mesures de formation et d'éducation pour le public concerné: personnel médical et soignant, corps enseignant, etc. Cette motion a été acceptée cette année par le Conseil national et le Conseil des Etats, elle est désormais devant le Conseil fédéral. ● M.O.

## Afrique du Sud Cap sur Le Cap

Après la version allemande et française, 2008 voit enfin la parution de la traduction anglaise du rapport de synthèse du programme national de recherche PNR42+ portant sur les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Une étude historique frappée par une rare censure, puisqu'une 2003, une décision du Conseil fédéral rendit impossible l'accès aux archives publiques aux historiens, les empêchant d'analyser la période cruciale allant de 1960 à 1994. Il fut établi, dans le rapport final, que la décision de fermer les archives aux chercheurs a été prise suite à la pression exercée par les milieux bancaires et économiques par crainte de voir de faits compromettants dévoilés.



Toutefois, même amputée des années noires de l'apartheid, cette étude se révèle riche en informations clefs et pistes à creuser dans le futur. Certaines ont pouvoir venir consolider les arguments de ceux qui, depuis dix ans déjà, ont épousé la cause des victimes de l'apartheid face aux profits engendrés par les multinationales étrangères. Ainsi, depuis la Suisse, KEESA, une coalition d'ONGs suisses et d'Eglises engagées pour l'annulation de la dette et les réparations en Afrique australe –dont la COTMEC fait partie depuis 1998– a organisé une série d'événements en Afrique du Sud pour attirer l'attention de la société civile et des chercheurs sur la publication de cet ouvrage. Les 10 et 11 mars prochains se dérouleront, au Cap et à Johannesburg, des conférences et des ateliers pour marquer le lancement de la publication anglaise de l'ouvrage. Avec l'espoir de stimuler de nouvelles recherches, car, pour reprendre les propos de l'historien Georg Kreis, «le clef pour la continuation (NDR: des recherches historiques) se trouve aujourd'hui au Cap». En parallèle, pour marquer le coup en Suisse, des conférences sont également prévues dans les mois à venir. ●

Martyna Olivet

JAB  
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique  
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève  
tél. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79  
cotmec@worldcom.ch  
www.cotmec.ch  
CCP: 12-21551-1 Abonnement: 25 CHF/an  
Rédactrice responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara, Ge  
Maquette: Pascale Castilla



### édito

## Impossible retour



Lors du dernier Carrefour de la solidarité, organisé à Meyrin par la Fédération genevoise de coopération, plusieurs ateliers ont abordé des aspects de la migration en Suisse et dans le monde. L'un traitait de l'aide au retour. Depuis dix ans, la Confédération encourage les requérants d'asile déboutés à retourner volontairement dans leur pays d'origine. Dans les cantons, des œuvres d'entraide sont responsables de l'organisation d'un soutien qui peut prendre plusieurs formes, et vise à favoriser la réinsertion du «retournant» dans son pays d'origine. Les intervenants de l'atelier ont tiré un bilan mitigé de cette politique, tant il est vrai qu'elle a concerné un petit nombre de personnes, si on le compare au chiffre de ceux «qui ont disparu dans la nature». Face à ces données, on s'étonne de l'importance des moyens déployés dans ce cadre, sans doute afin de maintenir vivant le mythe d'une résolution «au cas par cas». Cette stratégie a en effet le grand avantage de nous permettre l'économie d'une réflexion sur les raisons qui ont poussé des centaines de personnes à tout quitter pour venir en Suisse. Nos autorités sont disposées à payer très cher pour repousser le plus longtemps possible le moment où il faudra affronter la question de manière globale.

Autre atelier: les réfugiés climatiques. Celui-ci a nécessité un total changement de perspective par rapport au précédant, dans le sens où, dans ce cas, le départ est définitif. Pas d'aide au retour qui vaille pour les habitants de Tuvalu, cet archipel du Pacifique en voie de disparition. A ce titre, les réfugiés climatiques sont sans doute l'expression la plus extrême et la plus radicale de la migration. Même si les jeunes des faubourgs de Dakar parlent de leur destin avec la même radicalité, quand ils disent: «Barcelone ou Barca: Barcelone ou la mort».

Nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde, me direz-vous. Sauf que l'enjeu n'est pas notre capacité –supposée ou réelle– d'accueil. La vraie question est celle-ci: «Où iront les habitants de Tuvalu, quand leur archipel aura été submergé suite au réchauffement climatique?» ●

Virginie Estier dos Santos

### éclairage

## Tempérance

Les Grecs anciens avaient la démesure en horreur. La beauté du Parthénon tenait de la règle d'or qui habitait ses architectes. Rien à voir avec le foisonnement anarchique et baroque d'une façade à la Gaudi. La Beauté se confondait alors avec la proportion dans la mesure et la convenance. Ce qui supposait la reconnaissance de ses limites et la sagesse de s'y conformer. Tout débordement, tout excès était jugé indécent et, à vrai dire, immoral. «In medio stat virtus!», disaient les Romains, après les Grecs. La vertu se situe au centre. Elle ne courtise pas les extrêmes.

Entre la misère à combattre et l'opulence insolente, entre la goinfrerie des uns et la famine des autres, entre la croissance aveugle et la déchéance honteuse, il faut donc cultiver le juste milieu. Une vertu –la tempérance ou la frugalité– pourrait nous servir de guide sur cette route de crête. C'est un fait: seules les zones tempérées sont vraiment habitables

«Vertu» ai-je dit? Au risque de passer pour un obscurantiste médiéval, je persiste et signe. Oui, une «vertu», qui n'est pas transmise par les gènes, ni donnée par grâce. Mais une «habitude», fruit d'un long effort soutenu et éclairé par la raison. Un entraînement, chaque matin recommencé et renouvelé.

Tevoejdré, qui fut un brillant économiste béninois, célébrait la pauvreté –celle qui se contente du nécessaire et partage le superflu– comme la «richesse des peuples»... Un joli paradoxe. Mais si vrai! ●

Guy Musy

**Grands Lacs**

**Conférence pour la paix à Goma: bilan mitigé**

Joseph Sanane est avocat à Goma, président de la ligue des droits de la personne de la région des Grands Lacs et membre actif de l'Initiative de Genève pour la Paix dans la région des Grands Lacs. En janvier dernier, il a participé à la grande conférence sur la paix et le développement du Nord et du Sud Kivu qui s'est tenue à Goma. Il nous livre ici son analyse et ses impressions.

La partie orientale du Congo RDC s'enlise dans la violence, malgré la mise en place d'institutions issues des élections. Ces dernières devraient, fort de leur légitimité, restaurer en priorité l'autorité de l'Etat, facteur indispensable au redémarrage économique du pays. Pourtant, des zones de non-souveraineté persistent dans les deux Kivu, échappant au contrôle du gouvernement. Il y règne un climat socio-politique malsain, où des alliances entre groupes armés se nouent et se désagrègent au gré des intérêts en présence (...).

**Origine de la conférence**

Fin 2007, le président Kabila s'engage auprès de la nation à mater par les armes la dissidence des rebelles du Conseil National pour la Défense du Peuple (CNDP, NDLR: voir article C-Info 295, p.2) à la tête duquel se trouve Laurent Nkunda. Toutefois, l'opération militaire au Nord-Kivu se solde par un revers de l'armée. Une situation qui permet à la communauté internationale de convaincre le gouvernement congolais à négocier avec le CNDP. Pour ne pas choquer une opinion majoritairement défavorable à cette option, les négociations prennent la forme d'une grande conférence sur la paix et le développement de la région. Par la suite, le format et l'organisation

de la conférence ont démontré que l'objectif ultime était d'obtenir un cessez-le-feu du CNDP sous la caution morale des USA, de la Belgique et de l'Union Européenne.

**Faiblesse des débats**

Près de 1700 délégués ont été conviés à suivre les discours officiels, des communautés ethniques et des groupes armés. A part la délégation du CNDP, certains représentants semblaient n'avoir aucune légitimité au sein de leurs mouvements respectifs. Ces derniers se sont exprimés sur les conséquences de la crise sans pour autant proposer de solutions. Les vrais débats sur le cessez-le-feu et les revendications présentés par les groupes armés se sont déroulés en dehors de la plénière.

Egalement présents, un comité de sages –une structure de composée d'anciens du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (NDR: l'ancienne rébellion ayant rejoint le pouvoir)– ainsi qu'une centaine de membres du parti au pouvoir étaient mandatés pour discuter avec les délégations des groupes armés sous la direction du Président de l'Assemblée nationale. A l'issue de ces pourparlers, un acte d'engagement a été adopté en plénière sans en débattre la substance. Cet acte d'engagement intègre des garanties judiciaires favorables aux combattants et définit les modalités de suivi de son exécution.

Au cours de la conférence, les différents groupes armés sont apparus comme une nébuleuse au service du gouvernement, dont la présence était requise pour diluer le poids du CNDP.

Il est également apparu que le gouvernement congolais n'a pas de position claire sur le dossier des FDLR (NDR: les Forces démocra-

tiques de libération du Rwanda regroupent essentiellement des Hutus et des soldats des anciennes Forces armées rwandaises d'Habyarimana et d'anciennes milices interahamwe.) présentes à l'Est du Congo, dont le retour divise toujours Kinshasa et Kigali entre rapatriement volontaire et octroi de la nationalité congolaise. Cette alternative aggraverait les conflits entre communautés car il est impossible d'accorder ce statut à des combattants étrangers sans violer le droit international...

**Un cessez-le-feu et après?**

En somme, la conférence a surtout mis à jour la complexité du conflit armé du Kivu tant par rapport à sa genèse qu'aux acteurs en présence. Malheureusement, elle ne semble pas avoir rétréci le fossé entre les communautés des deux Kivu, ni jeté les bases d'une réconciliation. Les conférenciers, en se rejetant mutuellement la responsabilité, se sont montrés plus préoccupés par des querelles politiciennes qu'à dresser un état des lieux sans complaisance et à proposer une thérapie à la hauteur des tares hypothéquant le devenir commun.

Dans ce contexte délétère, on peut légitimement se demander si le cessez-le-feu conclu par les protagonistes à l'issue de la Conférence sera durable.

Une solution à même de pacifier durablement la région passera par une approche globale capable d'intégrer toutes ses facettes. Pour être acceptée elle devra être consensuelle et capable de se greffer aux initiatives régionales. Le travail de construction de paix reste entier et les hommes et femmes épris de paix ne doivent pas se lasser d'en prêcher les vertus et de dénoncer les conséquences de la haine et de l'exclusion. ● *Joseph Sanane*

**Grands Lacs**

**Des jeunes en chantier pour la paix**

Un chantier pour jeunes sur le thème de la paix et du vivre ensemble s'est déroulé au Sénégal en décembre dernier. Réunissant des participants originaires du Congo RDC, du Burundi, du Rwanda, du Sénégal, mais aussi de Suisse, ce projet s'inscrit dans la lignée de ceux portés par l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs. Rencontre avec deux participantes à leur retour.

Lisa et Delphine, deux sœurs âgées de 19 et 22 ans, poursuivent des études à Genève, l'une dans le domaine social et l'autre au Collège. Leurs parents ont posé leurs bagages en Suisse voici huit ans, à l'issue d'un périple de quatre ans à travers divers pays d'Afrique, laissant derrière eux le Rwanda de l'après-génocide. La famille bénéficie en Suisse du statut de réfugié politique. Pour cette raison, les deux sœurs n'ont jamais eu l'opportunité de retourner dans leur pays natal. Pour autant, elles ne se sont jamais désintéressées du devenir de leurs compatriotes, ni du destin de la région, si intimement lié à celui des Etats voisins.

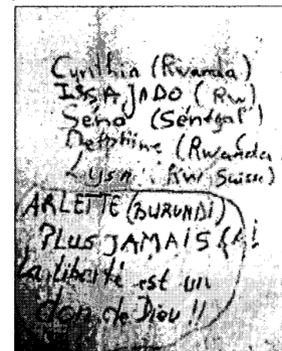
Lisa et Delphine étaient déjà présentes à la première rencontre réunissant des jeunes de la région des Grands Lacs, en 2005. C'est donc assez naturellement qu'elles se sont jointes au projet visant à réunir des jeunes de cette région et de la diaspora pour initier un processus de réflexion transfrontalière sur le thème de la paix. Autour des deux jeunes filles s'est constitué un groupe de soutien et de réflexion composé d'autres jeunesqui, pour des raisons diverses, n'ont pas pu faire partie du voyage. Ainsi, dans les mois qui ont précédé leur départ, le groupe s'est réuni une fois par semaine pour préparer leur séjour et organiser une soirée de lancement. Sur place, les deux sœurs ont rejoint un groupe composé de six jeunes de la région des Grands Lacs et de six habitants du Sénégal, dont quatre Rwandais. Les échanges pouvaient commencer.

**La paix mais pas seulement**

Au Sénégal, dans un environnement neutre, une grande partie du séjour a été consacrée à un travail de réflexion autour du thème central de la paix et du vivre ensemble au-delà des barrières ethniques et communautaires. Des questions comme la préservation de l'harmonie sociale, du respect de l'autre, de l'attitude communautaire ou encore de la démarche de pardon ont fait l'objet de débats

nourris parmi les jeunes. Mais, en marge de ces ateliers, les participants ont profité de l'opportunité de la rencontre pour discuter abondamment de préoccupations en lien avec leurs différentes réalités. Et, première surprise pour les deux sœurs, ces jeunes se sont découvert plus de points communs qu'on aurait pu le croire. «Les préoccupations sont en général les mêmes, mais exprimées différemment», note Lisa, «et surtout ces jeunes étaient très ouverts sur le monde extérieur».

Au sujet du pays hôte, c'est surtout l'accueil chaleureux et la grande tolérance des jeunes Sénégalais, ainsi que leur capacité à bien vivre la diversité, qui reviennent dans les propos de Lisa et Delphine. «Il y tellement d'ethnies différentes au Sénégal, raconte l'une des sœurs. Rien que parmi les jeunes présents, il y avait des Peuls, des Mandingues, des Sérères, des Maures et des Wolofs. Et pourtant, ils arrivent à vivre ensemble, à se comprendre et à se respecter. Même les tensions avec la Casamance qui réclame son indépendance ne dégénèrent pas en violence, ils n'en viennent pas aux mains. Alors forcément, ce qui s'est passé au Rwanda leur semble assez inconcevable. Ils nous ont interpellés là-dessus: «Essayez donc de vivre entre vous!»» Pour Lisa,



Plus jamais ça! La liberté est un don de Dieu. Notes d'atelier

la religion, très présente pour codifier les interactions sociales, y est pour beaucoup. «C'est un peuple incroyablement religieux, on s'en remet très souvent à Dieu pour expliquer et régler ce qui arrive de bien ou de mal. Dieu se chargeant de tout, on n'utilise pas la vengeance», se souvient Delphine. Les deux jeunes filles ont ainsi découvert la pratique du Mashala, le pardon sans passer par la violence, mais par la compréhension et la parole. «Un concept qui était inconcevable pour nous avant ce voyage», racontent-elles. La confrontation avec la tolérance des jeunes Sénégalais, qui sont allés jusqu'à partager des moments de prière interreligieuse, leur a fait énormément de bien. «Les jeunes Musulmans sont venus prier avec nous une première fois, puis ils nous ont invités à nous joindre à leur prière.»

**Tensions toujours vives**

Certains échanges ont toutefois généré des inquiétudes chez les deux sœurs, à l'évocation des tensions persistantes et très vives parmi les habitants du Rwanda. «Les jeunes Rwandais nous ont confié que rien n'est effacé de la mémoire au pays. Les tensions sous-jacentes menacent d'éclater à nouveau, on a parfois l'impression d'être un peuple maudit», nous confie Lisa.

**Fascinante Europe**

Un autre sujet de discussion fut l'indéniable attrait exercée par l'Europe sur les jeunes réunis au Chantier. Il est apparu indispensable pour Lisa et Delphine, bien que vivant en Suisse dans de bonnes conditions, de casser un peu le mythe de l'Eldorado véhiculé par le Nord. «Effectivement, en Europe on dispose d'un minimum qui est acquis à tout le monde, mais pour avoir un peu plus, on galère vraiment.» Et c'est cette réalité de la dureté du quotidien que les exilés cachent à leurs compatriotes restés au pays dont beaucoup sont candidats à l'exil. «Quand tu es bien où tu vis tu n'as pas envie de t'en aller», note Delphine, «ça aussi les gens en Europe ne le comprennent pas. Les personnes qui quittent leur pays viennent chercher une vie normale. Mais le quotidien en Europe est très dur.» Pour les deux sœurs, il n'est pas exclu d'envisager venir faire des études dans une grande ville d'Afrique, à Dakar par exemple, alors que la majorité des jeunes rêvent de l'inverse.

**Cap sur les jeunes**

De retour en Suisse, le projet que les deux sœurs et leurs amies souhaitent développer porte sur les enfants des rues. Il leur est apparu que cette problématique se retrouve, sous des formes diverses, dans tous les pays d'Afrique. «Ce n'est pas une réalité propre uniquement à la région des Grands Lacs. Au Sénégal, on trouve des enfants confiés à des Marabouts, qui apprennent à mendier pour survivre; au Congo on trouve des enfants soldats», racontent-elles, «On doit pouvoir aider ces enfants à avoir accès à des rêves d'enfants normaux, sinon il n'y aura pas d'avenir». Même son de cloche chez leur amie Magali, originaire du Congo voisin, qui fait partie du groupe de soutien: «Tant que les enfants ne seront pas réparés il n'y aura pas d'avenir en Afrique». Lisa porte un regard sans complaisance sur sa génération et celle qui la précède, «Les adultes, on n'attend plus rien d'eux, on est en présence de trois générations «pourries», y compris la mienne. C'est pourquoi il faut absolument investir dans la jeunesse si l'on veut que les choses changent.»

**Pas loin du but**

A leur retour, Lisa et Delphine font part d'un seul regret: celui de n'avoir pas su développer un



Delphine, Lisa et un autre participant.

projet commun à l'ensemble des jeunes venus participer au Chantier. Les différents groupes sont revenus avec projets spécifiques à leur contexte pour prolonger le travail initié au Sénégal. «Nous avons aimé travailler avec des jeunes, partager des idées dans les débats autour de la paix dans nos pays et des sujets plus personnels. Nous avons surtout compris que l'Afrique avance, même si depuis la Suisse on ne s'en rend pas forcément compte», concluent les deux sœurs. Du côté des initiateurs du projet, le bilan de l'expérience est également jugé positif. «Il s'agissait avant tout de réunir des représentants des jeunes générations pour initier une dynamique de réflexion commune au-delà des frontières et espérer déboucher sur la création d'un réseau à l'instar de celui de l'IdG et favoriser l'émergence d'un leadership dans la jeunesse. Les projets issus de la rencontre sont déjà une preuve d'un engagement qui va continuer au-delà de cette première réunion», dit Justin Kahamaile. Et le plaisir communiqué par Lisa et Delphine à l'évocation de certaines amitiés nouées sur place et des échanges qui se poursuivent sont une preuve supplémentaire que le but n'est pas loin d'être atteint. ●

Propos recueillis par Martyna Olivet

**Evénement**

**Soirée de restitution**

Pour prolonger le projet, une soirée de restitution est planifiée pour le 10 mai à Genève. Elle est organisée par Lisa, Delphine ainsi que par Magali et Angélique qui ont suivi la préparation mais n'ont pas pu se rendre sur place. Cette soirée sera l'occasion de visionner des photos et des films réalisés sur place par les deux sœurs, d'entendre leur témoignage et aussi de se restaurer et de faire la fête ensemble. (le programme détaillé suivra). ●

## Publication Eclairages pour un nouveau choix

Le nouveau livre de Jean-Marie Pelt cherche à mettre en lumière ce que nous disent les grandes traditions religieuses du monde sur les enjeux vitaux de notre relation à l'environnement. Il montre à quel point ce qu'elles nous disent sur ce thème, converge vers les mêmes recommandations: une nécessaire sobriété écologique pour limiter l'épuisement des ressources naturelles, l'alliance de l'homme et de la nature pour maintenir les grands équilibres biologiques et climatiques, mais surtout, la remise en cause du rêve prométhéen, qui nous met tous en danger.

Jean-Marie Pelt n'est ni théologien, ni anthropologue, ni historien des religions, et ses descriptions de grandes traditions ne sont pas dénuées de stéréotypes. Les tenants de la rigueur et de la précision comme base du dialogue interreligieux et de la compréhension mutuelle fronceront sans doute les sourcils à la lecture de certains passages.

### La science comme religion

Pelt est certes plus à l'aise quand il parle de ses collègues scientifiques, parfois de manière provocatrice: «Il est surprenant de constater à quel point le cléricalisme scientifique s'est décalqué sur le cléricalisme religieux... Religion sans Ciel, elle (la Science) a ses saints, les Nobel, ses martyrs, les Galilée et les Curie, ses lieux de culte, les laboratoires, ses grandes célébrations collectives, les congrès scientifiques internationaux. La religion de la science a aussi ses livres sacrés: tout scientifique désirant faire carrière et percer, porte la plus

grande considération à la revue anglaise «Nature», où sont consignés les résultats des meilleurs d'entre eux. Mais, avant de mériter l'honneur d'une telle publication de leurs travaux, ceux-ci seront soumis à des «referees», éminentissimes scientifiques qui jaugent, avant de les avaliser, les résultats des travaux qui leur sont présentés. Gardiens sourcilieux du dogme, ils sont au scientisme ce que furent (?) à l'Eglise les vétillieux exégètes du Saint-Office.» L'auteur considère en effet que la foi aujourd'hui subit la concurrence des religions sécularisées: «celles de la science, du progrès, du consumérisme, de la technologie et de l'argent» et il montre bien à quel moment de l'histoire ce glissement s'est opéré. Celui-ci correspond aux prémices de la révolution industrielle, époque à laquelle «la nature n'est plus perçue comme source d'émotion, d'émerveillement et de contemplation, mais comme source d'enrichissement.»

### Lynn White dispulé

Pelt aborde la fameuse thèse lancée par l'historien Lynn White en 1966, thèse qui a longtemps marqué la pensée écologique. Selon ce dernier, les versets de la Genèse, où Dieu invite l'Homme à se multiplier, à envahir la terre et à dominer tout être vivant, seraient à l'origine de la pensée occidentale prométhéenne et seraient responsables de la crise écologique actuelle. S'en est suivie une polémique qui n'est pas encore achevée sur le sens du mot «dominer» dans les versets controversés. L'auteur, au contraire, relève tous les éléments dans l'Ancien Testament qui suggèrent une gestion harmonieuse des ressources naturelles, notamment l'injonction du sabbat, l'année sabbatique et le jubilé. Ces moments de pause ramènent une dimension cyclique à l'histoire linéaire introduite par le monothéisme, et lors de la cinquantième année, année sain-

te, tout doit revenir au moment initial afin de garder l'équilibre: «chaque propriété qui a été vendue revient à son propriétaire ou à ses descendants, et quiconque a été vendu comme esclave retourne à sa famille.» Selon Pelt, c'est bien la Philosophie des Lumières et l'incursion de l'approche scientifique aux 17ème et 18ème siècles qui vont, en s'emparant de la nature, laisser l'Homme seul avec Dieu. «La rupture entre le christianisme et la nature était consommée.»

### Que disent les religions?

Face à la vision dominante de la société industrielle qui nous aveugle, que nous disent toutes les traditions spirituelles? L'auteur fait un tour d'horizon le plus exhaustif possible: les spiritualités des peuples autochtones, l'hindouïsme, le bouddhisme, le taoïsme, l'islam, le judaïsme, le christianisme et même le New Age. Tous les textes sacrés révèlent une vérité commune: le sort de l'humain et celui de la nature sont étroitement liés. L'être humain doit viser à «l'équilibre, à l'harmonie, et non à l'exploitation sauvage, fébrile et sans limite». Nos agressions contre l'environnement et l'épuisement des réserves naturelles finissent par mettre en danger notre civilisation.

Au-delà des faiblesses et des raccourcis de cet ouvrage, Jean-Marie Pelt nous invite à ne pas oublier que l'être humain ne peut se réduire à ses dimensions économiques et sociales. Conscient de la nécessité de devoir choisir rapidement un nouveau modèle de civilisation, il nous éclaire sur l'apport de la spiritualité, comme moyen d'appréhender le lien indissociable entre l'homme et la nature. ●

Virginie Estier dos Santos

Jean-Marie Pelt, avec la collaboration de Franck Steffan: «Nature et spiritualité», Editions Fayard, Paris, 2008

## Multimédia Permis d'évader

En 37 minutes, ATTAC propose un petit traité de la fiscalité «pour les nuls», serait-on tenté de dire maintenant. Avec un texte clair, le DVD brosse un portrait historique et économique-politique de l'impôt.

Partant de la première dîme que le tiers-état devait verser au clergé et à la bourgeoisie, les auteurs montrent le chemin tortueux qui devrait mener à une justice fiscale qui tienne compte des différences sociales. Dans son petit film, ATTAC démontre et démonte les mécanismes qui font que les gros contribuables échappent à leurs devoirs financiers:

- La concurrence que se livrent les cantons suisses pour exercer un pouvoir attractif, tant auprès des entreprises que des personnes physiques;

## Multimédia Permis d'évader

- Le jeu de «cache-cache revenus» qu'opèrent les multinationales en faisant transiter les capitaux d'une filière à l'autre;
- La subtile nuance que la Suisse entretient entre les notions de fraude fiscale et d'évasion fiscale et qui montre à quel point notre pays sait fermer les yeux et ouvrir son coffre-fort;

- Et, bien-sûr, notre célèbre secret bancaire qui fait l'attractivité de notre place financière dans la constellation des paradis fiscaux.

Au générique final, on a tout compris et on a envie, comme cela nous est proposé, de diffuser largement ce DVD aux spectateurs de tous âges.

On peut cependant regretter deux choses:

- La pauvreté des images. Elles suffisent juste à soutenir l'attention portée au texte, mais n'ajoutent rien;
- Le fait que l'on ne parle pas des conséquences de l'addition des contournements fiscaux du citoyen lambda.

Certes, à la suite de ce visionnement, nous savons comment remplir notre bulletin de vote en citoyenne et citoyen responsables. Mais nous aurions aimé une incitation à en faire de même en remplissant... Notre déclaration d'impôts! ●

Roland Pasquier

www.suisse.attac.org

### Agenda

### Chantier des jeunes

## Soirée de restitution

La soirée annoncée en page quatre du COTMEC-Info 296 aura lieu le 10 mai prochain à la cafétéria de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (HEI), 132 rte de Lausanne, à partir de 19h30. Venez nombreux!

## Hommage Lukas Vischer

Lukas Vischer, décédé le 11 mars dernier, fut une grande personnalité du protestantisme de ces derniers 50 ans. Mourant d'un cancer, il continua jusqu'au bout de soigner les causes pour lesquelles il s'était engagé, illustrant l'exhortation de Calvin «qu'un chacun se souvienne qu'il est créé de Dieu afin de travailler soigneusement et s'employer à sa charge; et ce non pas pour un temps, mais jusqu'à la mort».

Employé au Conseil œcuménique des Eglises, il le représenta en tant qu'observateur remarqué au Concile Vatican II. Il s'engagea de même pour l'entente entre les Eglises d'Orient et d'Occident. Cela portait encore de nouveaux fruits dans ses efforts récents de faire reconnaître un temps spécial de la création dans l'année liturgique: l'engagement écologique, qu'il partageait avec son épouse Barbara, s'inspirait entre autres de la spiritualité orthodoxe. Il fut à l'origine du rassemblement œcuménique européen de Bâle en 1989 (Justice, Paix et Sauvegarde de la Création). Il fut encore fondateur, avec André Biéler, de la Déclaration de Berne.

Il inventa la Commission programme du Centre John Knox au Grand Saconnex qu'il présida et anima jusqu'à sa mort. Dans ce cadre, il entreprit une nouvelle aventure œcuménique: celle de rassembler les nombreuses communautés, pour la plupart évangéliques, qui constituent le foyer spirituel de nombreux groupes étrangers à Genève et de leur offrir l'occasion de mieux s'intégrer dans la vie religieuse de la cité.

S'il menait à bien tant d'activités, c'est grâce certainement à son talent d'administrateur et à sa capacité de travail, mais surtout à son charisme si subtil qu'on s'engageait sans autre dans son sillage: «le meilleur des meneurs, on ne s'en rend même pas compte» (Lao Tzeu). ● Edouard Dommen

### édito

## Gestes anodins



Tendre sa main dans le noir à la recherche d'un interrupteur, se saisir du verre d'eau laissé à proximité, puis du cachet d'antalgique juste à côté.

Quoi de plus banal que ces trois gestes, ancrés dans le quotidien? Une séquence mainte fois répétée sans plus s'y attarder. Pourtant, influence de la nuit où d'une conscience en éveil, ces gestes anodins ont entraîné à leur suite un flot d'images me faisant prendre conscience du statut de privilégiée qui est le mien.

L'eau, d'abord. Eau que l'on épuise et parfois méprise de l'avoir trop à notre portée. Eau dont la rareté et l'absence est cause de périls et de convoitises. Electricité. Energie à bien des égards trop consommée là où il s'agirait de faire plus que se modérer. Courant dont l'abondance s'apparente parfois à de la nuisance: si inégalement partagé, qu'il donne à notre coin de terre un halo de lumière qui jamais ne s'éteint. Médicaments. Petits cachets toujours à disposition. Substances essentielles à la formule universelle, ils sont de tous les voyages, permettant de parer au moindre mal, s'il n'est pas une urgence vitale.

Loin de moi l'idée de prôner une échelle des valeurs – voir de bonheur – universelle. La tranquille certitude de pouvoir bénéficier, presque à volonté, de ces trois commodités ne fait pas de moi une personne à jamais épargnée. Mais sait-on mesurer ce qui nous est à ce point acquis et familier?

Gardons en mémoire que cela représente, pour des millions d'êtres humains, un objectif qui ne sera atteint qu'au bout d'un combat incertain, ou une cause d'exil et de souffrance. Gestes de la main, pas si anodins, au regard du fossé qui reste à combler. ●

Martyna Olivet

### éclairage

## Eglise métisse

Chaque dimanche, l'église Notre-Dame de Genève – la « cathédrale de Cornavin! » – se convertit en « basilique ». Au sens originel de ce terme. Entendez: un forum, une agora, un vaste marché. Peuples et ethnies entremêlés, réunis par leur appartenance « catholique ». Catholique? Encore une expression chargée de sens et d'histoire, qui divise autant qu'elle unit. Le catholicisme est aussi bien un astre particulier de la constellation des religions qu'une affirmation – une prétention? – d'universalité sans frontières.

C'est merveille donc de voir sous les voûtes de cette « basilique » genevoise tant de gens divers se retrouver et se rencontrer. Venus des quatre coins du canton, « ex omni tribu, lingua et natione », de toute tribu, langue et nation, pour le dire en latin. Même les Roms sont présents. Aux portes de la basilique, cela s'entend.

Pourtant, à discerner de près cette foule bigarrée, je ne manque pas de m'étonner. Des jeunes parents entraînent – je ne dis pas « entraînent » – derrière eux leur progéniture. Couleur arc-en-ciel, comme il se doit. Les teints clairs sont rarissimes. Dans ce lieu, les gens de ma tribu sont surtout des « neiges d'antan ». Ils ont la tête chenue ou le crâne dégarni depuis assez longtemps! Où se cachent donc leurs descendants?

Bah! Ce n'est pas la première fois que l'Eglise passe aux « Barbares ». Ceux qui nous envahissent (!) aujourd'hui valent bien les Burgondes, les Alamans et autres Sarrasins des temps jadis. Missionnés d'abord par nos soins, ils sont aujourd'hui nos missionnaires.

Vive donc l'Eglise métisse genevoise. Je m'y sens à l'aise et je m'en réjouis! ●

Guy Musy

JAB  
1200 Genève 2  
Cotmec, Commission Tiers Monde  
de l'Eglise Catholique  
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève  
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79  
cotmec@worldcom.ch  
www.cotmec.ch  
CCP: 12-21551-1 Abonnement: 25 CHF/an  
Rédactrice responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara, Ge  
Maquette: Pascale Castella

## Journée de solidarité Jeunes sans papiers: interdits de futur?

Le 27 avril prochain, le Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève (CSSP) organise, avec le parrainage de la Mairie de Genève, une journée de solidarité avec les personnes sans statut légal.

*Quel avenir pour les jeunes sans papiers? Quelles perspectives de futur pour un jeune né et/ou scolarisé à Genève, mais sans statut légal?*

Cette journée sera axée sur une problématique difficile: le futur de jeunes sans statut légal, qui, une fois leur scolarité terminée, se retrouvent dans une situation d'impasse. Sans permis de séjour, ils n'ont aucune possibilité de trouver une place d'apprentissage.

La plupart de ces jeunes ont passé une grande partie de leur enfance à Genève, se reconnaissent comme genevoises et genevois, ont adopté la langue et la culture de la ville. L'école en a fait des Suissesses et Suisses, les a intégrés dans notre société. Pourtant, une fois en dehors, ils se voient relégués au rang de clandestines et clandestins et sont condamnés à perpétuer la même lutte pour leur survie, avec la peur et l'insécurité que cette situation engendre.

Cette journée visera le dialogue entre les politiques, les associations, les personnes de terrain, les parents et les jeunes sans statut légal. Elle aura pour but la mise en évidence de la problématique, l'écoute des personnes concernées et la recherche de solutions. Une table ronde ainsi que des

animations, notamment théâtrales, permettront de lancer la discussion, de sensibiliser un large public sur la situation des personnes sans statut légal à Genève, et d'autre part, de créer un espace de sociabilité dans lequel chacune et chacun pourra partager ses expériences personnelles et ses opinions.

Venez nombreuses et nombreux! ●

*Sophie de Rivaz*

Rens: CSSP, tél. 022 301 63 33;

**Date et lieu: 27 avril 2008 de 11h00 à 17h00 Salle du Môle aux Pâquis, rue du Môle 21**

## Tendance historique Blé, riz, maïs... plus chers

**Alors qu'il a baissé pendant des décennies, le prix de la nourriture augmente depuis quelques mois. Blé, riz, maïs, sucre, tout renchérit. Une chance pour une partie de la paysannerie, un drame pour des centaines de millions de pauvres.**

*«La solution n'est pas simple, parce qu'il ne s'agit pas d'une flambée provisoire: c'est un renversement de tendance historique. Le prix de la nourriture, qui baisse relativement aux autres produits depuis la révolution du tracteur, devrait augmenter dans les décennies qui arrivent», écrit Eric Le Boucher dans Le Monde du 3 mars.*

Les articles sur ce thème se multiplient dans la presse. Parmi les causes du phénomène, on cite, en vrac, l'augmentation de la population mondiale, la hausse des revenus d'une partie des habitants de plusieurs pays émergents (Chine, Inde...) qui entraîne une demande accrue de viande et de lait (il faut plu-

sieurs protéines végétales pour obtenir une protéine animale), l'explosion du prix du pétrole qui favorise la production d'agrocarburants et renchérit le coût du transport maritime, le réchauffement climatique et la désertification, des politiques économiques qui ont oublié l'agriculture...

Ainsi, par exemple, le cours du riz, céréale la plus consommée sur la planète, a progressé de 35 % au cours des cinq derniers mois et les stocks ont fondu. Chez nous, le coût de la vie augmente quelque peu, mais la farine ne représente qu'une petite fraction du prix du pain. Dans le Sud, c'est souvent dramatique. Les pauvres peinent à se nourrir et des «émeutes de la faim» se sont produites en Egypte (Le Courrier du 12 mars), comme au Sénégal, au Cameroun, au Yémen, au Burkina-Faso, au Mexique...

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé un appel aux donateurs pour recevoir d'urgence 500 millions de dollars supplémentaires. En effet, en raison de l'escalade des prix, son budget de 2,9 milliards, élaboré durant l'été 2007, ne suffira pas cette année. Sinon, l'on devra diminuer soit les rations, soit le nombre de bénéficiaires (73 millions).

Les producteurs, en Suisse et ailleurs, se frottent les mains. En soi, une hausse des revenus des paysans, surtout s'il s'agit d'agriculture familiale, n'est pas une mauvaise chose. On sait que les trois quarts des 850 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde sont des ruraux. Cette hausse pourrait aussi inciter certains pays à investir au lieu de se reposer sur les importations. Cependant, ce sont surtout les grands propriétaires qui sont en mesure de profiter de la situation. Et qui accroissent leur pression sur les petits pour agrandir encore la surface de leur domaine... ●

*Michel Bavarel*

## Du Brésil au Kenya

# Vents nouveaux sur le paysage médiatique

**A l'heure où les médias traditionnels connaissent partout dans le monde une grave crise de légitimité, de grandes innovations sont à l'œuvre au sein de la presse alternative. Le COTMEC-Info a voulu s'intéresser à deux projets emblématiques de ce souffle nouveau, soit les journaux Viva Favela au Brésil et Big Issue Kenya. Tous deux sont des journaux édités et distribués dans les quartiers les plus défavorisés de grandes mégapoles du Sud (soit Rio et Nairobi). En plus de proposer un regard novateur sur des zones marginalisées, ces organes de presse alternative remplissent une fonction sociale et économique auprès de la population. Décryptage de ces projets qui vont bien plus loin que la publication d'un journal.**

### Autre voix, autre regard

Que ce soit au Brésil ou au Kenya, les journalistes ne parlent des banlieues que pour raconter la violence qui s'y développe, donnant ainsi une image négative de la vie de ses populations marginalisées. Les favelas de Rio ressemblent ainsi fortement à Kibera, gigantesque bidonville de la banlieue de Nairobi.

Si ces images de misère et de violence sont en partie fondées, elles sont aussi et surtout le résultat d'une simplification et d'un regard unique de la presse traditionnelle. Marginalisées économiquement, ces zones le sont ainsi également au niveau de l'image qui s'en donne dans les médias. Viva Favela et Big Issue sont donc avant tout des projets destinés à donner une voix à ceux qui en sont privés, et ce dans le but de contrer cette asymétrie de l'information qui relègue les habitants de ces zones périphériques au rang d'«objets» médiatiques, sans leur donner la possibilité d'agir comme des «sujets».

Face à l'approche sensationnaliste des faits divers qui prédomine, tendance très malsaine qui renforce les clichés et l'impression de «no future» des bidonvilles, la presse alternative tente de faire entendre une autre voix.



*Vuesur la mer de tôle ondulée des habitations de Kibera*

Sans faire dans l'angélisme, Viva Favela et Big Issue proposent un regard plus constructif, en tentant d'aller plus loin qu'une information factuelle simpliste. Il s'agit ainsi de comprendre la violence, et de proposer des solutions aux problèmes. L'information est ainsi traitée avec une perspective sur le long terme qui rompt avec l'«immédiat» qui est la logique fondamentale du sensationnalisme.

Comme l'affirme Viva Favela, «il y a davantage à raconter sur les bidonvilles que des histoires de violence et de trafic de drogue.» L'affirmation de cette presse alternative se fait donc directement en opposition à une presse traditionnelle peu crédible; il s'agit de promouvoir un «journalisme responsable» –ainsi que l'affirme le credo de Big Issue– et de réoccuper un terrain abandonné par les médias qui trop souvent cèdent à l'information «facile» et ne répondent plus au «besoin d'informations» des classes sociales les plus basses.

Ainsi, ces journaux s'intéressent à des aspects de la vie des bidonvilles qui ne sont pas traités habituellement par la «grande» presse. Ils servent également de relais pour toute une série d'informations pratiques fort utiles à la population, en promouvant notamment l'accès à l'éducation et à l'emploi et en organisant des forums sur ces sujets.

### L'information au service du tissu social

Tous ces éléments donnent une nouvelle dimension à ces projets par l'importance qu'ils revêtent en tant que facteurs de cohésion sociale. Selon la même dynamique d'intégration, les articles de ces

journaux sont produits par des professionnels des médias (journalistes, photographes) en très étroite collaboration avec la population. Cette proximité entre l'«informateur» et l'«informé» renforce l'authenticité de l'information et revalorise en même temps les faits relatés. La population peut ainsi se sentir directement concernée par ces derniers et prendre conscience de sa capacité à influencer le processus de production de l'information. Face à la crise de crédibilité dont souffrent les autorités médiatiques traditionnelles, cette réappropriation de l'information par ceux qui en sont les premiers concernés est un signe d'intégration encourageant.

Dans le même ordre d'idée, le partenariat entre les éditeurs de ces journaux et les acteurs sociaux (par exemple avec les différentes radios communautaires des favelas de Rio ou de nombreuses ONG engagées dans le domaine de la santé ou encore l'Eglise à Kibera) les rapprochent de l'idéal démocratique de la presse. Selon cette même logique, donner une voix aux populations marginalisées œuvre à la correction des inégalités, et ouvre un espace de dialogue entre les différents secteurs sociaux. Viva Favela vise ainsi à servir de «pont entre l'Asphalte et le "Morro"» [à Rio, on nomme Asphalte les parties basses de la ville où vivent les gens aisés et "Morro" les collines qui couronnent la cité, où se concentrent les bidonvilles].»

Enfin, ces projets ont une fonction économique évidente. Ce fait est explicite en ce qui concerne Big Issue, puisque le nombre d'emplois créés dans tout



*Couverture de la première édition de «The big Issue»*



*Misère des rues de Kibera, si facile à exploiter et à stigmatiser*

le processus de création et de distribution du journal est mis en avant. A l'heure où les médias traditionnels sont soumis aux lois du marché, il est significatif de voir s'affirmer une conception de la presse comme vecteur d'intégration sociale et économique des populations marginalisées.

Tout naturellement, le COTMEC-Info se sent solidaire de projets comme Viva Favela et Big Issue, tant du fait de leur action sociale et du message qu'ils transmettent que sur le plan de ce que l'on pourrait nommer une remise en question de l'ordre médiatique établi. En effet, la grille de lecture «centre - périphérie» qui semble dominer dans la presse est ainsi judicieusement critiquée, ce qui ouvre la voie à un dépassement des clichés dont on affuble favelas et bidonvilles. De plus, la création de nouveau centre de production d'information est un signe encourageant pour la promotion d'un pluralisme médiatique, un combat que notre bulletin mène depuis toujours avec acharnement. ●

*Jonas Pasquier*

1. [www.vivafavela.com.br](http://www.vivafavela.com.br) (traduction française sur <http://vivafavelafrance.wordpress.com>); [www.thebigissuekenya.org](http://www.thebigissuekenya.org).
2. Voir notamment à ce sujet l'enquête menée par Vivafavela sur le traitement de la violence dans les médias brésiliens ([http://vivafavelafrance.wordpress.com/2007/11/01/comment-la-presse-brésilienne-parle\\_t\\_elle-de-la-violence/](http://vivafavelafrance.wordpress.com/2007/11/01/comment-la-presse-brésilienne-parle_t_elle-de-la-violence/))
3. Février 2007 (1er numéro), éditorial.
4. <http://vivafavelafrance.wordpress.com/about/>
5. Février 2007 (1er numéro), éditorial.

consomme pour suivre un dogme ambiant et pour obtenir de la reconnaissance sociale.

Le problème des règles implicites c'est qu'elles ne sont pas formulées; elles sont donc latentes et inconscientes. C'est la raison pour laquelle elles sont sournoises, voire même violentes. Selon un des derniers rapports du PNUD, les pays riches ont dépensé 500 milliards pour une année dans la publicité qui entretient ce dogme. C'est dix fois la somme dont nous aurions besoin pour satisfaire les besoins essentiels de tous les humains. Un chiffre qui en dit long et auquel répond notre désir-passion, l'infini de nos compulsions d'achat. La publicité est une fabuleuse machine à stimuler et à entretenir ce désir-passion. Elle crée une fabuleuse confusion entre désir et besoin. Le besoin étant relatif à un manque limité qui peut-être soulagé. Alors que le désir est lié à une aspiration à l'infini, au divin, à une soif insatiable d'absolu et de plénitude. C'est le creux de l'être et rien ne pourrait le satisfaire totalement.

#### Une conversion est nécessaire

Le détournement du désir en désir-envie et sa dégradation en passion n'est pas une fatalité car, en tant qu'humains, nous avons précisément une liberté, une volonté qui, en s'ouvrant à l'action de l'Esprit, permet une conversion pour réorienter nos désirs. Et c'est bien là que va se jouer une grande partie de la résistance au «tout consommation». Nous avons besoin d'éclairer les ressorts intimes et inconscients de nos envies, de comprendre pourquoi on se laisse séduire par ces injonctions modernes. Comment relier notre désir le plus profond à sa source originelle?

En réalité nous ne désirons pas trop, mais mal. Il s'agit d'une confusion entre avoir sans limite et être en plénitude. Nous avons besoin de transfigurer notre mode

de vie, tout en respectant les interdits structurants de la Loi.

#### Consentir à soi-même

Comment accepter ce que nous sommes avec nos limites? Tout n'est pas possible à n'importe quel moment. Consentir à soi, c'est consentir au réel. Entrer dans l'âge adulte, c'est se décider, choisir une voie, une ligne de vie et s'y tenir malgré les difficultés.

#### Consentir à Dieu

Nous avons si souvent l'image d'un Dieu qui ne consentirait pas à ce que nous sommes et qui ne nous autoriserait pas à être pleinement ce que nous sommes. Nous pouvons redécouvrir dans l'Évangile, cette liberté inouïe de Jésus qui se fait le représentant du Père et qui nous donne l'Esprit pour avoir la liberté; non pas celle de faire n'importe quoi, mais celle de nous sentir pleinement accepté, pour ensuite accueillir autrui.

#### Consentir à autrui

Nous avons toujours tendance à l'autarcie, à l'envie d'être nous-mêmes, celui qui est tout et partout. Les règles de vie spirituelle nous aident à apprendre qu'autour de soi, il y a des frères et sœurs - proches ou lointains - de qui nous avons à nous faire proches et de qui nous avons à tenir compte.

#### Prier et jeûner

Transfigurer nos désirs et se relier à la source originelle de la vie passe certainement par la prière et peut-être même par le jeûne. Prier afin de créer à l'intérieur de nos cœurs un espace où Dieu peut résider, où le Christ puisse s'incarner et demeurer. Pour Enzo Bianchi, prier de la communauté œcuménique de Bose en Italie, «le jeûne est une ascèse du besoin et une éducation du désir». ●

Sabine Petermann

1. Mt 25,31ss
2. Dans les relations courtes cf. Lc 10, 29-37 Parole du «Bon Samaritain».
3. Par des relations longues cf. «Jugement dernier»

### Intervenant

## «N'ayez pas de soucis inutiles...»

**Cherchez d'abord son Royaume et sa justice, et tout cela vous sera donné par surcroît.»**

Matthieu, 6

Le blé que l'on entasse finit par pourrir, le blé que l'on sème donne du fruit. Le trop que l'on accumule finit par pourrir, symbole de mort. La tempérance, c'est le juste milieu entre Jean-Baptiste et Noé, entre l'ascèse et l'ivresse. Il ne s'agit pas de l'ancratisme: secte chrétienne du 1er siècle qui refuse l'existence de la matière, ni de la débauche.

En géographie, les zones tempérées sont les plus habitables. La tempérance, c'est ce qu'il faut, ce qui est juste au contraire de la démesure, de l'ivresse («lubris» en grec), le vertige dionysiaque, la dérasion, le désordre personnel et social, le gaspillage qui détruit ce qui est nécessaire à l'Autre. La vertu de la tempérance suppose un entraînement. C'est un mode de vie qui vient avec le temps. Y est associée l'idée d'un entraînement sportif, d'un habitus acquis et éternellement répété (à l'exemple des parents qui doivent de manière continue réfréner les envies de consommation des enfants).

Par ailleurs, les fruits de la tempérance ne sont pas seulement une longue vie pour soi, mais aussi pour l'humanité. Apprécier le temps présent dans le sens des Epicuriens: cueillir le jour sans rêve et sans convoitise.

La tempérance contient également le sens du partage et de la justice. Elle s'inscrit aussi dans un devoir de résistance face à l'engouement, à la mode publicitaire, face à l'indécence. Il s'agit d'un entraînement à la résistance aux règles implicites. ●

Guy Musy



## La consommation: une nouvelle communion? Journée théologique de novembre 2007

Supplément n°297 / mars 2008 / Genève

### Edito

## Quel désir?

Dans la continuité de sa réflexion sur la sauvegarde de la Création et sur la décroissance, la COTMEC a abordé le thème de la consommation, lors de sa dernière journée théologique. Guy Musy nous présente la notion de tempérance, dont il nous avait déjà parlé lors de l'un de ses derniers éclairages. Edouard Dommen, également membre de notre commission, nous parle des biens collectifs comme instrument de résistance contre la convoitise. Nous avons également bénéficié, lors de cette journée, de la contribution exceptionnelle de Sabine Petermann. Elle nous dit que les choses ne sont pas toujours ce qu'elles paraissent être et que nous ne désirons pas toujours ce que nous croyons désirer. ●

Virginie Estier dos Santos

### Intervenant

## Tous les biens sont-ils exclusifs?

**L'économie produit deux sortes de biens et de services. D'une part ceux qui ont comme particularité que dès lors qu'une personne en jouit, tout le monde peut en jouir du même coup. Elle produit d'autre part des biens dont la jouissance est exclusive: une personne ne peut en jouir que si d'autres n'en jouissent pas.**

La lumière du réverbère est un bon exemple des premiers; du moment qu'elle éclaire la rue pour moi, elle l'éclaire pour tous les passants. Le bifteck est un bon exemple du second; vous ne pouvez pas manger ce steak si je le mange, moi.

#### Les biens compétitifs

Seuls les seconds peuvent faire l'objet de convoitise. Vous possédez un tel objet que j'aimerais avoir. De deux choses l'une.

Soit je veux le vôtre; vous êtes alors mon rival qu'il me faut vaincre pour assouvir mon désir. Nous voici pris dans un tourbillon qui nous entraîne dans les



profondeurs les plus sombres de la nature humaine. Le mécanisme ténébreux du bouc émissaire s'enclenche alors. René Girard va jusqu'à expliquer ainsi le sacrifice du Christ: c'est en tout cas dire que nous ne sommes pas dans le domaine de l'anodin.

Soit je veux un objet semblable au vôtre. Il faut alors que l'économie le produise et nous sommes pris dans l'engrenage productiviste de la croissance. La publicité attise le mimétisme afin de lubrifier ce mécanisme. Celles et ceux qui ne sont pas en mesure de consommer à la hauteur des attentes de l'économie sont méprisables et méprisés.

Et ils sont eux-mêmes les premiers à se mépriser. Comme dit Abraham au riche qui appelait Lazare, «Il y a entre nous et vous un grand abîme, afin que ceux qui voudraient passer d'ici vers vous, ou de là vers nous, ne puissent le faire» (Luc 16).

Ce chemin-là ne mène pas vers le Royaume.

#### Les biens collectifs

Les biens collectifs n'offrent pas de prise à ces mécanismes. Comment convoiter un plaisir qui est à votre disposition dès lors qu'il est à la disposition de quiconque? Pourquoi multiplier un bien dont un seul exemplaire répond aux aspirations de tous? Les biens communs fondent la convivialité, le plaisir d'être ensemble.

La logique selon laquelle «Il faut payer moins d'impôts pour pouvoir consommer plus» stimule la convoitise. Il faut au contraire payer ses impôts parce que ce sont eux qui permettent de financer les biens collectifs. C'est ainsi un moyen d'échapper aux cercles vicieux de la production effrénée et de l'exclusion. ●

Edouard Dommen

**Intervenante**

# Pourquoi résister en tant que chrétien à la tendance du tout consommation?

Aujourd'hui, il est vrai que nous pouvons tout acheter ou presque et ce, à toute heure et à des prix favorables. Malheureusement, ces facilités des pays riches ont pour corollaire que ces prix avantageux sont généralement fixés au prix du sacrifice de la dignité humaine d'autrui: les horaires extensibles dans les grandes surfaces ne tiennent pas compte des besoins du personnel de la vente; l'énergie «grise», est dépensée pour l'acheminement des objets, croît toujours davantage, avec les effets sur le réchauffement climatique que l'on connaît. En observant les diverses conséquences directes ou indirectes, on se rend compte que l'achat sans limite cautionne implicitement un système d'aliénation des uns et d'oppression des autres

**Qu'est-ce qui pousse à cette consommation effrénée?**

**a. Consommer pour combler un désir**

L'homme est un être de désir. Il est important de reconnaître ce désir. Désirer, c'est chercher ce qui nous complète, ce qui achève et met fin à notre manque existentiel. Qu'est-ce qui comble ce manque? La possession d'un objet devrait permettre une satisfaction du désir. Or, en pratique, on s'aperçoit qu'un désir appelle un nouveau désir. La course à l'objet ne peut être que frustrante.

Pour les Pères de l'Eglise, ce désir, en réalité, c'est celui de la plénitude, de l'image de Dieu en l'Homme. C'est la source de notre aspiration à la transcendance, un obscur désir de Dieu. Or, ce désir est infini et insatiable. En cher-

chant à le satisfaire par la consommation, on ne produit que frustration permanente. On désoriente l'énergie fondamentale du désir, au risque de la transformer en passion et d'en devenir captif.

**b. un moyen de partager une culture commune**

Pour Max Weber, l'économie n'est pas seulement un système de production, de distribution et de consommation de biens et services. C'est aussi un esprit, une vision du monde. Il parle de réification: la transformation de toute chose en objet monnayable. L'économie devient une fin en soi. «*Tout ce qui nous fait envie, nous l'acquérons*», ce qui crée un bain ambiant, une sorte de culture commune.

**L'apport des Ecritures: la Loi comme repère**

Dans une perspective anthropologique et psychologique, nous savons que l'humain a besoin de repères pour exister. Sans eux, la vie en commun est compromise car ce serait le règne de l'insécurité et des lois implicites du groupe. Pour la Bible hébraïque, le premier don de Dieu à l'Homme, c'est la Loi. C'est ce qui lui permet de vivre dans la liberté en posant des limites qui permettent à autrui d'exister.

Littéralement l'inter-dit, c'est la parole échangée entre deux personnes. Ce terme illustre le pouvoir structurant de la Loi. Pour la Bible, l'humain n'est pas une machine, ou un objet, mais il est partenaire de Dieu. Nous avons besoin d'un minimum de règles pour vivre en communauté. La Loi permet de rester dans des chemins de vie où l'humain expérimente la véritable liberté.

**Une réponse humaine: la responsabilité**

Une réponse humaine au don de la vie et de la Loi pour préserver la vie, c'est la responsabilité. Il s'agit de conjuguer, dans un partenariat avec Dieu, la liberté de l'Esprit divin et la responsabilité humaine. Si le concept de responsabilité a toujours été central en matière d'éthique et de droit, il porte aujourd'hui la marque d'une certaine ambiguïté. D'une part la responsabilité semble être une thématique envahissante, où l'individu est responsable d'un nombre de choses de plus en plus important. On est non seulement responsable de nos intentions, mais également des conséquences de nos actes, des actions collectives auxquelles nous prenons part, de nos omissions. D'autre part, il semble que l'individu rejette de plus en plus la responsabilité qui est la sienne, en la reportant sur des tiers: sur les institutions et sur les assurances. Que nous dit la théologie chrétienne au sujet de la responsabilité?

Le concept de responsabilité a traversé toute la théologie chrétienne. Il s'est d'abord lié au principe de faute et de culpabilité. En effet, la responsabilité d'un acte doit être imputée à un sujet, puis rétribuée. Il faut cependant souligner qu'imputer une faute n'est pas destiné à écraser le sujet sous le poids de sa culpabilité. L'imputation vise essentiellement à restaurer sa liberté. En effet, la culpabilité permet la libération, car le fait d'accepter d'être l'auteur de ses actes permet au sujet de se rendre compte qu'il est capable de davantage. Se dessine alors, en creux, une liberté qui révèle la possibilité de poser des actes nouveaux.

Mais ce n'est que lié à Dieu que



l'humain peu exercer l'intégralité de ses capacités présentes en potentialités et ce, grâce à l'action de l'Esprit. La modernité, en sortant du modèle théologique selon lequel Dieu est garant du monde par sa providence, va tenter de penser la responsabilité du sujet non pas devant Dieu, mais face à l'autonomie du sujet. Un modèle qui s'appuie sur l'imputation de la faute avec attribution et rétribution, et qui va fortement accentuer la question de l'intention de l'action.

Aujourd'hui, avec la technologie et la complexification des sociétés modernes et sécularisées, on s'aperçoit petit à petit que l'action humaine a des répercussions en chaîne, par effets de système involontaire. Cela peut avoir des conséquences irréversibles, notamment sur la biosphère. Du coup, il n'est plus simplement possible de s'attacher à l'intention d'une action, mais il devient urgent de prendre en compte les conséquences directes et indirectes des actes posés. La responsabilité prend alors un visage infini. C'est pourquoi, les institutions et les assurances vont prendre en charge des responsabilités trop lourdes à porter. Ce qui a pour corollaire une certaine déresponsabilisation du sujet.

Face à cette responsabilité infi-

nie, nous sommes dans une impasse. Comment nous réapproprier notre responsabilité?

**a. Une responsabilité liée au décentrement**

Selon Paul Ricœur ou Dietrich Bonhoeffer, la rencontre du prochain est toujours décentrement et comportement responsable. Le prochain de la parabole du «*Bon Samaritain*», c'est la conduite même de se rendre présent. Le prochain n'est pas forcément celui qu'on pense, mais il est le petit, celui auquel on n'avait pas pensé et qui, a priori, est insignifiant.

Par ailleurs dans le texte de Matthieu, le «*Jugement dernier*»<sup>1</sup>, Jésus insiste sur le fait qu'au dernier jour, nous recevrons en partage le Royaume de Dieu si nous avons su donner à manger et à boire à «*l'un de ces plus petits de nos frères*» ou accueillir l'étranger, car ajoute-il, ultimement, c'est en réalité au Christ lui-même que nous l'avons fait. La responsabilité est donc à la fois un mouvement de proximité avec autrui au travers des relations de proximité<sup>2</sup> et par l'anonymat des œuvres caritatives et des institutions<sup>3</sup>.

Dans une perspective chrétienne, l'action de responsabilité reste toujours liée à Dieu. Nous ne saurons qu'eschatologiquement si nous avons bien agi ou non. Il faut cependant oser une action responsable: être proche de quelqu'un vaut donc dans l'espace public comme dans l'espace privé; car l'abstrait de l'espace public permet une proximité plus vaste alors que l'intime de la relation de personne à personne, permet une proximité chaleureuse et émotionnelle. Il n'y a pas à choisir entre ces deux versants de la proximité, car la responsabilité implique l'un et l'autre.

Enfin, la perspective ultime est le Royaume qui doit fonctionner comme ferment critique de toute institution ou de toute action. Cela signifie que la responsabi-

té chrétienne implique de développer un regard critique sur le fonctionnement des institutions et sur le monde. Et Dietrich Bonhoeffer d'ajouter, que la responsabilité a un fondement en Christ, car chacun doit faire à son tour ce que Jésus a fait pour lui. C'est la matrice de la parabole du «*Bon samaritain*» qui fonde la responsabilité humaine. Le chrétien par sa foi est appelé à suivre Jésus.

**L'individualisme, un nouveau dogme**

Avant de se placer dans la sùivance du Christ, il convient de prendre conscience que, contrairement à la croyance établie, nous ne vivons pas dans une société libérée, où règne l'individualisme. Au contraire, j'émetts l'hypothèse que l'individualisme n'est qu'une stratégie d'adaptation face à un certain nombre de règles implicites extrêmement violentes. Des règles implicites fortes obligent les concitoyens à se conformer à des dogmes ambiants. Nous n'avons pas chassé simplement la pesanté du religieux, mais la société moderne a recréé de nouvelles règles et de nouvelles lois implicites. Et si l'individualisme n'était en réalité qu'un individualisme de masse?

Par exemple l'idéal de l'épanouissement personnel n'est pas le choix d'un individu. Nous nous devons d'être épanouis! L'idéal de l'épanouissement personnel devient un dogme. Pour être bien dans sa peau, un adolescent doit porter des habits de marque!

Finalement, l'individualisme manifeste une logique qui est celle de la conformation pour être en communion avec le groupe. L'individualisme devient une manière de se conformer: au culte de l'apparence, au dogme de l'excellence, à un épanouissement personnel qui doit se voir. Il ne s'agit donc pas d'agir en vertu de critères intérieurs. Le consumérisme s'imbrique dans cette logique. On

## Les religions et la paix Le danger des vérités absolues

**Vous auriez dû venir! Car je ne peux restituer que des bribes des interventions entendues lors du dimanche après-midi consacré, par la jeune association «Graines de paix», aux valeurs transmises par les religions. Avec, en plus, la crainte de trahir des orateurs d'une qualité rare et d'une infinie subtilité...**

Bon, avec le père Christian Delorme, connu pour sa présence auprès des jeunes des banlieues lyonnaises, on était en territoire plus ou moins familial. Les «valeurs humaines», dont «Graines de paix» entend se servir comme «outils de paix», sont-elles éternelles et universelles? se demande d'abord le prêtre du Prado. En tout cas, elles bougent, répond-il en donnant l'exemple de la sauvegarde de la Création, apparue récemment au premier plan dans la conscience de l'Occident.

Et quelles sont les valeurs que véhiculent les religions? On ne peut pas se contenter de lire leur message pour les découvrir. Il s'agit d'examiner ce que leurs adeptes ont fait de ce message. Ainsi, à travers l'histoire, les chrétiens ont-ils toujours incarné l'esprit des Béatitudes? Aïe ! Alors, qu'est-ce qui amène des êtres humains à basculer du côté des saints ou de celui des salauds? Par exemple, durant la guerre d'Algérie, qui a marqué Christian Delorme durant son enfance, certains militaires français ont torturé, d'autres ont dit non à la torture, en prenant de sérieux risques. Parmi ces derniers, on distinguait notamment deux groupes : des communistes et des chrétiens. Les uns et les autres avaient forgé, grâce aux valeurs de leur milieu familial, confortées par une formation militante, de soli-

des convictions sur le respect de la dignité humaine.

Voilà où nous devons mettre l'accent pour que les valeurs transmises par les religions deviennent des «graines de paix», estime le père Delorme.

### Réinterroger nos héritages

Il y a une dizaine d'années, Christian Delorme a dialogué avec un intellectuel musulman, Rachid Benzine, sur leur foi respective. Rachid Benzine, par ailleurs auteur d'un récent ouvrage sur «Les nouveaux penseurs de l'islam», participait également à la rencontre organisée par «Graines de paix».

Avec lui, l'on se meut dans le monde des idées fondamentales et plutôt décapantes. Il ne suffit pas de citer des passages du Coran ou de la Bible pour montrer que nos textes prônent la paix, relève-t-il. En fait, ces textes contiennent également des éléments de violence, ce qui n'a rien de surprenant puisque la violence est constitutive de l'être humain. Cependant, il s'agit d'abord de réfléchir hors du langage religieux. Avant de se référer à la Parole de Dieu, il importe de se demander ce qu'est un langage humain. «Le langage cherche à dire le réel, mais n'est pas le réel, un texte est une trace de la parole mais n'est pas la parole», souligne-t-il.

À partir de là, il s'agit de réinterroger nos héritages, d'entrer dans un processus de questionnement sur lequel nous pouvons travailler ensemble, de voir comment nos différences se sont constituées, historiquement et humainement. Afin d'éviter qu'elles ne deviennent des différents. «Il n'y a pas de vérité absolue, totalement objective. La vérité est toujours à venir. Quand nous pensons savoir ce que Dieu veut, nous sommes dans l'illusion. Ensemble, nous devons faire en sorte qu'il y ait moins d'illusion. Il en va de notre vivre ensemble», affirme l'universitaire musulman.

### Un bonheur intense

Le grand rabbin Marc Raphaël Guedj, qui préside à Genève la fondation Racines et sources, connaît également bien Rachid Benzine dont il se déclare «plus proche que d'un rabbin orthodoxe et fermé. Lui aussi signale le danger d'absolutiser, qu'il s'agisse de la vérité ou des valeurs. «Il ne suffit pas de prononcer le mot "valeurs" pour être sauvé de la violence. L'amour lui-même peut être source de fureur», dit-il.

Ces valeurs doivent être mises en tension. Ainsi, celles de l'universalisme et des particularismes. L'universalisme peut se pervertir en impérialisme totalitaire, une identité peut se fermer et devenir meurtrière. De même, justice et charité, poussées à l'extrême, se contredisent. «Si je suis absolument charitable, je ne suis pas juste. Si je pratique une justice absolue, je ne suis pas charitable. Si l'on fait des valeurs un absolu, elles risquent de se muer en anti valeurs et conduire à la violence». Cependant, pour le grand rabbin, il y a toujours un point qui transcende les valeurs et les met en harmonie. Et, par leur appel à la transcendance, les religions peuvent contribuer à construire la paix.

A condition, toutefois, qu'elles ne «bétonnent» pas les identités, en particulier par une pédagogie qui plaque sur les esprits des vérités toutes faites auxquelles l'on doit adhérer. Les valeurs religieuses doivent germer librement dans la conscience, lieu de la rencontre avec Dieu.

«Il y a un bonheur intense dans le questionnement», a souligné l'un des trois orateurs. Rachid Benzine propose de lire les textes des trois traditions monothéistes ensemble, «en commençant par ceux qui gênent le plus». Et en sachant que la «vérité n'est pas saisissable». «Ou je la détiens et le dialogue est impossible, ou je dialogue et je la relativise», conclut Marc Raphaël Guedj. Ce dimanche après-midi, le dialogue a eu lieu. ●

Michel Bavarel

## Rappel Abonnement 08

Nous remercions tous nos lecteurs qui se sont acquittés de leur abonnement pour l'année en cours. Si c'est votre cas, vous ne tenez donc pas compte du bulletin de versement encarté dans ce numéro. Pour ceux qui auraient oublié de le faire, profitez de cette occasion. Ces 25 frs annuels nous permettent en effet de continuer à publier dix fois par année votre COTMEC-Info. ●

La rédaction

### Agenda

**16 mai:** Conférence organisée par Alliance Sud: «A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes», Berne. Infos sur [www.alliancesud.ch](http://www.alliancesud.ch)

**29 mai:** Symposium organisé par Swisaid, «Mettre du pain dans son moteur, les agrocarburants aggravent-ils la faim?», Berne. Infos sur [www.swisaid.ch](http://www.swisaid.ch)

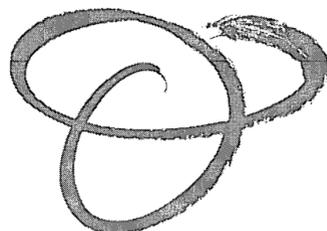
## Spiritualité et environnement Un Temps pour la Création

Nous avons déjà parlé, dans le supplément du COTMEC-INFO de juin passé, de Oeku et du Temps pour la Création. Partie prenante de cette démarche des Eglises chrétiennes européennes, la Conférence des évêques suisses, ainsi que la FEPS (Fédération des Eglises protestantes de Suisse et l'AGCK (Communauté de travail des Eglises chrétiennes en Suisse), recommandent d'intégrer à la liturgie la thématique de la Création entre le 1er septembre et le 4 octobre. Oeku Eglise et environnement est un rassemblement oecuménique de plus de 600 paroisses de Suisse. Son rôle est de faire grandir l'engagement des chrétiens en faveur de la sauvegarde de la Création. Pour ce faire, elle élabore chaque année un matériel d'appui à destination des paroisses qui veulent célébrer le Temps pour la Création. Le thème, cette année, est «Oasis Terre», en écho aux Nations Unies qui ont proclamé l'année 2008 année de la Planète Terre.

Il est d'ores et déjà possible de commander, auprès d'OeKu Eglise et environnement, le dossier de travail. Le matériel sera délivré à la fin du mois de mai.

Les commandes peuvent être faites par courriel auprès de [info@oeku.ch](mailto:info@oeku.ch). Plus d'informations sur le site internet [www.oeku.ch](http://www.oeku.ch) ●

Virginie Estier dos Santos



## Publication Voyageurs solidaires

Participer à un chantier dans un village malien pendant trois semaines, partir dans le cadre d'une mission d'urgence pour une organisation humanitaire au Darfour, s'engager pour deux ans auprès d'une organisation de femmes en Bolivie, autant de démarches qui diffèrent de par leur nature et leur destination. Mais tous ceux qui font ce choix peuvent être regroupés sous le vocable de «voyageurs solidaires». Ce dossier élaboré par le GRAD (Groupe de Réalisations et d'Animation pour le Développement) leur est destiné.

Dans le but d'accompagner leur réflexion et de soutenir leur motivation, des dizaines de témoignages ont été réunis par thèmes. Chaque série de témoignages de «voyageurs solidaires» fait effet de miroir et permet au lecteur de se comparer à d'autres confrontés à des situations similaires. Plusieurs fiches techniques permettent de noter ses propres expériences. En écho à ce qu'ont vécu d'autres avant lui, le lecteur peut ainsi s'interroger sur lui-même: sur ses propres motivations, sur son ressenti quant à la situation dans laquelle il a été plongé, sur l'évolution de sa manière d'être et de sa vision du monde et sur la pertinence de la démarche entreprise lors de son séjour dans un pays du Sud. La solidarité internationale est souvent une motivation centrale pour tous les voyageurs solidaires, et cet ouvrage est un bon moyen de la nourrir au-delà du retour/re-départ. ●

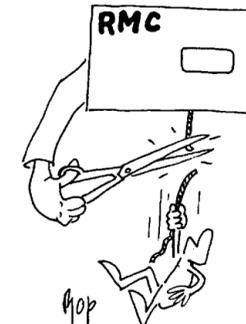
Virginie Estier dos Santos

«Voyageur, certes! Solidaire, vraiment?», C. Vadon, D. Lepuis, J. Soret, B. Lecomte, GRAD, 2007. A commander sur [www.grad-suisse.org](http://www.grad-suisse.org)



### édito

## Catégorisation



Diviser pour mieux régner. Cette stratégie politique a déjà connue de beaux jours. Elle consiste à former une catégorie minoritaire qui puisse aimer des rancœurs de la majorité, servir de bouc émissaire. Dans notre « paisible » Helvétie les administrations publiques imposent leur ordre en saucissonnant les groupes humains selon le principe de la catégorisation. Les «inemployables» de Genève en sont les récentes victimes. Un froid courrier administratif parvient à des personnes ayant vécu un chômage de longue durée, leur indiquant que leur dossier à l'Office cantonal de l'emploi est supprimé. Par conséquent, elles ne recevront pas le revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS) et seront virées à l'assistance.

A la violence de la décision s'ajoute la violence des mots qui la signifie et la violence du rapport de force: l'individu, fragilisé, se voit étiqueté inemployable par des experts qui ont statué unilatéralement sur son sort. La décision administrative se fait au mépris des conséquences sur la personne et des inévitables répercussions sur les organismes de soutien (hospice général, associations caritatives).

Pour que le processus de marginalisation d'une catégorie soit complet, reste encore à lui trouver un nom qui masque le drame humain qu'elle recouvre. Par exemple SDF. C'est sympa, ça sonne comme SMS. (Mais qui peut considérer un porche en plein hiver comme un «domicile» temporaire ?) Ou ce nom exotique de NEM. (Tiens, j'irais bien manger au thaï). Dès lors, le sort de ces groupes oubliés devient indifférent et rien ne nous empêche, par exemple, de les traiter au Taser, arme que l'on se refuse à braquer sur les animaux!

Une image s'impose à moi: celle d'un tambour de machine à laver au moment de l'essorage. La société, qui tourne de plus en plus vite, s'expurge de tout ce qui fait son jus: expulsé par le tuyau de vidange. Reste une Suisse qui a l'air propre mais qui a le cœur sec! ●

Roland Pasquier

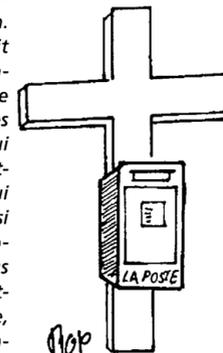
### éclairage

## L'écrivain public

A Genève, au cœur du quartier des Pâquis, le temple impressionne par sa majestueuse prestance. Il détonnerait même dans cet univers de boutiques, de bars et de petits marchés exotiques. Sans parler des belles de jour ou de nuit qui arpentent ces rues que les malveillants disent malfamées. Le clocher qui émerge de la Rue de Berne témoigne ici d'un «ailleurs» qui pourrait donner à penser. Point de ralliement pour les chercheurs de Dieu qui se retrouvent aux Pâquis, comme à Champel ou Coligny.

Mais quelle ne fut pas ma surprise de voir affichés à la porte de l'église, avec les horaires du culte, ceux de l'«écrivain public» qui opère en ce saint lieu. Je songeais d'abord à Matthieu, Luc ou Marc, heureux de procéder ici à une audition «publique» de leur évangile. Mais, après réflexion, je m'orientais du côté de Saïgon, Yaoundé et Mexico. Ces cités sont habituées à ces vieux messieurs très dignes, installés tant bien que mal sous un auvent ou dans un bureau postal, pianotant à deux doigts sur des «Hermès» préhistoriques un message d'amour, une demande d'emploi ou une plainte pénale.

Je ne sais ce qu'en penserait notre vieil ami Calvin. Lui, c'est certain, ne prêtait pas sa plume aux analphabètes. Il pourrait tout de même se réjouir de voir ses temples offrir aujourd'hui un service, sans doute inattendu dans une ville qui regorge d'écoles, mais si utile aux petites gens ignorés ou méprisés par les plus grands. Et qui sait? Peut-être quelque prostituée, réfugié ou clandestin viennent dicter ici une missive au Bon Dieu? Mieux vaut s'adresser à Lui qu'à ses saints! ●



Guy Musy

## Climat Droits indigènes

**Protocole de Kyoto, séquestration du carbone, GIEC, CDM, CCNUCC: tous ces acronymes vous donnent mal à la tête? Ce n'est pas le cas pour les peuples indigènes d'Amérique latine.**

Réunis à la Paz, en Bolivie, le mois passé, des représentants d'organisations indigènes d'Amérique latine ont discuté pendant trois jours des effets de la déforestation et des émissions de CO2 sur les changements climatiques. Les peuples indigènes habitent en effet les écosystèmes parmi les plus fragiles de la planète et sont les plus vulnérables au réchauffement global. Ils sont donc les premiers concernés et certains d'entre eux ressentent déjà les conséquences des modifications du climat: altération des saisons agricoles, inondations ou au contraire sécheresse prolongées, expansion de maladies endémiques, etc.

### Droits indigènes affectés

Si les peuples indigènes sont les premières victimes des effets du changement climatique, ils peuvent également, dans certains cas, voir leurs droits remis en cause par des mesures de compensation de réduction du CO2. Les Indiens critiquent certains projets des organisations multilatérales, du secteur privé ou public, comme les monocultures, la production de agrocaburants, etc. Par ailleurs, ils regrettent que leur savoir traditionnel et les stratégies qu'ils ont eux-mêmes mises en place pour s'adapter au changement climatiques ne soient, trop souvent, pas pris en compte.

### Définir les critères

Dans leur déclaration finale, les délégués des peuples indigènes formulent une série de critères concernant les projets permettant d'atténuer les modifications du climat: ceux-ci devraient respecter

leurs droits collectifs, et être soumis systématiquement à consultation avant leur mise en oeuvre. De même, ils devraient être cohérents avec les textes des organisations des Nations Unies qui garantissent les droits des peuples indigènes.

Ainsi, loin de se voiler la face devant les conséquences du changement climatique, ou de «regarder passer le train» des mécanismes de compensation, les peuples indigènes revendiquent le droit d'être acteurs, à part entière, des processus globaux de médiation et d'adaptation aux changements en cours. ●

*Virginie Estier dos Santos*

Source: ADITAL, [www.adital.com.br](http://www.adital.com.br), 25-03-08

## Elections au Zimbabwe Vote décisif?

Les présidentielles zimbabwéennes de mars dernier ont à nouveau propulsé le pays à la Une des journaux. Dès la période pré-électorale se sont accumulées les raisons de douter de la légitimité de l'exercice: impression de bulletins de vote surnuméraires, listes électorales tronquées, refus de la présence d'observateurs internationaux, à l'exception des représentants de pays «bienveillants» (africains et russes), etc. En dépit d'un contexte délétère, ce sont les élections les plus pacifiques qu'a connues le pays depuis le durcissement du régime de 1999. Sur fond de ruine économique, les zimbabwéens se sont mobilisés pour faire vaciller le règne sans partage de l'unique chef d'Etat depuis 1980, Robert Mugabe. Pour la première depuis fois depuis l'indépendance, son parti, le ZANU-PF, a perdu la majorité au Parlement. Avec les présidentielles coïncidaient les élections du Sénat, du Parlement et municipales. L'opposition (Mouvement pour un changement démocratique, MDC), maintes fois décimée par la force, a tenu bon. Elle s'est même vue renforcée par l'émergence d'un candidat indépendant, Simba Makoni, ex-minis-

tre des finances, licencié pourne plus bénir les fraudes du président. Pourtant, à l'heure où nous mettons sous presse, le verdict des urnes reste inconnu. Il est acquis que Mugabe et ses alliés préparent une stratégie de repli avant la publication officielle des présidentielles repoussée de jour en jour depuis les élections. Ce, au moyen de justifications de plus en plus faibles, comme le décompte des voix toujours en cours en raison de la convergence de quatre sujets de vote. Une attitude qui n'a pas empêché le candidat Morgan Tsvangirai (MDC) de proclamer sa victoire au lendemain du premier tour, se basant sur des sondages à la sortie des urnes et sur le résultat du scrutin parlementaire.

L'opposition redoute désormais que l'interminable délai serve à imposer un deuxième tour (sans annonce des premiers résultats!) par la force en faisant appel aux militaires, acquis à la cause de Mugabe. Pour éviter le recours à la violence, le MDC s'efforce de convaincre les leaders de Etats voisins, bien peu enclins à critiquer celui qui fut un des pères de l'indépendance du pays, de lui venir en aide.

### Silence embarrassant

Si la communauté internationale presse la commission électorale de rendre les résultats publics, le silence, entre autres, de son puissant voisin sud-africain est plus qu'embarrassant. Cela illustre le fait qu'en dépit du simulacre de démocratie, l'aura de libérateur de Robert Mugabe lui confère encore une immunité confinant à l'impunité. Toutefois, la soif de pouvoir du président semble avoir atteint ses limites: en effet, Lévy Mwanawasa, chef d'Etat zambien et actuel président du SADC (la communauté pour le développement des Etats de l'Afrique australe) a convoqué une réunion des leaders régionaux afin de traiter du sujet. Le résultat de cette réunion en dira long sur l'attachement à la démocratie des pays du SADC. ●

*Martyna Olivet*

### Analyse

## Bolivie: à la croisée des chemins

**Vingt-sept mois après la victoire électorale de décembre 2005, Evo Morales et son «Mouvement vers le socialisme» (MAS) vivent l'un des moments politiques les plus complexes de leur mandat. La polarisation socio-politique croissante se présente sous la forme d'un labyrinthe aux sorties compliquées. Interview avec Jorge Komadina, chercheur en politique bolivienne au Centre d'études supérieures (CESU), qui dépend de l'Université Mayor de San Simón (UMSS).**

**Sergio Ferrari: Quel est le cadre historique de l'actuelle situation politique en Bolivie?**

**Jorge Komadina:** Le 18 décembre 2005, Evo Morales, dirigeant paysan indigène, gagnait les élections présidentielles, avec 54 % des voix, instaurant ainsi un gouvernement progressiste dans ce pays andin.

La légitimité du Mouvement vers le socialisme (MAS) a permis d'initier un processus de changements qui tente de répondre à une grave crise de l'Etat. Néanmoins, lors des élections des gouverneurs, le même jour, le MAS a échoué dans 6 des 9 régions du pays. Et, de plus, l'opposition politique a obtenu la majorité des sièges au Sénat.

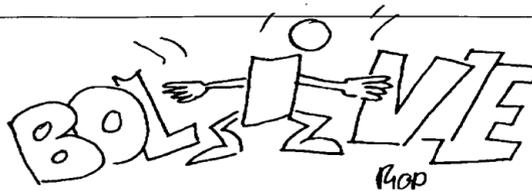
Six mois plus tard, début juillet 2006, le parti d'Evo Morales a gagné les élections à l'Assemblée constituante, mais sans obtenir les deux tiers des mandats nécessaires pour faire passer les réformes constitutionnelles en cours.

Au même moment, les départements de Santa Cruz (centre financier du pays), Beni, Pando et Tarija acceptèrent un référendum d'autonomie, qui a renforcé le mouvement d'opposition frontale à Evo Morales. En somme, les élections de décembre 2005 –et celles des mois ultérieurs– ont créé une situation de «gouvernement divisé», qui pourrait donner lieu à un «double pouvoir», en cas d'approfondissement de la tendance actuelle

**S.F.: Une réalité marquée par deux blocs antagonistes?**

**J.K.:** Oui. L'existence de deux projets antagoniques qui se disputent le pouvoir politique et la domination des ressources naturelles.

D'un côté, le charismatique Evo Morales, le MAS et une série de secteurs populaires et des classes moyennes appuient le processus actuel de changement. De l'autre, l'opposition politique dirigée par les partis PODEMOS et UNIDAD NACIONAL, les



secteurs privilégiés – et plus particulièrement les propriétaires fonciers – détenteurs historiques du pouvoir économique et le dénommé «Mouvement civique régional» ne cessent de défier le gouvernement d'Evo Morales.

Dans ce cadre, le travail laborieux de l'Assemblée constituante, durant presque deux ans, vient de prendre fin avec une nouvelle Constitution, approuvée sans avoir obtenu un réel consensus national et dénoncée par les secteurs anti-Morales. Cette situation mène la Bolivie sur un chemin sans issue, où la convocation éventuelle de nouveaux référendums concernant aussi bien la Constitution que les autonomies départementales apparaît comme vraisemblable.

**S.F.: Votre vision de l'avenir...**

**J.K.:** Nous constatons que la Bolivie vit un moment de transition historique. Le cycle néo-libéral (1985-2000) est épuisé, mais l'ordre nouveau n'en finit pas de naître. Avec le facteur aggravant que le processus de réforme politique est bloqué. Les deux projets de pouvoir se disputent le sens et l'orientation des transformations. Et bien qu'il existe un équilibre entre les forces en présence, aucune d'elle ne peut soumettre ou séduire l'autre.

**S.F.: Quel scénario possible?**

**J.K.:** Dans un avenir proche: une confrontation ou un accord politique. Si l'actuelle logique prévaut, la porte est ouverte à l'affrontement: les deux blocs –gouvernement et opposition– s'accusent mutuellement d'illégalité. Les référendums prévus dans les départements de Santa Cruz, Pando, Beni et Tarija pour le mois de mai peuvent se solder par l'acceptation des statuts d'autonomie.

La seconde option, la négociation, pourrait déboucher sur un accord entre le gouvernement et l'opposition, rendant compatible le projet constitutionnel et les statuts d'autonomie, suivi d'une votation simultanée obtenant un large appui des citoyens. Un scénario difficile, si l'on analyse la dynamique actuelle du pays. Mais vital pour assurer une solution négociée excluant la confrontation violente. Durant la troisième semaine de mars, Evo Morales a pris l'initiative de demander une médiation de la hiérarchie catholique, un effort supplémentaire pour désamorcer la crise.

**S.F.: Reste-t-il de la place pour l'optimisme?**

**J.K.:** Je continue à être optimiste par la volonté, même si la raison ne nous rend pas toujours très optimiste. ● *Sergio Ferrari, de retour de Bolivie, traduction H.P. Renk, Service de presse E-CHANGER*

## Délégation suisse en Bolivie: une expérience stimulante!

**Une délégation suisse, rassemblée par E-CHANGER (E-CH), a visité la Bolivie entre le 13 et le 24 mars. Vingt-deux participants, venant du monde politique, associatif ou syndical, étaient du voyage.**



Arrivé à Tarija de la délégation suisse

Parmi eux, l'ex-conseillère nationale Anne-Catherine Ménétrety-Savary; Bernard Borel, député au Grand Conseil vaudois; Eric Decarro, ex-président national du syndicat des services publics (SSP); Bernard Fragnière, secrétaire syndical SSP à Fribourg et président de E-CHANGER (E-CH); la sociologue genevoise Marina Decarro, une des responsables de la Marche Mondiale des Femmes en Suisse et le Dr Eric Burnier ancien délégué du CICR et Professeur à l'IUED.

Principal objectif: connaître le travail des volontaires sur place et rencontrer les partenaires locaux d'E-CH. Aujourd'hui, une trentaine de coopérants suisses de différentes ONG de la plateforme UNITE-avec une coordination unique (COVOSU)- travaillent en Bolivie. La Coopération technique de la Confédération (DDC) finance partiellement les volontaires.

Dix coopérants sont encadrés par E-CH. Ils travaillent dans des activités comme la formation, les droits humains, la prévention du SIDA, mais aussi dans la consolidation des organisations de base de la société civile bolivienne.

### Un programme intense

La délégation a visité Cochabamba –et la zone tropicale voisine du Chapare-, Tarija et la Paz. C'est ainsi qu'elle a pu rencontrer des dirigeants du Mouvement de Femmes «Bartoline Sisa», du centre indigène Kawsay, de l'Institut de thérapie et d'investissement en faveur des victimes de tortures (ITEI) et des centres scolaires Creciendo (Tarija) et CERECO (Cochabamba). Elle a aussi eu un échange avec quatre des députés nationaux élus de Tarija et avec des autorités municipales de Villa Tunari, dans le Chapare. A la Paz, la délégation a été reçue par Gonzalo Gonzalez, responsable de l'unité de Participation citoyenne. Un moment particulièrement marquant: la municipalité d'Achacachi, proche de La Paz, a déclaré «hôtes d'honneur» les 22 participants de la délégation.

### Le processus de changement est en marche

Dans les diverses rencontres, «j'ai pu constater l'immense espoir d'importants secteurs de la population –les plus pauvres– dans ce processus de chan-

gement» a relevé Anne-Catherine Ménétrety-Savary, ex-conseillère nationale verte.

Elle reconnaît «la grande importance», à ses yeux, «d'une telle délégation pour permettre une meilleure sensibilisation de la société civile suisse aux problèmes que traversent les pays du Sud, et des solutions possibles que le peuple bolivien essaie de mettre en pratique.»

Bernard Borel partage cette dernière vision: «C'est important de constater le travail des organisations comme E-CH, qui ne sont pas seulement présentes dans les pays du Sud, mais aussi permettent de mieux comprendre ces réalités dans nos pays du Nord, où se trouvent les vrais centres de pouvoir et de décision.»

En ce qui concerne les coopérants visités, le député au Grand Conseil vaudois constate «leur solide implantation dans la réalité bolivienne et leur apport actif dans le soutien des partenaires travaillant avec les populations les plus pauvres, qui sont souvent –comme par exemple les femmes sans terre– les plus organisées.»

Le défi de la coopération par l'envoi de volontaires, souligne-t-il, «c'est de soutenir la consolidation de l'Etat ou des organisations de la société civile qui sont les promoteurs d'une logique de redistribution des richesses différentes, stimulent la participation citoyenne et rendent leur dignité à des groupes historiquement marginalisés, comme ici les communautés indigènes.»

Dans un processus de changement, comme en Bolivie, «ces défis doivent être régulièrement adaptés, de manière à ce que la coopération destinée aux acteurs sociaux principaux soit la plus efficace possible».

«Dans plusieurs pays d'Amérique Latine, entre autres en Bolivie, nos propres utopies deviennent des réalités, en particulier dans la recherche d'une société plus juste, où l'équité sociale prend le pas sur la marchandisation des forces de travail», conclut Bernard Borel. ● *Sergio Ferrari*

Publication

Thierry Verhelst: «Des racines pour l'avenir»

Il a publié, en 1987, un livre qui a marqué plusieurs d'entre nous: «Des racines pour vivre». Il revient aujourd'hui avec un nouvel ouvrage, portant un titre à peine modifié: «Des racines pour l'avenir» Et un sous-titre: «Cultures et spiritualités dans un monde en feu». Thierry Verhelst, juriste de formation, collaborateur d'ONG, père de famille, est aussi le prêtre d'une communauté orthodoxe en Belgique. Il participera à la journée de réflexion mise sur pied pour les 40 ans de la COTMEC, le 22 novembre.

«Allons-nous vers de sanglants chocs de civilisation? Ou est-il possible d'envisager des rencontres plus paisibles et plus fécondes entre les cultures de l'humanité?» Vaste question posée par Thierry Verhelst dans l'introduction de son ouvrage traitant aussi bien des cosmologies que de la place de l'économie, des valeurs que du pouvoir, de la mondialisation que des spiritualités. «Face aux défis de l'heure, les peuples ont à s'enrichir mutuellement», répond-il d'emblée.

Thierry Verhelst appelle de ses vœux un «processus de fécondation culturelle réciproque» comprenant une «importante dimension spirituelle». Il compte aussi bien sur les apports des sociétés encore relativement traditionnelles du Sud que sur ceux de la modernité occidentale. Sans occulter les freins et les lourdeurs des unes et les dérives de l'autre.

Des dérives redoutables. «L'homme des lumières n'y voit plus très clair, l'Occident est en crise, l'ambition effrénée de maîtrise de la nature et de la vie nous a transformés en apprentis sorciers», écrit Thierry Verhelst. Règne désormais une «marchandisation généralisée» qui nous

conduira à «mourir de solitude et d'angoisse existentielle après avoir détruit notre environnement». Aujourd'hui, «il ne s'agit pas seulement de faire un tri radical dans les valeurs de la modernité», mais aussi de «s'inspirer de certaines valeurs prémodernes».

Des épousailles interculturelles

Attention cependant, «les épousailles interculturelles ne sont pas angéliques!» Il arrive en effet que des sociétés du Sud ne retiennent de leurs traditions que ce qu'il y a de plus contestable pour le marier à ce que l'Occident leur apporte de plus vil. L'Occident, de son côté, pervertit quelquefois les apports extérieurs, faute de profondeur.

Thierry Verhelst est tout sauf manichéen. Ses thèses, basées sur son expérience de terrain dans différentes parties du monde comme sur la lecture de nombreux auteurs, sont subtiles. Elles cherchent à allier plutôt qu'à opposer autonomie individuelle et primat du groupe, efficacité économique et harmonie des relations, l'être et le faire, le féminin et le masculin (yin et yang)... Il explore les sagesse africaines, orientales ou amérindiennes, sans mépriser pour autant la science et les techniques.

Il consacre la dernière partie de son livre à «des spiritualités renouvelées». S'il n'est pas question pour lui de revenir à une société «dominée par des appareils ecclésiastiques», il ne s'inquiète pas moins d'une pauvreté spirituelle qui atteint aussi bien ceux qui s'enferment dans un matérialisme étroit que les adeptes d'une «religion anémique et ennuyeuse.» Il souligne l'importance d'une «spiritualité personnelle, profonde et libre» tout en reconnaissant le rôle des religions instituées. Il met en lumière

re l'«antique tradition chrétienne» celle de l'Eglise indivise des dix premiers siècles.

Cesser de croire qu'on est impuissant et isolé

En conclusion, malgré toutes les raisons d'être pessimiste, Thierry Verhelst tient un langage d'espérance. Répondant à la question «que peuvent faire Monsieur et Madame tout le monde?», il déclare d'abord qu'il faut cesser de croire que nous sommes impuissants et isolés. Une proportion non-négligeable des Occidentaux sont déjà habités par des valeurs différentes de celles considérées comme «normales». Le capitalisme néolibéral n'est pas plus éternel que d'autres systèmes qui l'ont précédé ou qui lui succéderont.

Alors, en pratique? Il faut produire et consommer et autrement. Produire ce qui répond non aux intérêts d'une minorité de profiteurs insatiables, mais aux besoins matériels et spirituels essentiels de l'ensemble de l'humanité. Renoncer au mode de consommation à l'occidentale qui pèse si lourdement sur l'environnement. Thierry Verhelst consacre quelques pages aux «objecteurs de croissance». «Aux habitants de notre planète devenue fragile de découvrir les voies actuelles de la frugalité dont les sagesse anciennes sont porteuses».

Et cela sans morosité. «La créativité humaine est capable d'imaginer une frugalité conviviale et agréable.» Pour y parvenir, «il s'agit de réformer non seulement les structures sociales et économiques, mais encore l'être intérieur». Pour Thierry Verhelst, «le réenchâtement passe par la transfiguration de soi et du monde».

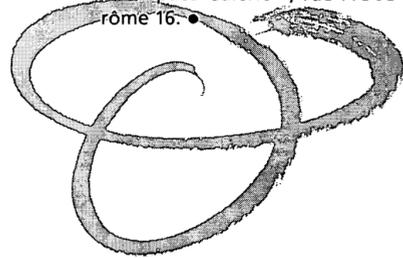
Michel Bavarel

Agenda

Camarada Planète femmes

Camarada, centre d'accueil et de formation pour femmes migrantes, fête ses 25 ans. A cette occasion, le photographe Jean Mohr a réalisé une exposition: «Camarada-Planète femmes». Vous pouvez la voir jusqu'au 30 mai à la Haute école de travail social à Genève.

« Espace Galerie », rue Pré-Jérôme 16.



Fiscalité

Tax Justice Network (TJN)

Le 14 avril dernier les membres suisse du TJN se sont réunis à Berne avec pour objectif de réfléchir aux moyens de renforcer le réseau pour la justice fiscale au plan national. Les actions d'informations, de formation et de plaidoyer politique continueront d'être les trois axes de travail du réseau suisse dont nous ne manquerons pas de vous tenir au courant.

1.Voir C-info no 289, mai 2007, « l'évasion fiscale appauvrit le sud »

Agrocarburants

Moratoire

La direction de Syngenta a été questionnée par ACTARES, Actionnariat pour une économie durable, au sujet de la production d'agrocarburants, lors de l'assemblée générale des actionnaires de cette entreprise le mois dernier.

ACTARES s'est joint à 18 organisations suisses qui demandent un moratoire sur la production d'agroénergie à partir de plantes vivrières. Peter Brabeck, président de Nestlé est également partisan de cette mesure.

ACTARES souligne que toujours plus de surfaces cultivables sont consacrées à la production d'agroénergie, et que ce fait a fortement contribué à l'augmentation du prix des produits alimentaires de base. Les émeutes de la faim dans plusieurs continents sont là pour rappeler les conséquences d'une orientation sans avenir de l'agrobusiness international.

Source: ACTARES

Publication

L'argent responsable

Je désire placer mon argent, mais je ne veux pas qu'il soit investi dans des activités violant les droits de l'homme ou dans l'industrie de l'armement. Comment puis-je m'assurer que les produits de placement présentés comme « durables », « éthiques » ou « écologiques » le soient véritablement ? Comment puis-je garder une cohérence entre mon mode de vie et mes convictions ?

Ce guide pratique, clair et précis de la Déclaration de Berne et de la Fédération romande des Consommateurs propose des outils de réflexion pour guider, dans leur choix les investisseurs qui se veulent responsables. Il pousse d'abord le lecteur à se questionner sur ses motivations, ses convictions et ses attentes avant de passer en revue les possibilités de placement : banques alternatives et comptes verts, énergies alternatives, fonds de placement durables et sociétés de participation financière, produits dérivés, microcrédits.

Les auteurs font preuve de franchise au sujet des limites d'un tel placement : « Il n'existe pas d'investissement idéal qui (...) génère un rendement au-dessus de la moyenne ». L'idée qu'un investissement socialement responsable sera toujours préférable à un placement traditionnel, dont le seul objectif est d'obtenir un rendement maximal, sert de point de départ.

Toute la pertinence de l'ouvrage est qu'il allie des réflexions théoriques sur le fonctionnement des marchés et la notion de développement durable avec de précieuses informations pratiques.

Isabelle Lucas

Andreas Missbach, « L'argent responsable », 2007



n°299 / mai 2008 / Genève

commission tiers monde de l'Eglise catholique

éclairage

S.O.S.

Quand le malaise nous submerge, le glissement vers des propos discriminatoires se fait aisément: «Tous les hommes sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres!» «Je ne suis pas raciste, mais ne me parlez pas des arabes!»

«Nous accueillons tous les étrangers, surtout ceux qui ne sont ni bulgares ni roumains!»

Je mets un terme à cette litanie d'aphorismes. Ils pourraient me confondre, moi aussi. En effet, je n'ai rien contre les Roms, mais... Quand des adolescents qui pètent de santé distribuent dans un tram des tracts qui implorent votre pitié, quand des filles et des femmes sont postées par les hommes de leur propre famille devant les portes des églises au sortir des messes, quand un gosse de 7 ans joue une parodie de sourd-muet pour vous soutenir quelques francs, alors mon sang bouillonne et j'ai envie de hurler. Non pas contre les roms, mais contre moi, contre les Genevois, les Suisses et tous les Européens, pour faire bon poids. Contre nous tous finalement, qui ne mourons pas de honte à ce spectacle.

Bon! Je me tais, pour ne pas suffoquer ! Mais que faire pour ne pas me laisser confondre par mon malaise? Jeter une poignée de monnaies à ces gamins pour qu'ils ne croisent plus mes chemins? Faut-il être naïf et dupe à ce point? Avez-vous de meilleures idées? De grâce, dites-les moi. Au secours! Je me noie!

Comment avons-nous pu pendant des siècles nous accommoder de l'infamie que représente la discrimination des gens du voyage? Comment supporter encore aujourd'hui qu'un peuple - une nation! - puisse être marginalisé et déshumanisé à ce point? Et ceci, non pas dans quelque lointain Darfour ou aux marches de la Chine, mais sur les bords du Rhône, dans la ville de Dunant et du Conseil des droits humains!•

Guy Musy

1. Cette phrase est une adaptation d'une citation du livre de Georges Orwell: «La ferme des animaux».

édito

Naturalisations démocratiques?

Une odeur âcre se répand en Suisse à l'approche des votations du 1er juin. Que de nausées face aux affiches montrant des mains étrangères qui s'emparent avidement de passeports à la croix blanche ! En plus de révolter notre système nerveux central, elles déshonorent notre espace public. Comment en est on arrivé à devoir se prononcer sur une initiative aussi absurde que celle lancée par l'UDC « pour des naturalisations démocratiques » ?

Depuis une année et demie, les attaques frontales de certains milieux politiques contre les étrangers s'enchaînent : lois sur l'asile et les étrangers, mouton noir accompagnant les dernières élections fédérales, utilisation de pistolets à électrochocs votée au parlement et cette initiative arbitraire et xénophobe...

Des citoyens pourront refuser la naturalisation de personnes répondant pourtant à tous les critères requis. En interdisant tout recours, l'on met en cause les principes de l'Etat de droit. La vie privée d'hommes et de femmes pourra être jetée en pâture. « Naturalisation démocratique » ? Que vient faire le mot « démocratie » dans cette affaire, si ce n'est servir le populisme d'un parti des plus brutaux.

Gardons à l'esprit que l'UDC défend les intérêts de certains groupes de possédants. Elle instrumentalise les peurs des citoyens pour se hisser à des sommets électoraux. En désignant des boucs émissaires, elle détourne les regards des vrais enjeux Cette initiative est une nouvelle manifestation du cynisme dont fait preuve ce parti. •

Isabelle Lucas



JAB

1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique 16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79 cotmec@worldcom.ch www.cotmec.ch

CCP: 12-21551-1 Rédactrice responsable: Martyna Olivet Imprimerie: Fornara, Ge Maquette: Pascale Castella

## Campagne 0,7%

### Bilan positif

La campagne «0,7%-ensemble contre la pauvreté» arrive à son terme. Près de 180.000 signatures ont été récoltées dans toute la Suisse, afin de demander au Conseil Fédéral et au Parlement de s'engager dans la lutte contre la pauvreté. Ces signatures seront remises à la Chancellerie fédérale le 26 mai.

La pétition, qui demande que la Suisse s'engage concrètement dans la réalisation des Objectifs du Millénaire, a reçu le soutien de nombreuses personnalités de différents milieux: comédiens, écrivains, sportifs, chanteurs, architectes et bien d'autres. Renzo lui-même, notre cher paysan bio et ex-Mister Suisse a apposé sa signature. Le public a été sensibilisé à la lutte contre la pauvreté lors d'actions diverses, organisées dans tout le pays: pièces de théâtre, expositions de photographies, matchs de foot, conférences. Des clochers ont été décorés de banderoles blanches et des drapeaux blancs ont été accrochés à de nombreuses fenêtres.

#### Engagement des paroisses

La majorité des paroisses se sont mobilisées en faveur de la campagne, principalement pendant deux moments forts: lors du Jeûne fédéral en septembre et pendant la Campagne Œcuménique de Carême. A Genève, la «bannière blanche du 0,7%» a remplacé, sur le fronton de nombreuses églises, celle de Taizé. Ce geste a fait connaître à l'ensemble de la population l'engagement des Eglises en faveur d'un monde plus solidaire.

Si beaucoup ont choisi le premier dimanche de Carême pour récolter des signatures à la sortie de la messe, certaines paroisses se sont engagées bien au-delà de cette action ponctuelle. Ici, c'est

le groupe des jeunes de l'unité pastorale qui s'est mobilisé plusieurs week-ends pour récolter des signatures dans les différents lieux de culte. Là, des animations en lien avec les thèmes des Objectifs du Millénaire ont eu lieu dans le cadre d'une journée de solidarité, pendant la Campagne de Carême. Un peu partout, l'importance de s'engager dans la lutte contre la pauvreté a été soulignée dans les homélies, et l'appel de la COTMEC à signer la pétition a été diffusé.

#### Un travail de réseau

Les organisations d'entraide Action de Carême et Pain pour le Prochain, ainsi que le Réseau d'Ouverture au Monde ont offert leur soutien et favorisé la mobilisation des chrétiens. Quand on a l'impression d'agir seul dans son coin, la mise en réseau permet de sortir de son isolement et de prendre conscience que l'on participe à une démarche commune.

C'est à travers l'action de dizaines de personnes dans les paroisses et UPs de ce canton que l'engagement de l'Eglise peut se manifester, non seulement auprès de l'ensemble des chrétiens, mais aussi face à toute la société.

*Virginie Estier dos Santos et Anne-Michèle Stern, coordinatrice du Réseau Ouverture au Monde*

NB: N'oubliez pas d'envoyer vos feuilles de signatures!

#### Haïti

### Restitution des fonds Duvalier

La campagne de pression d'une coalition d'ONG sur les autorités suisses pour empêcher la restitution, à la famille, des avoirs détournés par l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier a porté ses fruits à deux reprises. **Cependant la prochaine date butoir du 22 août 2008**

#### approche.

Tout n'est pas perdu. La balle est dans le camp du gouvernement haïtien. Nous vous proposons ici un extrait de la lettre ouverte de la Commission Nationale Justice et Paix haïtienne adressée à l'actuel Président René Prével, le 21 avril 2008.

«Excellence,

Nos partenaires et amis en Suisse nous ont alerté au sujet des fonds de l'ancien président J.Cl. Duvalier bloqués en Suisse. La décision de bloquer les fonds pour un temps limité, jusqu'au mois d'août 2008, a été prise par leur Gouvernement suite aux diverses actions de plaidoyer pour obtenir Justice en faveur du peuple d'Haïti.

Par cette lettre la Commission Nationale Justice et Paix d'Haïti (...) demande au Gouvernement haïtien d'entreprendre les actions nécessaires afin que ces fonds soient restitués au peuple haïtien. (Elle) compte sur Vous et sur la compétence des instances étatiques de composer des dossiers solides, bien argumentés qui puissent faire la vérité, afin que le pays puisse récupérer ce qui lui appartient et faire un pas de plus sur le chemin de la vérité, de la justice et ainsi vers la réconciliation dont il a tant besoin.»

Ces avoirs d'un montant de 7.6 millions CHF ne représentent qu'une petite partie de la fortune accumulée par l'ex-dictateur. Selon la Banque mondiale et les Nations Unies, il aurait détourné entre 300 et 800 millions de dollars. Bien que l'enjeu soit avant tout symbolique, la Suisse serait-elle prête à restituer au peuple haïtien une part de ce butin amassé sur les ruines de l'économie nationale ? Selon la loi sur l'entraide judiciaire, c'est à Haïti, de prouver l'origine frauduleuse de l'argent qui, depuis 20 ans, fleurit dans les coffres des banques suisses.

*Isabelle Lucas*

1. Source: Plate forme Suisse Haïti

## Dialogue interreligieux

### Un baptême qui fait scandale

**Le baptême conféré par le pape à Magdi Allam, journaliste italien d'origine musulmane, a soulevé bien des vagues. Cet événement n'est cependant pas que médiatique. Il met en jeu le dialogue catholico-musulman, ainsi que le sens de la conversion et du baptême.**

Au cours de la vigile pascale présidée le samedi 22 mars 2008 par Benoît XVI dans la Basilique St Pierre de Rome, le pape a baptisé 6 adultes de nationalité et d'origine diverses.

Ce fait ne constitue pas un précédent. Depuis les premiers siècles de notre ère, la liturgie pascale est le moment privilégié où l'Eglise accueille par le baptême les candidats qui s'y sont préparés. Plus de 2.000 adultes ont été baptisés cette année en France au cours de la veillée pascale, une quinzaine à Genève. Ordinairement, les candidats sont présentés à ce sacrement après deux années d'accompagnement et d'enseignement catéchétique. Certains ont grandi dans un milieu athée ou irrégulier; d'autres appartenaient à des religions non chrétiennes. Ainsi, chaque année en France, quelques 200 musulmans se font baptiser.

#### Le choix et le droit à la conversion

Le baptême signifie par ses symboles et implique par sa double formule d'engagement - rejet et acceptation - une «conversion» de la part du candidat. Autrement dit, un choix libre qui l'entraîne à donner à sa vie une orientation religieuse nouvelle et donc d'abandonner celle qui le conduisait jusque là. Le fait que ce choix est consacré et ratifié au cours d'une célébration publique et communautaire hautement symbolique, confère à cette démarche une visibilité évidente, mais pas forcément médiatique.

Personne ne peut contester à un être humain le droit d'adhérer à un groupe religieux ou de ne pas y adhérer ou de changer de religion. L'article 18 de la «Déclaration universelle des Droits de l'Homme» le reconnaît formellement: «Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de

religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites».

#### La conversion des musulmans

Aucun média n'aurait accordé une quelconque importance à la célébration romaine de la dernière vigile pascale, si Magdi Allam, n'avait pas figuré dans la groupe des néophytes de cette nuit-là. Distinguons le cas de Magdi Allam et le fait qu'il soit musulman.

Tout le monde connaît les réticences de l'islam face à la conversion de ses adhérents et chez les musulmans. Dans quelle intention le nom de notre journaliste a-t-il été ajouté dans la liste des catéchumènes à faire baptiser par le pape? La bonne foi du pape a-t-elle été trompée? On n'est pas loin de l'imaginer puisque trois jours après l'événement, le père Federico Lombardi, directeur du Bureau de Presse du Saint-Siège, prenait ses distances sur les ondes de Radio Vatican avec les prises de position controversées de Magdi Allam, en déclarant: «Accueillir dans l'Eglise un nouveau croyant ne signifie pas, évidemment, épouser toutes ses idées et positions...Les idées personnelles de Magdi Allam ne sont en aucun cas l'expression officielle de la position du pape ou du Saint-Siège».

Par ailleurs, Giovanni Maria Vian, directeur de «l'Osservatore Romano», écrivait le 25 mars: «Le geste du pape, a une signification importante, car il affirme de façon douce et claire la liberté religieuse qui est aussi la liberté de changer de religion». Il ajoutait que ce baptême ne revêtait «aucune intention hostile à l'égard d'une grande religion comme l'islam». Les deux déclarations ne s'annulent pas. Elles expriment cependant des nuances différentes. Entre Lombardi et Vian, où donc situer la ligne personnelle de Benoît XVI? Aux vaticanologues de répondre!

#### Qui est M.Magdi Allam ?

Né au Caire en 1952, M. Magdi Allam gagna l'Italie à 20 ans, où il fit ses études et obtint la nationalité italienne en 1986. Il fit carrière dans le journalisme jusqu'à devenir vice directeur du «Corriere della Sera». Reconnu comme musulman non pratiquant - lui même se désignera comme «musulman modéré» - il se fait remarquer par ses tribunes virulentes contre le fanatisme des extrémistes islamiques. Cet engagement lui vaudra de vivre depuis cinq ans sous la protection policière.

Dans une tribune parue dans son journal le 23 mars, au lendemain de son baptême, il écrit que par sa démarche, son «esprit s'est affranchi de l'obscurantisme d'une idéologie qui légitime le mensonge et la dissimulation, la mort violente qui conduit à l'homicide et au suicide, la soumission aveugle à la tyrannie». Et le nouveau converti d'ajouter que son baptême est «un message explicite et révolutionnaire adressé à une Eglise qui



jusqu'à présent a été trop prudente dans la conversion des musulmans car elle avait peur de ne pas pouvoir protéger les convertis face à leur condamnation à mort pour apostasie».

Le message est clair et sans nuance. Le nouveau chrétien rejette une «idéologie» islamique, mais, notons-le, il évite d'utiliser le terme de «religion». Et il reproche à la nouvelle communauté qui l'accueille sa timidité et, pour tout dire, son manque de courage missionnaire.

#### Les vagues de eaux baptismales

Magdi Allam est donc une forte personnalité aux prises de positions bien tranchées. Un personnage connu dans son pays, et les réactions furent considérables chez les catholiques et chez les musulmans. Dans quelle intention le nom de notre journaliste a-t-il été ajouté dans la liste des catéchumènes à faire baptiser par le pape? La bonne foi du pape a-t-elle été trompée? On n'est pas loin de l'imaginer puisque trois jours après l'événement, le père Federico Lombardi, directeur du Bureau de Presse du Saint-Siège, prenait ses distances sur les ondes de Radio Vatican avec les prises de position controversées de Magdi Allam, en déclarant: «Accueillir dans l'Eglise un nouveau croyant ne signifie pas, évidemment, épouser toutes ses idées et positions...Les idées personnelles de Magdi Allam ne sont en aucun cas l'expression officielle de la position du pape ou du Saint-Siège».

Par ailleurs, Giovanni Maria Vian, directeur de «l'Osservatore Romano», écrivait le 25 mars: «Le geste du pape, a une signification importante, car il affirme de façon douce et claire la liberté religieuse qui est aussi la liberté de changer de religion». Il ajoutait que ce baptême ne revêtait «aucune intention hostile à l'égard d'une grande religion comme l'islam». Les deux déclarations ne s'annulent pas. Elles expriment cependant des nuances différentes. Entre Lombardi et Vian, où donc situer la ligne personnelle de Benoît XVI? Aux vaticanologues de répondre!

Magdi Allam, dont le prénom est désormais Cristiano, est revenu sur la signification de son baptême, dans le «Corriere della Sera». Il se défend tout d'abord d'«être un fauteur de guerre de religions» et il se dit «absolument convaincu que l'on peut et que l'on doit dialoguer avec tous les musulmans qui sont d'accord avec les droits fondamentaux de la personne». Il a regretté aussi que son baptême ait été «instrumentalisé» pour le discréditer et attaquer le pape.

#### La réaction musulmane

Ce baptême n'aurait pas soulevé tant de vagues «catholiques», si les musulmans n'avaient pas réagi, et tout d'abord ceux d'Italie. Ainsi, le vice-président de la communauté italienne, tout en «respec-

tant» le geste de Magdi Allam, considère pourtant ce baptême conféré par le pape comme «une erreur d'honnêteté intellectuelle». Le quotidien arabe international «Al Quods al Arabia» parle, quant à lui, de l'«indignation des musulmans après le baptême d'un ex-musulman qui soutient Israël et qui est connu par son aversion à l'endroit de l'islam». Le directeur du centre stratégique d'études islamiques d'Amman, M.Aref Ali Nayed, un des organisateurs de la rencontre islamo-catholique de novembre prochain, a vu dans le geste du pape «une autre façon de réaffirmer le message de Ratisbonne».

#### Que faut-il conclure?

1.Cet incident vient bien à point pour marquer les limites du dialogue interreligieux. Pas de dialogue possible sans un accord mutuel sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine, en l'occurrence celui de choisir ou de changer sa religion.

2. Ce baptême pourrait signifier aussi l'intention de l'Eglise de Rome de ne plus être timorée à l'avenir quant à l'accueil de musulmans en son sein. Elle le fait non seulement au nom de son devoir de répandre l'évangile, mais aussi pour respecter le droit fondamental des personnes d'adhérer à la religion de leur choix. De ce fait, elle respecte aussi le choix des catholiques qui adhèrent à l'islam.

3. Tout baptême implique une «conversion» signifiée par des rites explicites de «rejet» et d'«adhésion». Passage de l'ombre à la lumière. Dans le cas de Magdi Allam, on a fait surtout état – et lui-même d'abord – de son «retrait» de l'islam, mais pas assez de son adhésion à Jésus-Christ. Une conversion qui n'aurait comme seul motif la détestation d'un état antérieur, exprimée par des formules haineuses, n'en serait pas une. D'où la grande responsabilité de ceux qui ont accompagné le catéchumène Magdi Allam et qui l'ont présenté au pape pour être baptisé.

4. En aucun cas, on ne doit «instrumentaliser» un sacrement pour en faire une démonstration sociale ou politique. La démarche sacramentelle est un acte éminemment «personnel» qui doit être respecté à ce titre. Dans le cas qui nous occupe, seule entre en ligne de compte la droiture de la conscience de Magdi Allam. Elle seule fait de son geste une véritable conversion. Dieu seul peut en juger. Les hommes, même le pape, ne sont que des témoins extérieurs. Ils s'efforcent de discerner avec prudence le bien fondé d'une demande de baptême. Mais avec le risque de se tromper. En ce domaine, l'infaillibilité n'a pas cours.

*Guy Musy*

Dominicain, délégué de l'ECR à la Plateforme interreligieuse, ancien responsable du Catéchuménat des Adultes.



### Site internet

**www.cotmec.ch**

C'est l'adresse de notre nouveau site internet. Vous y découvrirez les anciens numéros du COTMEC-INFO, ainsi que les suppléments et de nombreux documents.

Dans notre agenda, vous pourrez bien sûr prendre connaissance de tout ce que la COTMEC réalisera dans le cadre de son 40ème anniversaire. Nous avons fait également une sélection d'événements organisés par différents partenaires, avec qui nous menons des campagnes communes.

Vous trouverez aussi une liste commentée de liens vers des sites qui traitent de différents sujets liés à la solidarité internationale.

Bonne navigation !

*L'équipe de la COTMEC*

### Agenda

## Conférence de Léonardo Boff

Dans le cadre des événements organisés à l'occasion de son 40ème anniversaire, la COTMEC a invité le théologien brésilien de la libération Léonardo Boff. Celui-ci écrit depuis plusieurs années sur la spiritualité de St-François d'Assise et plaide pour une éthique de la juste mesure. Un de ses ouvrages les plus récents s'intitule: «Ecologie: cri de la terre, cri des pauvres».

**Il donnera une conférence publique le 7 octobre à 18h15 à Unimail, 40 bvd du Pont d'Arve à Genève.**

Entrée libre.

## Une rencontre des Communautés de Base

A l'occasion des 10 ans du décès d'André Fol, les communautés chrétiennes de base nous invitent à participer à un après-midi de réflexion intitulé: «Vers un Dieu de tendresse».

**Le 11 octobre à 14h au Centre paroissial oecuménique de Meyrin,**

Ce moment sera une occasion pour tous ceux qui ont connu André Fol dans les différents lieux où il a été engagé de se retrouver: les communautés de base, l'Atelier Oecuménique de Théologie, le mouvement E-CHanger, la COTMEC et l'aumônerie des prisons.

Il y aura un temps de partage autour de la question: «Qu'est-ce qu'André m'a transmis et qui m'aide à vivre aujourd'hui?»

L'après-midi - qui comptera avec la participation de Christian Duquoc - se terminera par une célébration oecuménique et par un repas canadien pour faire revivre des amitiés.

Inscriptions auprès de [claude.fol@bluewin.ch](mailto:claude.fol@bluewin.ch) ou au Tel: 022/ 777.16.39

## Journée d'échange et de réflexion

**Pour fêter ses 40 ans, la COTMEC organise une journée d'échange le 22 novembre prochain.**

Sous l'intitulé, «40 ans... La terre promise c'est encore loin ?», il s'agira, au travers de trois conférences et d'ateliers de créer un carrefour d'échange afin de nous interroger ensemble pour mieux reprendre souffle.

Dès 9h, nous aurons l'immense plaisir de vous accueillir au Centre paroissial Oecuménique de Meyrin. Durant la matinée, Ignace Bertin et François Houtart nous feront part de leurs analyses sur les effets politiques, économiques et sociaux du projet européen pour l'un et de la mondialisation pour l'autre.

Après que nos papilles gustatives auront été gâtées et que nos langues se soient déliées autour d'une table bien garnie, la parole sera donnée à Thierry Verhelst sur les échanges interculturels et la spiritualité. A cette intervention, suivront trois ateliers de réflexion où nous aurons l'occasion de débattre en petits groupes. La journée se terminera par une table-ronde qui nous permettra d'échanger avec les intervenants:

Quel regard et quelles actions chrétiennes particulières sur ces sujets? Quels sont les nouveaux enjeux, les nouveaux défis et les nouvelles utopies que nous pouvons construire pour l'avenir? (voir p. 10-11 les articles des intervenants de la journée)

Nous vous invitons vivement à vous inscrire à l'avance de façon à ce que nous puissions vous accueillir dans les meilleures conditions. Nous demandons une participation de 20.- pour le repas. Cependant, en aucun cas ce montant ne doit vous dissuader de nous rejoindre.

**Pour vous inscrire, veuillez nous téléphoner au 022 708 00 78 ou nous envoyer un mail à [info@cotmec.ch](mailto:info@cotmec.ch).**

info



# cotmec

n° 300 / Juin 2008 / Genève

commission tiers monde de l'Eglise catholique



## Editorial

# Temps de crise, temps de croire

Depuis les premiers numéros de COTMEC-INFO, en 1977, le paysage s'est modifié. On est passé d'un monde tripolaire - l'Occident, l'Est et le Sud, dit «tiers» - à un monde aux frontières floues, avec la disparition du «bloc de l'Est» et le surgissement des «pays émergents». Les jeunes qui pouvaient alors espérer bénéficier de meilleures conditions d'existence que leurs parents, peinent aujourd'hui à s'insérer professionnellement. Dans l'Eglise, l'élan donné par le Concile ou la théologie de la libération s'est essoufflé...

Et récemment, tout s'est accéléré. Avec une débâcle financière d'une ampleur inédite. Une brusque flambée du prix du pétrole et l'épuisement des réserves en perspective. Ou, à la place des excédents agricoles, des «émeutes de la faim». Et, surtout, la mise en évidence des dangers que font courir à l'humanité le réchauffement climatique ou la réduction de la biodiversité.

«Temps de crise, temps de croire». C'était le titre d'un livre d'André Fol, aux prises avec la maladie. Sur la couverture, deux idéogrammes chinois, l'un signifiant «risque», l'autre «chance». Ensemble, ils expriment l'idée de crise. En ce qui concerne les risques, on voit bien de quoi il s'agit. Qu'en est-il des chances? Ne serait-ce pas le «temps de croire»? De croire, malgré tout, en l'être humain. Un être humain capable de changer en redécouvrant, enfouie au fond de lui-même, l'étincelle divine.

Révéler cette «humble présence», voilà une belle tâche pour l'Eglise (et pour la COTMEC!). Déjà, peut-être, semble-t-il, on perçoit un frémissement. Par exemple, un haut-le-cœur face aux revenus indécents, au creusement des inégalités et à la montée de la misère. Ou face à l'utilisation d'aliments pour faire rouler les voitures. Avec encore la prise de conscience que nous sommes tous embarqués sur la même et unique planète. Et un désir de convivialité, au lieu de la compétition et de l'individualisme.

*Michel Bavarel*



## Sommaire

Edito:	page 1
Eclairage: Thomas Balduino ou la solitude d'un coureur de fond	page 2
La traversée du désert	page 3
Une Jeunesse engagée: La Terre promise, c'est encore loin?	pages 4 et 5
Témoins	pages 6 - 8
Historique Interview de Dominique Froidevaux	page 9
Intervenants	pages 10 et 11
Agenda	page 12



**Eclairage**

# Thomas Balduino ou la solitude d'un coureur de fond

Un petit homme rondlet, alerte octogénaire, la miné réjouie et les yeux pétillants de malicieuse bonté : tel apparaît l'évêque émérite de Goias au Brésil, Thomas Balduino, dominicain de son état. Le prélat aurait pu jouir du repos bien mérité promis aux athlètes du bon Dieu. Las ! Le vieux combattant n'a pas déposé les armes. L'ancien président de la Commission épiscopale brésilienne pour la défense des paysans sans terres et pour la libération des esclaves asservis aux exploitants agro-alimentaires reprend du service. Aujourd'hui, Thomas Balduino part en guerre contre un projet pharaonique qui veut détourner les eaux du « Sao Francisco », un grand fleuve qui jusque là irriguait le « sertao », au centre du Brésil. Les eaux nourricières du « rio » devront désormais arroser les immenses plantations de cannes, de soja et autres cultures industrielles exportables ou réductibles en méthanol, la nouvelle énergie « verte » dont le Brésil fait déjà un large usage. De ce fait, la surface réservée aux cultures vivrières se réduira comme peau de chagrin et le fragile équilibre alimentaire de cette région sera profondément perturbé. Les populations n'auront plus qu'à émigrer vers les favellas des mégapoles côtières, ajoutant leur misère à la misère. Au-delà d'un désastre écologique, c'est donc bien une catastrophe humanitaire qui se profile.

Le vieil évêque reconnaît que son combat est bien compromis. Le président Lula, élu d'abord par les classes populaires, donne son aval à une gestion capitaliste de son pays et oublie ses promesses de réforme agraire. Un de ses derniers fidèles compagnons de route, Marina Silva, ministre de l'écologie, vient de quitter le navire présidentiel. L'évêque Balduino ne peut se prévaloir pour autant du soutien de la majorité de ses collègues. Il partage la solitude d'un autre évêque brésilien qui fut désavoué par ses pairs quand il entreprit une grève de la faim pour protester contre le détournement du Sao Francisco.

Thomas Balduino préfère donner à sa protestation un tour moins ostentatoire, mais sans doute plus efficace. C'est à Genève qu'il fait entendre sa voix, tout près du siège de l'OMC et des multiples banques d'affaires internationales. Le Brésil a beau être un immense pays ; le cerveau qui le commande est situé très loin des rives de l'Amazone et de l'Orénoque.

Guy Musy

**Désert**

# La traversée du désert

**« Quarante ans j'ai eu cette génération en dégoût; Ce peuple a le cœur égaré; Il n'a pas connu mes chemins; Alors, j'en ai fait le serment; Jamais ils n'entreront dans mon repos! » (Psaume 94)**

Chaque matin, l'Eglise met sur mes lèvres ces versets lourds de terribles menaces. Bien sûr, ils concernent une autre génération que la mienne et visent un autre peuple pèlerin qui ne parvint pas au terme de son voyage et n'a pu jouir du repos du guerrier. Dans le désert, Israël marchait vers une lointaine « terre promise ». Pourtant, aucun de ceux et celles qui avaient pris le départ n'aura traversé le Jourdain. Même Moïse ne percevra les verts pâturages de Canaan qu'à travers les brumes du Mt Nébo, en Transjordanie.

Je me garderai bien d'appliquer à la lettre ces paroles bibliques à la génération qui a façonné la COTMEC. Si certains sont morts avant d'entrer en « terre promise » - je pense aux regrettés André Fol ou Pierre Dufresne - ce n'est pas qu'ils se fussent égarés dans quelques oueds asséchés. Bien au contraire. Ils ont légué leur flamme à d'autres pèlerins qui firent progresser la caravane jusqu'à ce jour. C'est ainsi que la COTMEC chemine elle aussi depuis quarante années, le temps d'une génération. Une traversée du désert? Pour entrer dans quelle « terre promise »?

**L'optimisme du Concile**

A quoi rêvaient donc nos soixante-huitards d'âinés quand ils se mirent en route? C'était le temps des jeunes républiques africaines fraîchement affranchies du joug colonial. Che Gevara, Camillo Torrès, Martin Luther King révélaient une autre Amérique. Au Brésil, la dictature torturait nos frères qui vivaient la « théologie de la libération ». Mais le sang de ces martyrs était une semence. Emmené par quelques évêques prophétiques - Helder Camara!, le Concile promulguait « Gaudium et Spes », un texte débordant d'optimisme, dessinant les contours d'une humanité unie, pacifiée, et comblée. C'était aussi le temps où nos temples et nos églises de Romandie débordaient de jeunes enthousiastes qui anticipaient à leur manière la réconciliation œcuménique. Des petites communautés de vie poussaient comme des champignons dans nos villes universitaires. Des chrétiens tentaient de réaliser le modèle de Taizé, tout en poussant l'horizon de la solidarité bien au-delà des collines bourguignonnes. Je me souviens

soigner les victimes mais encore d'identifier des brigands et d'arrêter leurs méfaits: c'est l'engagement pour un autre système économique que celui qui pille la planète en affamant les plus faibles.

Ceci étant dit, il importe de souligner que l'engagement social est une vocation et revêt un caractère sacré. Au fond, Dieu veut le bonheur de l'homme et la Vie en abondance. C'est l'origine de la création. L'homme s'étant détourné en s'adonnant à mille obsessions - dont la tour de Babel est un symbole très pertinent - tout a été dévoyé. Le Christ est venu pour restaurer le projet divin. La rédemption ainsi rapidement résumée ne saurait se limiter à « l'âme du chrétien ». Cette interprétation faussement pieuse, individualiste et privatisante est une catastrophe. La Rédempteur n'est pas différent du Créateur. C'est donc l'ensemble de la création, le cosmos et l'humanité toute entière qui sont appelés au salut. La résurrection a des conséquences « politiques »! Les nier, c'est limiter la puissance de Pâques.

L'engagement sociopolitique peut donc être une œuvre sainte. L'éveil au caractère sacré de l'action sociopolitique est une des tâches essentielles de demain. Il débouche sur l'humilité, la cohérence de vie, le courage et l'enracinement spirituel. Se redécouvrir co-créateur et co-rédempteur avec le Christ, emporté dans une aventure - une « Histoire sainte » - qui me dépasse absolument, et qui dépasse mes appartenances à un parti, un syndicat, un mouvement, quel que soit le bien-fondé de ces appartenances.

**Que reste-t-il des combats et espoirs soulevés en 1968 ?**

La grande espérance démocratique et internationaliste de 1968 a été refroidie. Mais elle est sur le point de reprendre vigueur, avec, espérons-le, un caractère plus adulte.

Les excès de l'administration Bush ne sonnent-ils pas le déclin de l'idéologie hier encore dominante? Le capitalisme vit une crise qui n'est pas seulement technique mais qui relève de sa légitimité même. Outre le fait qu'il plonge

des masses dans la misère et qu'il saccage les ressources de la planète, il exerce, par la marchandisation du monde (la « réification »), un viol de l'imaginaire. C'est là peut-être son caractère le plus pervers. Le combat se renforce à présent. La sève libératrice de 1968 peut à présent couler davantage qu'au moment des années de plomb du libéralisme triomphant. Des luttes nouvelles émergent, souvent teintées de revendications à la fois identitaires et démocratiques. Croire qu'un autre monde est possible, c'est rouvrir le livre de l'Histoire et se mettre debout.

Une organisation d'Eglise telle que la COTMEC a dans ce combat toute sa place. Car face au fondamentalisme du marché et à celui des religions, il est essentiel d'affirmer une foi enracinée et ouverte. Les Lumières se ternissent aujourd'hui. L'homme des Lumières n'y voit pas très clair, faute de spiritualité. La gauche eut raison de se battre contre l'injustice et le cléricalisme. Mais force est de constater qu'elle a jeté le bébé avec l'eau du bain: il fallait se battre pour l'égalité et la laïcité, mais conserver le sens du sacré dans le combat et les utopies mobilisatrices. C'est le plus grand défi d'aujourd'hui. Gandhi, peut nous montrer un chemin, la théologie de la libération aussi. Il faut essayer de voir le monde avec les yeux de Dieu.

Thierry Verhelst

## Délégitimer le capitalisme

**Prêtre catholique, docteur en sociologie de l'Université catholique de Louvain et intellectuel marxiste de renommée internationale, François Houtart a fondé le Centre Tricontinental (CETRI) et est le directeur de la revue « Alternative Sud ». Il est un des pères de l'Autre Davos et du Forum Social Mondial. Face à l'évolution de la situation mondiale, le mouvement altermondialiste, tout comme l'ensemble des chrétiens, auraient intérêt selon lui à remettre en cause la logique même du capitalisme.**

Pour François Houtart, la logique économique du capital-

isme, dont la mondialisation n'est qu'une extension contemporaine, est destructrice pour les 80% de la population mondiale n'ayant que peu ou pas de pouvoir d'achat, ainsi que pour notre planète. Depuis les années 1980, le capital a mené une double offensive contre le travail et l'Etat parallèlement à une surexploitation des ressources naturelles. Ce modèle a engendré une augmentation de la pauvreté en chiffre absolu. Il a aussi fortement vulnérabilisé une large partie de la classe moyenne. Dans un article paru en mars 2007 sous le nom « les effets de la mondialisation », François Houtart appelle les chrétiens à remettre en cause la logique fondamentale du système capitaliste:



« La mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui a des effets écologiques et sociaux très négatifs. Les changements climatiques en sont une manifestation, mais aussi l'accroissement de la pauvreté et l'accroissement des distances économiques et sociales entre groupes humains. C'est la logique du système capitaliste qui est en jeu et par conséquent c'est cette dernière qu'il faut délégitimer. Il ne suffit plus, comme dans la Doctrine sociale traditionnelle des Eglises chrétiennes de condamner le capitalisme « sauvage », c'est-à-dire dans ses excès et abus, mais bien de remettre en question sa logique fondamentale, pour que la recherche d'alternatives soit l'objectif premier d'un enseignement social. Il est vrai que cela ne se fera pas en un jour, mais si la recherche de l'utopie (c'est-à-dire ce qui n'existe pas aujourd'hui mais peut exister demain) n'est pas au centre des préoccupations des chrétiens, leur message n'aura guère de signification pour les plus pauvres de la planète, alors que l'évangile annonce précisément le contraire »

Isabelle Lucas

1. « Les effets de la mondialisation », mars 2007, www.cetri.be

**Journée d'échange**

# Reprendre souffle

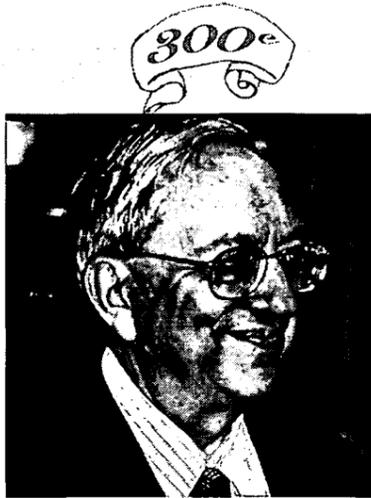
Lors de la journée d'échange que la COTMEC organise le 22 novembre dans le cadre de son 40ème anniversaire, nous aurons le privilège d'accueillir Ignace Berten, Thierry Verhelst et François Houtard. Pour vous «donner l'eau à la bouche», nous vous proposons un court texte de chacun de nos intervenants.

## L'Europe et ses promesses: ombres et lumières

Ignace Berten, dominicain, a été pendant vingt ans formateur en milieux populaires dans le cadre du Centre de formation Cardijn. Actuellement, il est directeur à Bruxelles de l'association Espaces - Spiritualités, cultures et société en Europe, qui depuis une quinzaine d'années travaille sur les dimensions politiques, éthiques et spirituelle du projet européen.

Le projet européen est né d'un acte politique, éthique et spirituel. Au point de départ, la volonté de personnalités politiques visionnaires d'assurer en Europe et pour toujours la paix par la réconciliation et la solidarité. Le moyen était réaliste et modeste: le chemin de l'économie, en créant l'interdépendance dans les secteurs clés du charbon et de l'acier. Le projet mêlait et imbriquait étroitement: la volonté d'une terre de paix, un espace d'État de droit, de prospérité et de solidarité, solidarité explicitement ouverte sur l'Afrique. Le processus mis en œuvre a été possible parce qu'il alliait idéalisme politique, réalisme et intérêts partagés.

À la veille de la chute du communisme, les acquis sont considérables: la réconciliation réelle



entre les ennemis historiques, une certaine prospérité partagée, la solidarité avec les pays ou régions plus pauvres économiquement (Irlande, Portugal, Grèce, régions d'Espagne ou d'Italie...), et la consolidation de l'État de droit et de la démocratie dans les pays sortis du nazisme et du fascisme, et plus tard libérés des pouvoirs dictatoriaux (Grèce, Espagne, Portugal). Et en 1989, l'horizon s'élargit: la possibilité ouverte de faire vraiment toute l'Europe dans la paix.

Alors, est-ce déjà la terre promise? Non, loin de là. Et l'Europe est plutôt tentée de déchanter, au point, chez beaucoup, d'en oublier les acquis et la dynamique en cours.

En Europe occidentale, la paix est établie: les horreurs dont elle protège sont lointaines dans le temps, plus de 60 ans, et dans l'espace, Balkans, Moyen-Orient, Afrique. Au fur et à mesure que la croissance s'essouffait, que la mondialisation durcissait la concurrence, que les inégalités recommençaient à augmenter, que le chômage s'installait durablement, l'enthousiasme européen s'effiloçait. Après la réjouissance suscitée par l'effondrement de l'empire soviétique, l'accueil des pays d'Europe centrale est plus que mitigé. La solidarité européenne semble avoir quitté les esprits et les cœurs. Les réflexes nationalistes de protection contre les autres prédominent. Et on fait tout pour se protéger des immigrants et demandeurs d'asile. On est loin des accords de Lomé, et des engagements internationaux concernant l'aide au développement (les 0,7 % du PNB). Quant aux Objectifs du millénaire, on

est de plus en plus éloigné de leur actualisation.

Faut-il donc désespérer du projet européen? Non, car on n'a jamais vu dans l'histoire se constituer une sorte d'empire par un processus purement politique, sans violence, sans conquêtes, une sorte d'empire sans aucune volonté impérialiste, même si dans les relations aux autres, l'égoïsme économique et commercial n'a pas disparu. Mais actuellement, l'Union européenne est gravement en manque d'un projet politique et social commun. Contre les eurosceptiques et les partisans d'une société du tout-marché, ceux qui osent croire aujourd'hui qu'une autre Europe, qu'un autre monde sont possibles, qui osent s'y risquer à partir de petits pas et d'initiatives réfléchies, significatives et annonciatrices de cet avenir différent, nous pouvons et devons espérer que ceux-là auront raison au regard de l'histoire.

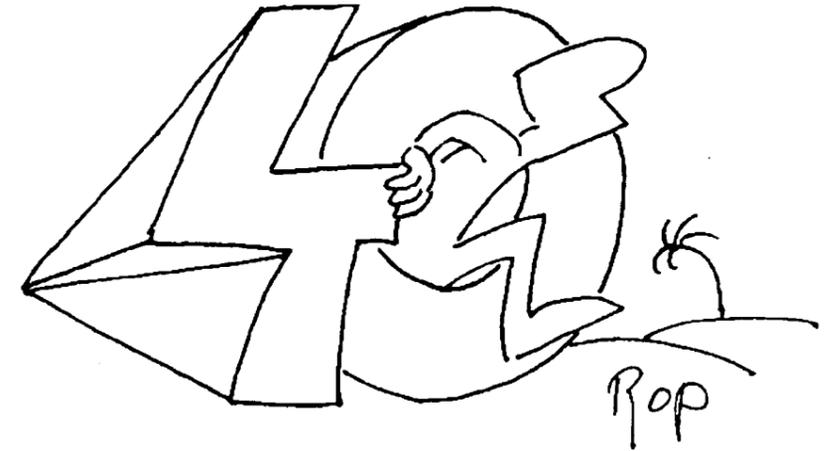
*Ignace Berten*

## Ne pas limiter la résurrection



**Thierry Verhelst est prêtre orthodoxe, fondateur du Réseau Sud-Nord Cultures et Développement. Juriste de formation, il a longtemps enseigné en Afrique et est aujourd'hui rédacteur en chef de la revue «Cultures et Développement - Quid ProQuo».**

Les sciences sociales nous permettent de traquer les auteurs des holdups économiques mondiaux. Il s'agit donc non seulement de



de l'une d'entre elles qui s'affichait sous le vocable de «Manaus», alors petite bourgade perdue sur les bords de l'Amazone. Le nom seul faisait rêver. Bref, un monde nouveau était en train de naître. Il fallait associer à cette éclosion les catholiques de Genève. La COTMEC était née.

### Le «gai désespoir»

Après quarante ans, où en sommes-nous? La «terre promise» est encore loin, très loin. Le mirage des années soixante s'est évanoui, le soufflé de nos enthousiasmes platement retombé et le Concile oublié, voir même enterré. A l'exubérance naïve a succédé «le gai désespoir» ou l'action sobre et nécessaire, menée jour après jour, mais sans l'horizon de lendemains qui chantent. Le cabotage plutôt que l'audace de la traversée. Le peuple chemine encore, mais il avance le plus souvent à reculons ou en traînant les pieds. Comme le vieil Israël, perdu entre la Mer des Roseaux et le désert du Sinaï.

Des combats? Il n'en manqua pas. La COTMEC eut ses Amalécites qui prirent chez nous les noms de Bush, de Blocher et d'autres pourfendeurs de l'honneur des peuples meurtris. Il fallut se battre contre des lois perverses, se mobiliser pour des batailles perdues d'avance, récolter des signatures, défiler sous le regard goguenard des indifférents qui donnaient l'air de nous prendre en pitié. Nous eûmes aussi nos Josué et Caleb qui au retour d'une exploration dans quelque lointain Tiers-Monde nous parlaient de nouveaux héros, de Mugabe ou d'Aristide, avant qu'ils ne deviennent des tyrans aussi sanguinaires que ceux que nous combattions. Ce ne fut pas la moindre de nos désillusions.

### Les oignons ou la manne

Et le regret des oignons d'Egypte? Autour de nous, beaucoup de nos coreligionnaires quittaient le navire, préférant les délices de Capoue ou le matelas mou des convictions faciles et bon marché. Avons-nous résisté au culte du «veau d'or», symbole de puissance et d'efficacité? Avons-nous su convaincre sans écraser, sans humilier? Avons-nous compris que notre force n'était pas celle de nos adversaires, les chevaux et les chars du Pharaon?

Mais pourquoi oublier les éclaircies de cette traversée? Parfois une gorgée d'eau fraîche qui sourd d'un rocher imprévu, une corbeille de manne qui brille au soleil d'un matin, un plat de cailles qui tombent du ciel. Autant de douceurs au milieu de la mêlée. C'était le bonheur de rencontrer des prophètes venus nous encourager. C'était surtout la joie de nous sentir compris par quelques uns et même aimés.

Et maintenant, après quarante ans? Nous voici toujours sur le Mt Nébo, ou alors à Jéricho, face au gué qu'il faudra bien traverser un jour. Avant de rejoindre son Dieu, Moïse confia son bâton de guide à de plus jeunes que lui. Allons nous partir sans laisser de descendants, un charbon éteint dans le creux de nos mains?

Courage! Déjà d'autres moissons blanchissent devant nous. Des jeunes d'ici et d'ailleurs se lèvent. Une poignée sans doute, mais ils ont du cœur au ventre et des idées plein la tête. Vive la relève de notre chère et vieille COTMEC!

*Guy Musy*



**Jeunesse engagée**

# La Terre Promise, c'est encore loin?

Jonas, Manuela et Jérôme n'étaient pas nés à l'époque de la création de la COTMEC; nous avons voulu savoir quels signes d'espérance ils identifient à partir de leur expérience personnelle.

## Jérôme Savary

Jérôme Savary a 31 ans. Engagé depuis l'enfance dans l'Action catholique, d'abord à l'A.C.E. puis à la J.E.C., il a été l'un des fondateurs du Parlement des Jeunes à Genève. Il travaille actuellement dans une société de conseil sur les questions de mobilité.

**C-INFO: Comment vois-tu ton engagement comme chrétien ?**

J.S: Jésus, a fait de nous des êtres libres et responsables des hommes et de la Création. La pensée chrétienne est une pensée sociale et écologique. Concrétiser cette responsabilité, c'est aussi s'investir dans une forme d'engagement collectif qui permette réellement d'agir, de changer les choses. Mais, il s'agit d'un choix individuel.

**C-INFO: Est-ce que la Terre Promise est encore loin ?**

J.S: Ça dépend de ce qu'on fera et de ce qu'on a fait jusqu'ici. Les choses ne sont pas déterminées, il ne faut pas attendre que Dieu vienne nous prendre la main. Mais il y a des signaux positifs, comme la prise de conscience généralisée par rapport à l'environnement. Le modèle productiviste arrive à ses limites. On réalise que consommer au maximum, accumuler les objets, cela veut dire aussi accumuler les nuisances, la pollution, le stress. Peut-être que la solution, c'est d'avoir moins, mais de meilleure qualité. Le changement climatique est aussi une donnée fondamentale qui modifie notre perception de l'avenir. On conçoit mieux, notamment dans ma génération, les liens entre les choses depuis que l'idée de Développement durable a gagné du terrain. On se rend compte qu'il

faut à la fois économiser l'énergie et créer des emplois.

**C-INFO: Qu'est-ce qui a changé pour ta génération ?**

J.S: Elle a grandi pendant la crise économique des années 90. Celle-ci nous a fait comprendre que nous aurions des conditions de vie plus dures que celles qu'ont connu nos parents. Nous avons été la génération du désarroi. On ne peut plus croire aux mêmes choses qu'avant la mondialisation. Celle-ci a cassé toutes les structures, on ne peut plus voir le monde de la même manière. Il faut réinventer, penser de nouvelles choses et c'est une chance. Avec la crise écologique et la mondialisation, la question n'est plus: «comment prendre le pouvoir?», mais «que faire?»

Du coup, on a redonné plus d'importance au quotidien. Ce qui ne signifie pas que l'on n'accorde pas de valeur aux grands combats. Mais on a vu tant de nos aînés de mai 68 vivre dans une contradiction complète entre les grandes idées et leur mise en pratique. Il ne faut pas compter sur les slogans du «grand soir» pour convaincre notre génération de faire quelque chose.

Recréer au niveau local, l'économie locale, les réseaux locaux, peut apparaître comme de la «petite politique», mais c'est une des uniques voies pour lutter contre les inégalités et la destruction de la planète. L'immensité de l'échelle des problèmes nous oblige à réinvestir le local, la Terre promise est en bas de chez soi.

*Propos recueillis par VES*

## Manuela Clavijo

Manuela Clavijo, 31 ans, est Suisse et Colombienne. Elle a grandi à Genève tout en retournant chaque année passer ses vacances dans le pays de son père. Elle travaille actuellement comme assistante sociale.

**C-INFO: Quel est ton parcours professionnel?**

M.C: Après mes études, j'ai tra-

vailé au bureau d'aide au départ de la Croix-Rouge, où je soutenais les personnes qui sur une base volontaire, préparaient un retour dans leur pays. J'ai été ensuite engagée à l'Office de Contrôle de la Population, d'où j'ai démissionné peu de temps après, car mon travail allait à l'encontre de mes valeurs et de mon éthique.

Comme assistante sociale, je suis amenée à rencontrer des personnes qui sont en marge ou qui passent par un moment de difficulté. Ce qui me frappe, c'est la précarité, en particulier celle qui touche les jeunes. Et leur difficulté à se projeter dans l'avenir.

Je suis aussi en contact avec des migrants, mais mon travail est différent. Dans ce cas, je ne dois pas les accompagner dans leur deuil de la Suisse, mais au contraire, les soutenir dans leur intégration et leur faire accepter la réalité d'ici: les contraintes de la vie administrative, les exigences du marché du travail, etc. On parle beaucoup en ce moment de fixer dans la loi la connaissance de la langue comme condition de départ à l'intégration. En pratique, cette exigence est déjà en place. Dans le «parcours» du requérant, il y a des cours de langue et c'est clair que sur le marché du travail, c'est un pré-requis.

Mon expérience en Colombie me permet à la fois de me rapprocher de la réalité des migrants et de relativiser leur condition. Même si ce qu'ils vivent en Suisse est difficile, ils s'en sortent mieux que ceux qui sont restés sur place.

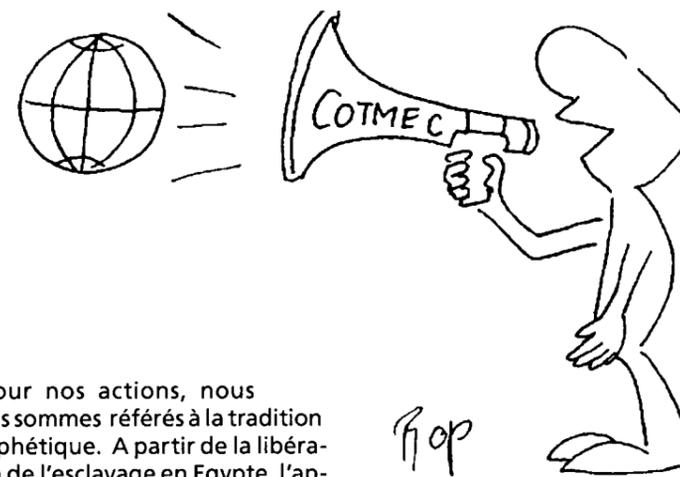
**C-INFO: Comment vois-tu ton engagement comme chrétienne ?**

M.C: Cela fait partie de mon identité familiale. Je suis d'origine fribourgeoise et je suis entourée de personnes engagées dans l'Eglise de manière intelligente. Cela fait partie de moi, on m'a transmis un christianisme ouvert. J'en discute souvent avec mon ami qui n'est pas croyant.

Au cycle, j'ai arrêté le catéchisme. Puis après avoir mûri, j'ai choisi de faire ma confirmation.

plainte pour publicité comparative.

Comme plusieurs autres, cette action a été menée avec la COTMEP (Commission Tiers-Monde de l'Eglise protestante) qui avait été fondée par André Bieler. Nos partenaires protestants avaient publié un dossier d'information et de réflexion théologique et éthique sur la question. Cette action est exemplaire du travail œcuménique que nous avons pu accomplir à l'époque et d'une dimension importante de l'action des commissions Tiers Monde protestante et catholique: lier l'information à une proposition d'action concrète.



Pour nos actions, nous nous sommes référés à la tradition prophétique. A partir de la libération de l'esclavage en Egypte, l'appel à la libération de toute forme de servitude s'est inscrit comme le noyau dur de la vocation de celles et ceux qui cherchent à reconnaître le visage de Dieu en tout être humain. Dans les commissions tiers monde protestante et catholique, nous avons constamment cherché à discerner quel pouvait être le rôle prophétique des chrétiens, sans pour autant nous transformer en donneurs de leçons. Selon la belle expression de Paul Ricoeur, il s'agit davantage de «donner à penser» en posant des actes qui ont du sens que d'imposer un prêt-à-penser.

**Pour un désendettement créatif**

En 1991, les œuvres d'entraide lançaient, pour les 700 ans de la Confédération, une pétition demandant de créer un fonds de 700 millions de francs pour le désendettement des pays du Sud. La Campagne Œcuménique de Carême a fait de cette proposition, lancée par Susan George, un

thème privilégié. A la COTMEC, on a considéré qu'il fallait s'impliquer de façon intensive. Un groupe a fourni un énorme travail de préparation. Pour convaincre nos milieux, nous devions en premier lieu comprendre les mécanismes de l'endettement et ensuite nous lancer dans une démarche de vulgarisation. Plusieurs émissions de Radio-Cité ont été réalisées et de nombreuses séances d'information et de débat ont eu lieu dans les paroisses. On s'est efforcé de parler de la problématique en soulignant la force symbolique d'une démarche innovante de désendettement. La visibilité des interven-

tions de la COTMEC a permis un important succès de la pétition à Genève.

**Solidarité avec les migrants**

La COTMEC s'est engagée sur les questions de migration et contre les campagnes xénophobes. Les commissions Tiers-Monde catholique et protestante ont été un élément essentiel dans la création de l'aumônerie œcuménique auprès des requérants d'asile (AGORA) en 1988. De nombreuses personnes ont participé à des refuges dans des églises et des temples pour empêcher les expulsions de familles de requérants. Dans ce contexte, la COTMEC a servi de porte-voix aux groupes de parrainage de requérants qui s'opposaient aux renvois abusifs.

Pierre Dufresne a joué, pour moi, un rôle formateur durant ces années. Il avait le souci d'ancrer les décisions à prendre dans une démarche de discernement éthique. Il disait que les Eglises sont

riches en textes, en réflexions, et qu'il faut s'y référer en cherchant à accorder nos actes à nos paroles.

**Solidarité avec ceux qui luttent contre les dictatures**

Dans les années de dictature en Amérique latine, beaucoup d'exilés se sont tournés vers l'Eglise, car elle représentait un des espaces de résistance. Interpellée par ces exilés, la COTMEC s'est impliquée dans les débats sur la commémoration des 500 ans de la dite «découverte» de l'Amérique. Notre publication «Haïti, votre cri ne sera pas étouffé», dénonçant la position équivoque du nonce apostolique suite au coup d'État contre Aristide en 1991, a été largement diffusée. Ces liens de solidarité avec l'Amérique latine et les Caraïbes nous ont fait découvrir une Eglise ouverte, qui faisait de l'option pour les pauvres une référence.

**Les débuts de l'altermondialisme**

La période des «30 glorieuses» au Nord a correspondu à la décolonisation et à l'émancipation du Tiers-Monde. Aujourd'hui, nous avons les pays émergents et la précarisation dans les pays du Nord. Le Tiers-Monde existe-t-il encore? Avec la publication de «La guerre économique» (éd. COTMEC/St-Augustin-Le Cerf), nous avons mené une réflexion approfondie sur cette nouvelle donne. C'était avant même que ne se mobilise le mouvement altermondialiste. Logiquement, nous avons ensuite abordé la question de l'évasion fiscale et des détournements de biens publics par les chefs d'État des pays du Sud, rendus possibles par la complicité des banques suisses. Cela a donné lieu à une nouvelle publication: «La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux» (ed. d'En Bas).

Le rôle de la COTMEC est de lier la réflexion à l'action et d'ancrer celle-ci dans ce qui motive notre engagement, à savoir la foi chrétienne. André Bieler disait que nous devons nous efforcer de «renouveler notre capacité d'analyser de façon critique le monde, car c'est cela qui fait changer les choses».

*Dominique Froidevaux*



## Parole d'économiste: Dominique Biedermann

Mon engagement à la COTMEC date de l'époque où les réunions se tenaient encore dans la cuisine du petit appartement d'André Fol... Quoique n'ayant pas encore de secrétariat permanent, la Commission disposait déjà de sa fameuse «feuille jaune» qui était, comme aujourd'hui, un instrument précieux et efficace pour diffuser des réflexions pas toujours en ligne avec le pensée dominante. Une semence que j'ai toujours considérée comme absolument vitale dans un environnement souvent hostile à des valeurs telles que la justice, l'équité ou le partage.

En tant qu'économiste, j'ai rapidement été déclaré volontaire pour participer à l'approfondissement de différents thèmes de nature économique ou financière, par essence sensibles pour un chrétien engagé. J'ai ainsi eu le privilège de participer, entre autres, à la rédaction de la brochure «Un regard chrétien sur l'épargne» et à la campagne de Carême «Le prix de l'argent» au cours des années '80. A chaque fois, il s'agissait de convaincre qu'il est possible de construire une économie au service de l'Homme et non pas l'inverse!

La dynamique de la COTMEC a constitué pour moi un aiguillon qui me donnait le courage de mettre en question un ordre économique malheureusement souvent en contradiction avec les valeurs fondamentales d'un engagement chrétien. La diversité d'expériences et de compétences des membres de la Commission a permis des échanges passionnants et ... passionnés. Il est vrai qu'il n'est pas toujours facile d'avancer sur un chemin de crête entre idéalisme et réalisme! A l'occasion de son 40ème anniversaire, je formule le vœu que la COTMEC puisse continuer encore longtemps à être cet aiguillon tant nécessaire pour garder nos consciences en éveil.

*Dominique Biedermann, Directeur de la Fondation Ethos, Genève*

## Le souffle de Wilma Jung

**«Nous sommes des torches qui n'ont de sens que si elles se consomment; alors seulement nous serons lumière».**

Luis Espinal

Bien que née en Bolivie, je suis avant tout une latino-américaine. Issue d'une Amérique Latine qui est un compendium de toutes les races et toutes les cultures du monde et aussi un foyer de résistances.

Dans les années 80, je me suis engagée dans la solidarité avec l'Amérique Centrale, pour la Révolution Sandiniste qui rendait sa dignité au peuple nicaraguayen. Quelles années d'espoir! Marxistes et chrétiens unis par la même cause... Mais, le gouvernement des États-Unis ne veut pas admettre qu'un pays de son arrière cour soit indépendant. Le président Reagan et la hiérarchie vaticane étouffent les rêves du peuple. La CIA met en route une série d'attentats et assassinats exécutés par des bandes de paramilitaires à leur solde... Tant de douleur! Alors, j'ai découvert la COTMEC, qui publiait un bulletin entièrement consacré à la problématique centro-américaine... Une petite lumière dans l'obscurité, car l'ensemble de la presse suivait le discours étasunien.

Quelques années plus tard, j'ai repris contact avec la COTMEC pour l'associer à des activités concernant l'Amérique Latine. J'ai toujours trouvé une oreille attentive et un esprit ouvert... L'engagement de la COTMEC dure comme celui de l'Amérique Latine. La résistance tenace des opprimés boliviens depuis plus de 500 ans a été appuyée par des compagnons de route comme Luis Espinal, prêtre espagnol naturalisé bolivien, qui a été séquestré, torturé et assassiné en mars 1980 par les mêmes promoteurs de la destruction de l'État bolivien d'aujourd'hui.

*Wilma Jung*

## Historique

# Le «métier» COTMEC

**Dominique Froidevaux, permanent à la COTMEC pendant plus de 10 ans et actuellement directeur à CARITAS-Genève, nous parle des différentes actions qui ont été menées par la commission et auxquelles il a pris une part prépondérante.**

A l'origine de la COTMEC, il y a eu un questionnement de plusieurs prêtres et laïcs sur leur rôle face à l'armée. Charles Devaud, prêtre également et membre du conseil exécutif de l'Eglise catholique romaine, accompagnait la réflexion de ce groupe. Il les a invités à réfléchir plus largement en Eglise, au-delà des démarches que chacun pouvait accomplir individuellement.. D'où l'idée de créer une commission ayant pour mandat l'interpellation des chrétiens et de leurs autorités sur les questions concernant les relations entre pays riches et pauvres. En complément de l'aide et de l'entraide, il s'agissait d'analyser de manière critique le maldéveloppement entre la Suisse et le Monde, d'informer et d'agir afin de dénoncer les causes d'injustice enracinées dans notre propre pays... Beaucoup de témoins du Sud de passage à Genève nous rendaient attentif au fait que nous sommes ici au coeur du problème. Que ce soit en raison de l'importance de la place financière ou des décisions prises dans les organisations internationales.

### Un moment fort, la lutte contre l'apartheid

Ma première action, en 1989, a été de participer à une étude sur l'implication des banques suisses vis-à-vis du régime de l'apartheid en Afrique du Sud et au lancement d'une action invitant les personnes engagées dans les Eglises à poser un acte prophétique en retirant leur compte-salaire des banques compromises avec ce régime. En réaction, l'Eglise a reçu plusieurs lettres d'institutions bancaires, certaines menaçant de déposer

Pendant mes études, j'ai été permanente à la JEC. Je suis peu pratiquante, ou seulement pendant les réunions de famille. Ma religion est très intériorisée, ma foi s'exprime dans ma manière d'être, par exemple, dans le cadre de mon activité professionnelle. Pour moi, la religion n'est pas un ensemble de règles ou de conventions. C'est important de montrer une autre facette du catholicisme.



### C-INFO: Est-ce qu'il y a des signes d'espoir ?

M.C: Il y a d'abord une prise de conscience (même si lente) de la nécessité de préserver la planète, même s'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Et contrairement à ce que beaucoup disent, je ne me sens pas vivre dans une société «désengagée», qui «s'en fout». Chaque génération a ses sujets de préoccupation. Pour moi, l'engagement associatif, même dans le domaine des loisirs -dans un club de skate-board, ou de musique-, c'est déjà un engagement citoyen, par le seul fait qu'on est actif.

En ce qui me concerne, je suis prête à m'engager dans des causes qui concernent le Sud de par mon histoire personnelle, car cela fait résonance. Mais je conçois tout à fait que d'autres personnes ne se sentent pas autant concernées.

J'y vois une note positive. Au fil de la vie, les engagements changent, se concentrent sur des choses différentes. On ne fait sûrement pas assez, mais cela ne veut pas dire que l'on ne fait rien.

*Propos recueillis par VES*

## Jonas Pasquier

**Jonas Pasquier a 26 ans et est étudiant à l'IHEID.**

Le temps passe vite. Cela semble encore plus vrai dans la «société de l'information globalisée» qui est la nôtre, où souvent nous manquons de repères, tant dans l'espace que dans le temps. La réduction des distances et le rétrécissement du temps causent souvent en moi un phénomène étrange, car à la rencontre de deux sentiments opposés: l'impression d'avoir développé une «sensibilité globale», à travers mes amitiés, mes intérêts, ma lecture du monde et celle de ne pas connaître vraiment ce qui est proche de moi.

### Citoyen du monde

Mon engagement avec la COTMEC m'a souvent permis de me situer entre ces deux dynamiques, avec dans une main la réalité qui est mon quotidien, et dans l'autre une fenêtre sur une image globale de notre monde, de ses errements, de ses absurdités, de ses injustices. Et, surtout, j'ai pu constater qu'il était en fin de compte relativement aisé de joindre les deux mains.. En même temps, je pouvais méditer sur le fait que l'intolérable se déroule également ici, et que le combat doit aussi être mené à un niveau local.

Un seul monde. C'est sans doute grâce à ma foi chrétienne que j'ai pu m'imprégner d'une sensibilité envers des problématiques qui, même de façon lointaine, me concernent.

### Une lutte contre le vent ?

Le temps donc, a passé vite. J'ai l'impression que la lisibilité du combat est en train de se réduire. En essayant de comprendre le monde, je ne sais plus trop qui croire, qui écouter, et comment interpréter les signes que j'observe.

En premier lieu, l'avenir ne semble pas rose, tant s'en faut. Explosion des inégalités, mise en sursis de l'action sociale de l'Etat, hausse du chômage, du prix des denrées alimentaires, dégâts irréparables causés à l'environnement, montée des extrémismes et de la xénophobie, poussée continue de l'individualisme; il est dur pour quelqu'un de mon âge de se dire que la planète est dans un si piteux état. Et, sur-

tout, ces tendances ont l'air d'aller en s'accroissant. L'impression qu'il s'agit d'autant de changements inexorables et irrésistibles tue souvent dans l'œuf toute velléité de résistance.

Ensuite, je crois que la «crise» du paysage médiatique affecte ma lecture du monde, et dès lors mes interactions avec celui-ci. Une bonne partie des «autorités» d'hier ne sont plus crédibles. La publicité envahit nos journaux, nous empêchant de distinguer l'objectif du subjectif. Les impératifs de rentabilité étouffent le pluralisme. La «pipolisation» du politique empêche de traiter les vraies questions. L'information via internet n'est corroborée que par les fausses rumeurs et l'intoxication. Les nouvelles technologies rendent encore plus floue la frontière entre la réalité et la fiction.

### La route continue

L'engagement semble dans ces conditions avant tout une technique de survie. C'est ainsi que je me sens moins seul avec ces questionnements et que je suis le témoin d'actions qui combattent ces maux. A y voir de plus près, tout n'est pas si morose. Je rencontre constamment des gens qui se battent pour l'égalité, le partage, la justice.

Pour que l'action continue, le problème principal reste celui de la mobilisation et du renouvellement (un problème auquel l'Eglise est confrontée, de même que la COTMEC). Le défi est immense. L'ampleur de la tâche paraît même presque insurmontable quand l'on constate la fragmentation sociale qui sévit, autour de signes aussi «banals» que le téléphone portable ou la communication virtuelle qui souvent nous sépare plus qu'elle nous connecte.

Je pense que ce combat est particulièrement d'actualité en ce qui concerne la COTMEC, du fait du manque de voix alternatives dans un secteur aussi décisif que celui de l'information. Se battre contre le discours dominant, remettre en cause les explications trop faciles, choisir le camp des plus faibles, autant de lignes directrices à concrétiser sans relâche. Et autant d'efforts qui nous feront avancer, ensemble, vers des lendemains meilleurs; y croire, c'est déjà une façon de résister.

*Jonas Pasquier*

**Témoins de la COTMEC**

**André Fol, notre premier permanent**

Né en 1941, André Fol est ordonné prêtre en 1968 après un apprentissage de pâtissier. Nommé vicaire dans la paroisse de Sainte-Marie-du-Peuple, un quartier populaire de Genève où il se sentait à l'aise, il s'est interrogé sur le fonctionnement d'une Eglise qui lui semblait plutôt conforter l'ordre établi que le mettre en question. Il a demandé une année sabbatique au cours de laquelle il a repris des études à l'Institut du Développement.

Une équipe de laïcs bénévoles s'efforçait depuis quelques années d'éveiller les chrétiens à la solidarité avec les peuples du Sud. André la rejoint, trouvant une petite communauté forte en conviction. Qui s'élargit à la dimension œcuménique, en collaborant avec la Commission Tiers Monde de l'Eglise protestante. Et à celle de la planète en accueillant des amis de passage, comme Rigoberta Menchu ou Dom Fragoso. On rencontre une «Eglise pas fatiguée», comme aimait le dire André, une Eglise parlant le langage de la libération, dont la tâche consiste à «Changer le monde», selon le titre d'un ouvrage marquant de Vincent Cosmao.

On crée un – modeste – secrétariat dans la cuisine d'André, avant de s'installer au boulevard du Pont-d'Arve. Et l'on s'efforce d'alerter les chrétiens sur les réalités des peuples du Sud et notre responsabilité à leur égard. «Il y avait des frères dans le Tiers Monde qui nous disaient que les capitaux devant alimenter leur économie partaient dans nos banques et, ici, une résistance extrêmement forte. Et dans l'Eglise, un silence redoutable»<sup>1</sup>. Un combat toujours actuel... Il y en aura bien d'autres. Et tant de numéros de Cotmec-Info et tant d'émissions «Présence au monde» sur les ondes de Radio Cité, confectionnées dans le studio qu'André avait aménagé dans les sous-sols de la COTMEC!

En 1989, André décida de passer le témoin à un laïc et laissa donc Dominique Froidevaux aux com-

mandes. Il poursuivit sa route, à l'Atelier œcuménique de théologie, à la prison de Champ Dollon. En mai 1993, un scanner mit en évidence une tumeur au foie et au pancréas. Quelques semaines plus tard, la COTMEC fêta ses 25 ans sur le bateau «Genève». Nous nous souvenons d'avoir écouté avec une attention extrême l'homélie qu'André a prononcée ce jour-là. Jusqu'au 12 octobre 1998, il arpentera les rudes chemins de la maladie, nous faisant part de ses découvertes dans ses chroniques du «Courrier» et ses livres. Un compagnon fraternel nous quitta alors.

*Michel Bavarel*

<sup>1</sup>.Entretien d'André Fol avec Dominique Froidevaux reproduit dans un supplément de Cotmec-Info, octobre 1998

**Nos pionniers: Monique et Pierre**

«Il se passait des choses insupportables dans le monde comme chez nous, au regard de l'Evangile, et pas assez de réactions. Notre but était d'interpeller l'Eglise, la hiérarchie, pour que celle-ci interpelle à son tour les chrétiens et que nous cherchions à faire quelque chose ensemble», explique Monique Ribordy.

En 1968, cette militante d'Action catholique était conviée par quelques prêtres<sup>1</sup>, avec Pierre Dufresne – qui deviendra plus tard rédacteur en chef du Courrier – à des rencontres en vue d'éveiller les chrétiens à la cause de ce qu'on appelait alors le Tiers monde. Surchargés, les prêtres laissaient bien vite la place aux laïcs. «Nous avons été reconnus par le vicaire général, Fernand Emonet, mais nous n'avions ni argent ni permanent». Monique Ribordy se souvient d'une première publication sur le Brésil, avec des protestants. Ceux-ci créeront également une commission Tiers Monde avec laquelle la COTMEC collaborera étroitement.

Avec l'arrivée d'André Fol, en 1976, la COTMEC s'est structurée et a commencé à publier le bulletin.

Un secrétariat s'est constitué, avec Françoise Larderaz et Ariane Farina. «C'était réconfortant d'avoir un prêtre avec nous: nous n'étions pas que des laïcs contestataires, mais vraiment à l'intérieur de l'Eglise. Nous avons beaucoup travaillé et manifesté que l'Eglise était attentive aux pauvres, aux souffrances ici et ailleurs»

Monique garde un souvenir ému de sa collaboration avec André et Pierre. «Nous formions une bonne équipe. André avait beaucoup d'idées. Il tenait à travailler avec des laïcs, en particulier avec des femmes: il voulait qu'elles puissent participer à la vie de l'Eglise. Il était vrai, libre, défendant ses convictions sans crainte des risques. Comme Pierre. «J'ai beaucoup appris avec Pierre. Il avait plus que de la tolérance, un accueil de l'autre, quel qu'il soit. Pour lui, on allait vers quelqu'un, même s'il nous insultait, avec tout l'amour possible. Je suis émerveillée d'avoir rencontré ces deux hommes».

Qu'est-ce que la COTMEC a représenté pour Monique? «La participation d'une simple baptisée à des réflexions et des actions au nom de l'Eglise du canton. Il me semble important que des laïcs se sentent responsables de la façon dont réagit l'Eglise. Il ne s'agit pas seulement de contester. La contestation doit être fondée sur une réflexion et déboucher sur une proposition».

*Michel Bavarel*

<sup>1</sup>. A la suite du refus d'un prêtre de payer la taxe militaire, des prêtres ont formé des groupes de discussion, d'une part sur l'objection de conscience et d'autre part sur les rapports Nord-Sud et la vente d'armes. C'est de ce second groupe qu'est née la COTMEC.

**Parole de procureur: Bernard Bertossa**

De rares occasions m'ont été données de collaborer avec les membres de la COTMEC. Trop rares certainement, car les thèmes abordés ensemble, comme par exemple l'évasion fiscale ou la restitution aux pays pauvres

des montants colossaux détournés par les dictateurs qui les dirigent, sont des sujets qui me tiennent aussi à cœur et sur lesquels l'effort de tous est une condition du succès des solutions possibles. Suffisamment nombreuses toutefois pour me permettre d'apprécier le sérieux avec lequel la COTMEC aborde les questions traitées et recherche des réponses à la fois adéquates et réalistes, tout en étant conformes au principe de justice que cette commission s'efforce de promouvoir.

Comme son nom le rappelle, la COTMEC est un organe de l'Eglise catholique. J'ai été éduqué au sein de cette église, dont j'ai assidument suivi les rites et les enseignements jusqu'à l'aube de mon âge adulte. Depuis lors, j'ai cessé toute pratique et, pour dire la vérité, perdu toute foi religieuse, sans pour autant renier en rien certaines valeurs fondamentales apprises par mon éducation catholique, au premier rang desquelles ces principes de justice, d'amour et de solidarité entre les êtres humains. A bien y réfléchir, j'ai sans doute quitté l'église pour les mêmes raisons qui motivent les membres de la COTMEC à agir en son sein. J'ai quitté l'église car je ne supportais plus qu'avec la complicité ou le soutien de la hiérarchie, des dictateurs se réclament de leur catholicité pour piller leurs peuples ou maintenir les colonies dans l'esclavage. Marcos, Franco, Salazar étaient catholiques et n'avaient aucune honte à le proclamer.

Bien sûr, il y avait aussi Monseigneur Helder Camara. Mais alors, si au nom d'une même religion on pouvait aussi bien agir en bourreau que défendre ses victimes, à quoi servait cette religion? A quoi correspondait ce Dieu qui l'inspirait? Autant s'attacher à défendre les valeurs et cesser de s'encombrer de ces questions qui m'apparaissent dorénavant dérisoires.

A l'heure où le pape apporte un soutien à peine voilé à un parti et à un président américains responsables de la guerre irakienne, après avoir été les souteneurs de régimes corrompus en Amérique du sud, à l'heure où un parti cantonal d'appellation chrétienne apporte son soutien à une loi réprimant la

mendicité, des organismes comme la COTMEC sauvent l'honneur de l'église. Alors la question se pose à nouveau: cet honneur mérite-t-il d'être sauvé?

Je n'ai pas la prétention de répondre, mais une chose est certaine: il n'est jamais inutile de lutter pour plus de justice et de solidarité; il n'est jamais inutile de rappeler que lutter contre la pauvreté c'est en supprimer les causes, non pas en cacher les effets dans nos prisons ou hors de nos frontières. Et cela me suffit pour encourager la COTMEC et ses membres à poursuivre leur action.

*Bernard Bertossa / 16 avril 2008.*

**Parole du Sud: Justin Kahamaile**

La COTMEC pour moi, c'est d'abord une belle expérience humaine. C'est une aubaine, pour qui refuse de demeurer indifférent aux problèmes du monde, de pouvoir faire partie d'un groupe composé de femmes et d'hommes aux profils et aux compétences aussi riches que divers. Tous sont mûs par la même volonté d'agir contre les diverses formes d'injustice et d'arbitraire, non seulement dans leur environnement immédiat, mais aussi partout où

il est possible d'intervenir. La Cotmec est ensuite pour moi un lieu où l'on forge ses outils pour un engagement solidaire, partant de valeurs et de convictions communes et partagées. Mais les valeurs n'ont de sens que traduites en actions concrètes. Et pour qu'elles soient crédibles, les actions doivent être le fruit d'un travail de discernement. Nous sommes ici au cœur de la démarche de la COTMEC. Etre acteur lucide au sein de la société, agir en conformité avec ses valeurs et ses convictions, être au plus près de sa conscience dans tout acte que nous posons même quand celui-ci nous met en porte-à-faux par rapport à certaines idées dominantes, à certaines influences politiques, voilà une des choses que j'ai apprises et que je garde comme une forme d'utopie porteuse.

Mais la COTMEC, c'est également ces multiples opportunités de rencontrer des gens venus des quatre coins du monde, reçus, soit lors des campagnes de carême, soit tout simplement en visite à la COTMEC. Des rencontres rappelant que nous n'étions pas seuls au monde, que nous n'étions pas seuls dans nos engagements et que l'espoir en l'humain est encore et toujours permis.

*Justin Kahamaile*



**Plaidoyer**

**Le Réseau Foi et Justice Afrique Europe (RFJAE)**

Une nouvelle forme de «mission» des Congrégations missionnaires a vu le jour. Depuis plusieurs décennies, elles se sont rendu compte qu'il ne suffit pas d'oeuvrer sur place en Afrique ou ailleurs pour la défense des plus pauvres et de leur dignité, mais qu'il fallait agir là où se prennent les décisions, c'est-à-dire auprès des Parlements, des décideurs économiques, des multinationales au Nord.

Le Secrétariat international de Bruxelles a ainsi vu le jour il y a douze ans pour faire du plaidoyer (lobbying) auprès des parlementaires européens en faveur de relations économiques, politiques, sociales, culturelles et environnementales plus justes entre l'UE et l'Afrique. Une douzaine d'antennes effectuent le même travail au niveau national dans plusieurs pays d'Europe et même au Congrès américain et dans quelques pays d'Afrique. Ensemble, elles représentent quelques 35 000 religieuses et religieuses actives en Europe et en Afrique, ce qui leur confère un poids politique important qu'il s'agit d'utiliser pour faire pression au plus haut niveau.

**Une antenne en Suisse**

L'antenne suisse du Réseau Foi et Justice Afrique Europe a été établie il y a plus de dix ans. Elle possède aujourd'hui un site internet: [www.rfjae.ch](http://www.rfjae.ch). Elle est soutenue financièrement par 27 Congrégations missionnaires et par la DDC (Coopération suisse au développement) avec laquelle elle travaille en synergie sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement décidés par l'Assemblée générale de l'ONU en 2000. Elle ne dépend pas de

la Conférence suisse des Evêques. Elle est formée d'un comité composé de dix membres et trois personnes travaillent à temps partiel à son secrétariat.

Ainsi l'antenne suisse est présente quelques jours par session au Parlement à Berne pour tenter de montrer une image de l'Afrique qui n'est pas forcément ce qu'on lit dans les journaux, montrant toute la complexité du réel africain. Elle écrit deux fois par année (français et allemand) à tous les parlementaires pour leur rappeler le devoir d'un peu plus d'éthique, donc de justice dans les relations économiques avec l'Afrique et la nécessité de soutenir surtout les sociétés civiles pour qu'elles puissent s'organiser démocratiquement. Avec d'autres organisations, dont Alliance Sud, l'antenne suisse suit les négociations à l'OMC (cycle de Doha) en prenant position à la formation des représentants des Organisations Catholiques Internationales à Genève (OIC) et collabore avec le Nonce apostolique auprès des Organisations internationales. Benoît XVI dans son encyclique «Deus caritas est» encourage vivement les chrétiens à s'engager politiquement au niveau national et international pour la défense des Droits de l'Homme et de la dignité humaine. Cela ne peut se faire que par l'éducation de la personne à la responsabilité personnelle et collective.

*Christine von Garnier  
Secrétaire exécutive de l'antenne suisse*

**Lettres de lecteurs**

**De Suisse et du Brésil**

J'ai lu votre article: «Dialogues religieux: un baptême qui fait scandale» dans le C-INFO 299. Il a fait émerger un souvenir dans mon esprit qui date de 1965 ou 1966, c'est-à-dire il y a plus de quarante ans...la démarche vaticane était la même. Je crois que c'est l'instrumentalisation des conversions dans un sens ou l'autre qui est nocive, genre de compétition comme une autre dans notre monde où il faut faire du chiffre!

Merci d'avoir si clairement respecté la liberté de chaque être de choisir le cadre religieux dans lequel il veut vivre sa foi. ●

*Simone Bulle Laresche*

Je viens de recevoir le petit journal de la COTMEC où vous écrivez un article sur Thomas Balduino (C-INFO 300). Vous écrivez que Lula «donne son aval à une gestion capitaliste de son pays». Si vous connaissez la formule pour agir autrement quand tous les pays du monde sont dominés par le capitalisme, vous m'envoyez cette formule et je la transmettrai personnellement au «compañero» Lula. Est-ce que vous pensez que les Brésiliens devraient prendre les armes pour détruire les capitalistes? N'oubliez pas que votre cher pays est le cœur du capitalisme et en profite largement. Par ailleurs, il faudrait mettre à jour vos données sur la réforme agraire: jamais dans l'histoire du Brésil, une réforme agraire a connu de telles dimensions, mais Lula sait parfaitement qu'il faudrait faire encore plus ●

*Gabriel Paillard, de Fortaleza, Brésil*

**Agenda**

• 11 octobre :  
«Vers un Dieu de tendresse», hommage à André Foll, 14h, Centre Oecuménique de Meyrin. Inscription souhaitée: [claudefoll@bluewin.ch](mailto:claudefoll@bluewin.ch). Tél: 022/ 777 16 39

• 11 novembre  
«L'énergie dans les églises», cours d'information pour les gérants de bâtiments d'église, 18h30-21h, Salle de paroisse St-Gervais-Pâquis, Genève (rue Jean-Dassier 11)  
Infos: [www.oeku.ch](http://www.oeku.ch)

• 22 novembre  
«40 ans... La terre promise c'est encore loin?», Journée d'échange de la COTMEC, 9h-17h au centre paroissial oecuménique de Meyrin.

Pour vous inscrire, téléphoner au 022/ 708 00 78 ou envoyer un mail à [info@cotmec.ch](mailto:info@cotmec.ch)

JAB  
1200 Genève 2  
Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique  
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève  
tél.: 022 708 00 78, fax 022 708 00 79  
[info@cotmec.ch](mailto:info@cotmec.ch)  
[www.cotmec.ch](http://www.cotmec.ch)  
CNP: 12-21551-1  
Rédactrice responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara, Ge  
Maquettée: Pascalle Castella

**Brève**

**Un calculateur de CO2 pour les paroisses**

Nous sommes entrés depuis le 1er septembre, et ceci jusqu'au 4 octobre dans Un Temps pour la Création.

C'est une bonne occasion pour nous demander si la gestion énergétique de nos locaux paroissiaux est en conformité avec notre engagement chrétien en faveur de la sauvegarde de la Création. Pour nous orienter, un calculateur de CO2 pour les paroisses a été mis sur pied conjointement par Oeku et Pain pour le prochain.

Il permet de mesurer l'empreinte écologique des communautés ecclésiales et des paroisses. Cette indication devrait encourager leurs responsables à améliorer la consommation d'énergie pour le chauffage et l'isolation des bâtiments. Le calculateur sera bientôt disponible sur le site de la Campagne oecuménique de Carême. Actuellement, on le trouve sous l'adresse suivante:

[www.calculateur-CO2.ch](http://www.calculateur-CO2.ch)

VES

**www.cotmec.ch**

Notre nouveau site Internet tout beau tout neuf n'attend que vos clics de souris! Venez-vous y perdre sans restrictions!

**Nouvelle adresse**

Prenez note de notre nouvelle adresse courriel:

[info@cotmec.ch](mailto:info@cotmec.ch).

[cotmec@worldcom.ch](mailto:cotmec@worldcom.ch), notre ancienne adresse, reste valable jusqu'en décembre.

**Publication**

**L'AGORA: 20 ans et deux livres**

Vingt ans déjà que l'aumônerie oecuménique auprès des requérants d'asile se fait présence et soutien. Pour fêter ce jubilé, l'AGORA publie deux ouvrages. Dans «Dessins d'exil», Anne de Vargas et Pilar de Paoli présentent un choix de dessins réalisés par des requérants d'asile de l'un des lieux d'accueil de l'aumônerie, la «Casagora». Ces dessins ont permis à des hommes, femmes et enfants d'évoquer ce qu'ils ont laissé derrière eux, leurs souffrances et leurs espoirs.

Sous le titre «Chronique d'un accueil controversé à Genève (1988-2008)», Michel Bavarel et Jean-Pierre Zurn retracent l'histoire de cette démarche d'accueil. Pas de questions sur les motifs de la venue en Suisse et pas de décisions à prendre. Selon Michel, cette situation était à la fois un privilège et le seul moyen d'aller réellement à la rencontre des personnes. La partie historique, parsemée de témoignages des bénévoles engagés auprès de l'aumônerie – nous fait revivre plusieurs épisodes de la politique d'asile. Elle nous rappelle entre autre l'automne 1998, quand il fallait se démener pour ne pas laisser dormir à la rue des dizaines de personnes chaque nuit.

Jean-Pierre Zurn nous présente quant à lui l'AGORA comme un lieu où l'on pense en agissant. Un lieu où l'Eglise revisite son rôle de lieu de passage, d'accueil et de halte. Un lieu où est réaffirmée la primauté de la dignité humaine, dans un contexte politique où les «indésirables» sont expulsés ou rejetés dans la clandestinité.

VES

Commander: [agora@agoralacroisette.ch](mailto:agora@agoralacroisette.ch). Fête de l'AGORA le 18 septembre à la Maison des Associations, 20h.



**éclairage**

**Hannibal Hamilcaris filius...**

«Hannibal Hamilcaris filius, novem annos natus...» J'avais 12 ans et on m'initiait déjà aux «frasques» du petit Hannibal. En latin, s'il vous plaît! Il ne s'agissait pas, bien entendu, du fiston du Colonel, mais du rejeton d'Hamilcar potentat carthaginois, lointain ancêtre du despote - «éclairé», aurait ajouté Jean Ziegler - qui règne aujourd'hui sur la Tripolitaine. Le fils d'Hamilcar, lui, ne risquait pas de scandaliser les potaches qui séchaient sur les déclinaires au cours des années 50! En fait, nous prenions spontanément parti pour lui et surtout pour ses éléphants mirobolants qui avaient passé les Pyrénées et les Alpes pour aller donner une leçon mémorable à ce vieux Caton de romain qui voulait voir brûler Carthage!

Ah que les temps changent! Faute de pachydermes, les Hannibal modernes n'ont plus que des domestiques à fouetter. Et certains voudraient s'en offusquer dans notre bonne Helvétie. Mais de quoi je me mêle? Appliquons donc la bonne vieille méthode LLC («Laissons-les crever!») et le pétrole continuera de couler et nos grosses cylindrées de polluer!

Mais voilà, jusqu'à preuve du contraire, un homme n'est pas un éléphant. La justice genevoise vient de le rappeler. Et rien ne pourra nous faire changer d'avis. Même pas le courroux d'un paternel offensé. «Vérité et Justice, quoi qu'il en coûte!». C'était la devise de «Témoignage Chrétien», un journal né dans la résistance et la clandestinité. C'est aussi la nôtre ●

Guy Musy

**édito**

**Attac vs Nestlé**

Le 12 juin 2008, l'émission Temps Présent révéla que Nestlé avait mandaté l'entreprise Securitas pour surveiller le groupe de travail d'Attac qui rédigeait le livre «Attac contre l'Empire Nes-tlé». La mission d'infiltration a duré une année. Suite à ces révélations, deux plaintes (pénales et civiles) ont été déposées par l'avocat de l'association, Jean-Michel Dolivo. Vu la disproportion de moyens financiers et d'influences des deux parties en présence, l'avocat n'a de cesse de répéter que cette affaire a avant tout un caractère politique. Il est vrai que, pour l'instant, les juges en charge de l'affaire n'ont rien mis en œuvre pour que les rapports de la taupe- pièces maîtresses de l'affaire- soient remis dans leur totalité aux plaignants.

Ce flagrant délit d'espionnage n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Pour cette raison, toutes les associations qui dénoncent les exactions commises par des multinationales sont concernées. Toutes auraient pu se trouver à la place d'Attac. La liasse de documents versés par Nestlé contient des rapports précis et détaillés: intensité de l'engagement et des activités, description physique, profession, personnalité de chacun.e des auteurs.e.s, et le plus choquant: une attention particulière semble avoir été accordée aux contacts en Colombie et au Brésil.

Pour avoir une chance que la lumière soit faite sur cette affaire et pour qu'elle continue de résonner dans la sphère politique, il faut que la procédure puisse se poursuivre. On sait que dans le système judiciaire tel qu'il fonctionne, il faut payer pour se défendre et ce procès va coûter cher. Attac va vite être à cours de fonds pour aller jusqu'au bout. Espérons que le Mammouth n'écrasera pas la souris avant que l'on sache à quoi les informations récoltées ont servi! ●

Isabelle Lucas

Pour plus d'informations: [www.attac.ch](http://www.attac.ch)



## Agrocarburants

### Sous-développement durable

La fuite en avant, dénoncée dans notre dossier sur les agrocarburants (C-info No 295) s'accélère. Swissaid, avec d'autres ONG réunies en symposium à Berne, compte bien freiner cette course folle en réclamant un moratoire international sur ces carburants nouveaux qui n'ont rien de bio.

L'explosion du prix des denrées alimentaires accroît la pauvreté dans le monde. Une nouvelle ère de la faim naît, entre autre, de la production de cette essence du futur. Sa fabrication capte des récoltes de canne à sucre, de maïs, de soja, de palme ou de froment au détriment des bouches à nourrir. Et la frénésie engendrée par l'attrait économique de ce nouveau marché reproduit les mécanismes biens connus de l'asservissement des pays pauvres. Plutôt que de viser le marché intérieur, la production se tourne vers l'exportation. Cela relance les systèmes de plantations coloniaux, avec les formes de travail forcé qui l'accompagnent.

Une alliance de fait regroupant multinationales du pétrole, grandes entreprises du commerce de grains, multinationales des OGM et secteur automobile fait miroiter, principalement au continent africain, l'opportunité de s'enrichir avec la manne des agrocarburants. Cela risque de briser les exploitations familiales à la base de la souveraineté alimentaire et de mettre en péril la biodiversité. L'utilisation des produits chimiques contribuera à la pollution des sols et des eaux. La déforestation va aussi s'accélérer.

On le voit, le moteur que ce nouveau fuel fait fonctionner est bien huilé. Cela fait longtemps qu'il a démarré et qu'il tourne en générant de grandes inégalités

et de dangereuses menaces.

Face à cette option de sous-développement durable, Swissaid exige l'arrêt de la production industrielle de ces carburants afin de ne pas violer le droit fondamental à l'accès à la nourriture. L'ONG demande la suppression de leur subventionnement direct ou indirect par le biais d'exonérations fiscales qui stimulent la demande. Avec ses partenaires, elle exige de la Suisse une politique de l'énergie qui mise sur l'efficacité énergétique et les ressources renouvelables.

Roland Pasquier

## Haïti

### Course de fonds contre l'impunité

L'Office fédéral de la justice a décidé de maintenir le blocage des fonds Duvalier dans le cadre d'une nouvelle procédure d'entraide judiciaire.

Il appartient maintenant aux membres de la famille de l'ex-président de prouver, avant la fin de ce mois, que ces fonds ne sont pas d'origine illicite. S'ils n'y parviennent pas, l'argent sera restitué à la République d'Haïti. Jusqu'alors, c'étaient les Haïtiens spoliés qui devaient apporter la preuve du détournement de leurs biens par le dictateur. Ce renversement de la charge de la preuve marque un premier pas important vers la justice.

La Coalition des ONG suisses pour la restitution des fonds Duvalier à Haïti, dont fait partie AdC, salue cette décision qui fait progresser la véritable course d'endurance entamée contre l'impunité. Les informations dont dispose la Coalition ne laissent aucun doute quant à l'origine de ces quelques 7 millions de francs suisses. Les Haïtiens souffrent

toujours des conséquences dramatiques du régime de Baby Doc. Le taux de pauvreté dans le pays demeure supérieur à 80%.

La Coalition demande que la société civile haïtienne soit impliquée dans le processus de restitution. Elle souligne la nécessité d'une adaptation du droit suisse concernant l'argent des dictateurs amassés dans les coffres helvétiques.

Roland Pasquier

## Déménagement

### RUAG oeuvre pour la paix ?

Le contrat de déminage confié à RUAG en Angola début 2008 a provoqué une levée de boucliers.

Le 30 novembre 2005, la Suisse et l'Angola s'entendaient sur les modalités de la restitution d'une partie des fonds publics angolais détournés, déposés en Suisse et bloqués jusqu'alors. L'accord prévoyait une restitution des quelques 24,2 millions de dollars par le biais de «programmes humanitaires dans les domaines de la formation et du déminage». Dans ce contexte, la Campagne suisse contre les mines antipersonnel (dont fait partie la COT-MEC) a protesté contre l'octroi du contrat de déminage à une entreprise comme RUAG, qui s'est davantage fait un nom dans la production de bombes à fragmentation que dans l'action «humanitaire» du déminage. Ces ONG ont également dénoncé les modalités de l'octroi de ce mandat pour lequel aucun appel public d'offres n'a été lancé, tandis que RUAG, qui sous-traitera cette activité, va réaliser ainsi un profit totalement injustifié en tant qu'intermédiaire.

Jonas Pasquier

1. DFAE, 14 octobre 2006.
2. Lettre au Conseil fédéral du 13 août 2008

## Justice climatique

### Le Sud et le réchauffement de la planète

Lors d'un symposium organisé le 20 juin à Berne, les organisations d'entraide Action de Carême et Pain pour le Prochain nous invitaient à réfléchir aux effets du réchauffement de la planète au Sud, et en particulier à ses conséquences sur l'alimentation mondiale.

Cette rencontre a permis d'introduire certains des sujets de la prochaine Campagne Océuménique de Carême, qui traitera des liens entre le droit à l'alimentation et le climat. Le réchauffement provoque ou intensifie de nombreuses perturbations des conditions agricoles, comme les sécheresses, les inondations, la dégradation des sols, sans parler de la destruction de la biodiversité.

Le climat, même s'il est loin d'en être le principal responsable, aggrave encore la crise alimentaire mondiale. On consacre des surfaces agricoles à la production d'agrocarburants afin de réduire le CO2 émis par les pays industrialisés. Ce mécanisme agit au détriment de la production de nourriture. Dans de nombreux pays, les prix des denrées ont pris l'ascenseur, provoquant, comme en Haïti, des «émeutes de la faim».

#### Comment réaliser la justice climatique ?

Nous sommes loin d'être tous égaux vis-à-vis du changement climatique en cours. Les pays développés sont responsables de l'immense majorité des émissions passées de gaz à effet de serre, tandis que les pays les plus pauvres sont les plus durement touchés, du fait de leur position géographique, de la plus grande vulnérabilité de leurs écosystèmes et des faibles moyens dont ils disposent pour s'adapter à ce changement.. Ainsi celui-ci constitue-t-il un facteur aggravant des inégalités nord-sud.

Lors du symposium a été mentionné l'exemple de Minu Basar, une mère de famille de 38 ans, habitant un village de la côte du Bangladesh. Elle n'a même pas émis une seule tonne de CO2 pendant toute son existence, mais deviendra sans doute une réfugiée climatique.

#### En plus du passif environnemental

Les dommages du réchauffement climatique ne font que s'ajouter à ce que certains appellent le «passif environnemental» du Nord envers le Sud découlant de l'exploitation des ressources naturelles (minières, mais aussi marines et forestières). Dans certains cas, il s'agit -comme dans le cas du déboisement ou de la surpêche- de véritables spoliations



qui mettent gravement en cause les conditions de vie des populations locales. Ailleurs, la dégradation de l'environnement provoquée par l'exploitation minière par exemple, provoque des dommages irréversibles. Sans oublier la délocalisation au Sud du traitement de toutes sortes de déchets dangereux, qu'il s'agisse de nos ordinateurs et de nos téléphones portables ou de produits issus de l'industrie chimique.

#### Rôle des Eglises

Selon Nelson Muffuh de Christian Aid, les chrétiens devraient, d'une part, contribuer aux efforts visant à un développement durable et stimuler les choix personnels qui vont dans ce sens. D'autre part, ils devraient s'engager pour maintenir une pression autour des enjeux du réchauffement sur les décideurs politiques. De leur côté, les organisations d'entraide devraient contribuer à ce que les délégations du Sud (en particulier les représentants de la société civile) dans les espaces de discussion sur ces thèmes, soient bien informées et conscientes des enjeux.. Ces délégations doivent en effet être mieux en mesure de participer aux débats, concernant les mesures de réduction et d'adaptation au changement climatique. Dans le cadre des négociations en cours, on observe une tension entre deux objectifs qui peuvent entrer en contradiction: d'une part, empêcher que la température globale n'augmente de plus de 2 degrés et, d'autre part, permettre au Sud d'améliorer les conditions de vie de ses habitants les plus pauvres.

Virginie Estier dos Santos

Références: 1.Repères1/2008: PPP/AdC: Les effets du réchauffement de la planète sur le Sud et ses conséquences pour l'alimentation mondiale.

2.«Le Nord doit reconnaître sa dette écologique face aux pays du Sud», OLIVIER RAGUENEAU et DAMIEN MILLET, le Courrier, 16 janvier 2008

## L'approche «Greenhouse Development Rights» (Droits au développement dans l'effet de serre)

Le réchauffement climatique interdit-il désormais aux pays les plus pauvres d'améliorer les conditions de vie de leur population ?

Comment garantir le droit au développement dans un monde «délimité» par son climat? De nombreuses personnes réfléchissent à ce dilemme et proposent des réponses. Pour Al Gore, les exigences vis-à-vis des différents pays devraient dépendre de leur responsabilité historique respective, ainsi que de la capacité de chacun à supporter les conséquences du changement climatique.

Lors du symposium a été présentée une approche, qui est le fruit d'une discussion basée sur plusieurs principes:

- En premier lieu, les pays riches doivent réduire drastiquement leurs émissions de CO2 et ceci rapidement,
- Ces réductions doivent être réalisées «à domicile», et ne devraient pas être «sous-traitées» et délocalisées dans les pays du Sud,
- En raison de leur plus grande capacité économique et de leur responsabilité dans l'accumulation de CO2 dans l'atmosphère, les pays riches devraient logiquement contribuer à des efforts internationaux en plus de leur action au niveau national,
- Le défi de l'adaptation aux changements climatiques concerne toute la communauté internationale, et pas seulement les habitants des pays les plus touchés (qui sont majoritairement les pays du Sud). Les mesures d'adaptation ne devraient pas échouer par manque de moyens financiers ou technologiques.
- Par ailleurs, il revient aux pays pauvres de promouvoir un développement durable et de réduire leurs émissions en fonction de leur capacité, et ceci en faisant contribuer toute la société à cet effort, y compris les plus favorisés de leur pays.

#### Un indice de responsabilité

Le coeur de cette approche est un indice de responsabilité et de capacité (Responsability and Capacity Index-RCI) calculé pour chaque pays. Cet indice prend comme critère pour la responsabilité les émissions cumulées et attestées de CO2, et comme critère pour la capacité, les données sur la parité de pouvoir d'achat et la répartition de la richesse au sein de chaque pays.

Dans chacune des deux valeurs de l'indice, un «socle» est fixé. Pour calculer la capacité économique de chaque pays, on déduit de son revenu

un «seuil de développement», soit le revenu par habitant correspondant à la ligne de pauvreté. De même, en ce qui concerne les émissions de CO2, on soustrait du calcul les émissions dites «de subsistance», soit celles qui sont nécessaires à garantir le «seuil de développement».

Selon cet indice, développé par l'Environment Stockholm Institute et Ecoequity, les Etats-Unis devraient supporter environ un tiers du coût mondial des changements climatiques -réduction des émissions de gaz à effet de serre et adaptation- et l'Union Européenne (27 pays) devrait en supporter le quart. La Chine quant à elle, moins d'un quinzième et l'Inde, moins d'un trois-centième... Une analyse bien différente de celle qui consiste à pointer du doigt les pays émergents, en faisant mine de s'effrayer devant la croissance exponentielle de leur consommation de pétrole.

VES

## Les pauvres les plus touchés, un exemple: Haïti

«Ne vous mobilisez pas pour apporter votre assistance aux pays victimes des catastrophes naturelles, prenez d'abord vos responsabilités face au changement climatique.»

Le Mouvement Paysan de Papaye (MPP), partenaire de l'Action de Carême, est présent dans la région du Plateau central d'Haïti. Il est très actif dans le soutien à la production agricole, la gestion de l'eau et la protection de l'environnement.

Participant au symposium sur la justice climatique en juin dernier, la représentante du MPP, Kettly Alexandre, s'est exprimée sur les conséquences du réchauffement climatique pour les plus pauvres de son pays:

«De Haïti au Honduras, en passant par la Birmanie, ce sont les pauvres en grande majorité - il convient de préciser les pauvres des pays pauvres- qui font d'abord les frais du changement climatique... Dans un monde profondément divisé, ces changements accentuent la disparité entre riches et pauvres. En ôtant à ces pauvres la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie, ils introduisent des risques sérieux pour les générations futures...»

Il conviendrait que tout un chacun, chaque institution, chaque pays en fonction de ses ressources, de ses potentialités, de son niveau de développement et surtout en fonction de ses responsabilités liées à ce phénomène, s'implique dans cette lutte contre le réchauffement climatique. Cela devrait être même un impératif. Pour le moment, face à ce défi, que peut Haïti ? Notre priorité est de satisfaire, vu la crise alimentaire mondiale, un besoin primaire de base: « nourrir notre population.»

Intervention de Kettly Alexandre à Berne le 20 juin 2008

Rencontre

Leonardo BOFF: théologien à l'écoute de la Terre

A l'occasion des célébrations de son quarantième anniversaire, la COTMEC recevait, le 7 octobre dernier, le théologien brésilien Leonardo Boff. Près de 400 personnes ont fait le déplacement pour l'entendre s'exprimer sur le thème l'écospiritualité et explorer les pistes menant à une libération intégrale. Interview.

Comment est-on passé du cri des pauvres à celui de la Terre?

Leonardo Boff: Les pauvres ont de multiples visages. C'est le pauvre indien, le pauvre économique, la femme opprimée. Leurs cris sont l'expression d'une oppression et d'une injustice sociale. Le capital symbolique des Evangiles offre des inspirations pour les motiver à se libérer. Et dans cette option pour les pauvres, qui est la marque de la théologie de la libération, on doit inclure le plus grand des pauvres qu'est la Terre. Ainsi, on arrive à la théologie de la libération intégrale, qui ne laisse pas la nature en dehors de ses préoccupations. Car la forêt crie, les eaux crient, la planète crie, tant elle est exploitée. Cette nature doit être préservée car elle est la pré-condition de tous les autres projets.

Malheureusement, l'homme moderne est habitué à se penser en dehors de la nature, comment arriver à dépasser cette dualité et prendre conscience d'un avenir commun avec la Terre?

L.B: Il est vrai que nous nous sommes exilés de la Terre, séparés de la communauté de vie. Il nous faut désormais découvrir des chemins de retour. Cela suppose de dépasser notre vision uniquement utilitariste de la nature. Les choses ont leur valeur intrinsèque, leur autonomie et nous devons les respecter et vivre en commun. Il faut surmonter aus-

si la vision anthropocentrique où l'être humain est le centre de toute chose. Il y a une co-naturalité entre terre et humanité. Si la terre est malade elle va influencer les fils de la terre que nous sommes, et si nous sommes malades nous avons aussi une incidence sur l'équilibre de la terre. A cause de cela il est important de maintenir une situation de salut de la terre, de maintenir l'équilibre des écosystèmes.

Qu'entendez-vous par communauté de vie?

L.B: Il n'y a pas d'environnement, il y a une communauté de vie. Nous savons aujourd'hui scientifiquement que tous les être vivants, de la bactérie jusqu'à l'homme, ont la même structure génétique de base, c'est-à-dire que tous les êtres vivants sont vraiment frères et sœurs. Il faut vivre cette communauté de vie non seulement comme une conception du monde, mais comme une émotion du cœur. En embrassant le monde, on embrasse Dieu.

L'homme doit toutefois y assumer un statut particulier?

L.B: Effectivement, l'homme a une singularité: il est le seul être éthique. Il peut être le diable de la terre, détruisant les écosystèmes, mais il peut aussi être appelé à être l'ange gardien de la terre. En ce moment, l'homme est devenu une force géophysique qui transforme dangereusement le climat.

Y-a-t-il une responsabilité particulière des chrétiens face au défi du changement climatique?

L.B: Comme le problème est global, toutes les personnes ont leur responsabilité. Les chrétiens, à cause du capital symbolique du christianisme, de la conception sacramentelle de la nature, ne

parlent pas de la nature, ils préfèrent parler de la Création. La Création renvoie au Créateur, elle parle de Dieu. C'est un espèce de temple où vit Dieu. Nous avons la mission de la garder, de cultiver le jardin de la nature. La mission de l'être humain est une mission éthique de protéger, de développer la Création que Dieu a laissée incomplète. Les chrétiens, s'ils en ont conscience, ont une responsabilité tout à fait spéciale. Les textes sacrés, le contenu principal de la révélation contiennent un message très important pour sauvegarder la nature, pour dire au fond que le travail de l'homme n'est pas séparé de celui de la nature. Que la solution pour la terre ne vient pas du ciel mais du travail même des êtres humains.

Les Eglises ont-elles pris suffisamment conscience de ce défi?

L.B: Le grand défi pour les Eglises au niveau œcuménique est d'écouter les cris des pauvres, sinon, elles ne sont pas dans l'héritage de Jésus, elles perdent leur pertinence historique. Une des fonctions des Eglises, c'est d'être la conscience éthique de l'humanité et de prêter leurs voix à ceux qui sont sans voix. De plus, dans la perspective évangélique, les Eglises, pas seulement catholiques, doivent être un espace de liberté: vivre la liberté du Fils de Dieu. Renforcer les liens du «vivre ensemble»: la fraternité, l'égalité avec les choses dont nous avons besoin pour vivre. Le message de Jésus est un message de générosité, de fraternité universelle. Le vivre signifie un chemin pour une joie possible dans ce monde aussi menacé soit-il. ●

Propos recueillis par Martyna Olivet

Nous reviendrons sur d'autres thèmes abordés par Leonardo Boff à l'occasion d'un prochain numéro.

Agenda

•Dimanche 2 novembre Journée interreligieuse Ecologie et Spiritualité avec Arthur Dahl, Edward Dommen, René Longet et Philippe Roch, de 14h à 17h30, au Centre de l'Espérance, rue de la Chapelle 8, Eaux-Vives, Genève.

•Jusqu'au 25 janvier 2009 Exposition au Musée International du CICR, avenue de la Paix 17, Genève, 10h-17h, fermé le mardi.

«Des murs entre des hommes»

Cette exposition de photos de murs à différents lieux dans le monde, montre que celui-ci protège moins qu'il ne sépare: au-delà de l'aspect sécuritaire, c'est bien la séparation d'avec son voisin, d'avec son semblable qui est l'objectif. www.micr.org

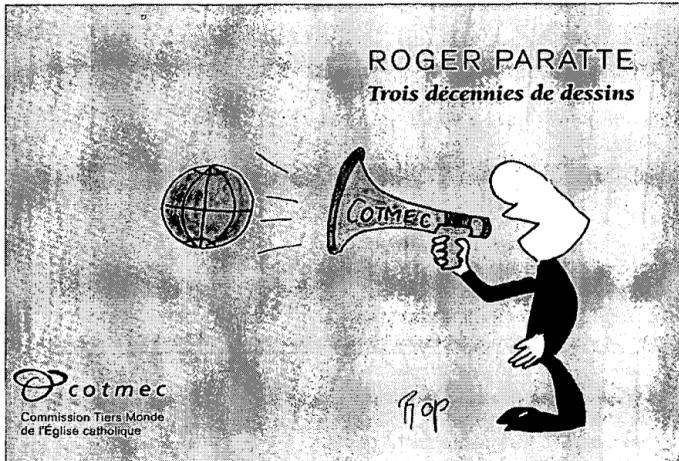
La COTMEC publie:

Trois décennies de dessins

2008 est sans conteste l'année des célébrations au sein de la COTMEC. En marge de son quarantième anniversaire, après la 300e édition du C-Info, c'est notre illustrateur fétiche, Rop, alias Roger Paratte, qui est à l'honneur.

Son bonhomme fétiche, dont vous êtes familiers, est autant lié à l'identité de la COTMEC que la

qui retrace cette durable collaboration. La centaine de dessins sélectionnés permet également de se replonger dans les thèmes chers aux engagements de la COTMEC, d'en apprécier l'évolution ou la permanence. On (re)découvre ainsi les thèmes immuables qui, à l'instar de l'écologie ou de l'asile, traversent les périodes sans perdre de leur actualité. Ceux que l'on a accom-



couleur jaune l'est à son bulletin. Ses caricatures donnent une nouvelle dimension aux sujets traités à travers son regard souvent (im)pertinent mais jamais méchant. A travers les années, une belle histoire d'amitié s'est nouée avec celui qui ne se contente pas d'illustrer mais apporte aussi des commentaires et des appréciations bienvenues.

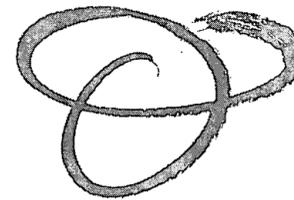
pagnés un temps, avant que l'histoire les relègue au passé ou encore ceux couronnés de succès au terme de longues luttes. Bref, un voyage au cœur des batailles pour plus de justice, dont le sujet n'est pas prêt de disparaître de nos colonnes. ●

Martyna Olivet

«Trois décennies de dessins» peut se commander auprès de la COTMEC, au 022/708 00 78, sur son site Internet ou par email à info@cotmec.ch Prix: 20 CHF

Cette année Roger Paratte fête le cap des trois décennies de dessins. Un anniversaire que nous nous devons de relever, surtout que le temps n'a en rien entravé son inspiration ni sa disponibilité.

Pour marquer le coup, nous publions ce mois-ci un ouvrage



JAB 1200 Genève 2 Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique 16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79 info@cotmec.ch www.cotmec.ch CCP: 12-21551-1 Rédactrice responsable: Martyna Olivet Imprimerie: Fornara, Ge Maquetter: Pascale Castella

édito

L'économie de fonctionnalité

Un moyen de contrer «l'obsolescence programmée»

Lors d'une conférence organisée en juin à Genève sur le lien entre le défi climatique et l'emploi, Dominique Bourg, de l'Université de Lausanne, présentait les principes de l'économie de fonctionnalité. En résumé, il s'agit de vendre la fonction d'un bien plutôt que le bien lui-même. Le producteur restant propriétaire, il aura ainsi tout intérêt à ce que ses produits soient solides et à augmenter leur durabilité. Le résultat inverserait la tendance de l'économie actuelle, où l'objectif reste de vendre toujours plus, des objets ayant la durée de vie la plus courte possible.



La fonctionnalité existe déjà dans les ventes de services entre entreprises (photocopieuses, vêtements de travail ou encore pneus de camions).

Parmi les particuliers, l'exemple le plus connu est sans doute celui de Mobility CarSharing (coopérative de location de véhicules), qui compte déjà plus de 80'000 clients dans toute la Suisse. Comme usagère, j'ai pu constater que les premiers essais nécessitent un peu d'adaptation, surtout sur le plan mental. D'abord, il n'y a pas de clé de voiture: après avoir ouvert le véhicule avec la carte magnétique et s'être installé sur le siège, on découvre un message sur le tableau de bord: «Appuyez sur le bouton et

démarrez». Cet infime détail illustre clairement que la voiture n'est pas LA NOTRE, mais que nous n'en avons que l'usage. Autre détail: quand vous allez chercher vos enfants à une activité un jour de pluie, vous découvrez qu'il ne sera pas possible d'attendre le lendemain pour nettoyer la voiture des traces de boue. Partage et courtoisie obligent: la voiture doit être laissée propre au suivant. En dehors de ces inconvénients, quel confort que de ne pas chercher de place de stationnement et d'oublier instantanément la voiture après l'avoir refermée! ●

Virginie Estier dos Santos

(1) Conférence organisée par le réseau IDEM

éclairage

Faire du chiffre

Dans le climat de déroute bancaire où les millions de dollars jonglent avec les milliards d'euros pour jouer avec les billions de nos francs, je trouve l'expression «faire du chiffre» particulièrement plaisante et bienvenue. Pour autant que le «chiffre» reste virtuel et ne se traduise pas en sueur de travailleur, en angoisse de chômeur ou en désespoir de délogé et de délocalisé.

Il y a trop d'employés autour de moi, contraints par leur banque ou leur établissement de «faire du chiffre», sous peine de perdre leur emploi. Ils ne sont pas les seuls à devoir se vendre pour ce motif. Quand j'étais jeune, les vieux de nos hospices venaient, par anticipation, leur cadavre à un institut d'anatomie. De quoi s'offrir quelques litrons de gros rouge avant de passer l'arme à gauche. Aujourd'hui, on n'attend pas cet ultime moment. De leur vivant déjà, des filles et des femmes dans le besoin ou la misère louent leur matrice et mettent leur virginité aux enchères. Par Internet, s'il vous plaît et au plus offrant.

Et Dieu dans ce tourbillon de papiers verts? «Aux abonnés absents!», répondait tristement un homme d'affaires qui se voulait chrétien. Quel désaveu pour l'évangile! Quel défi pour les croyants! Le Fils de l'Homme, quand il viendra, trouvera-t-il encore la foi sur la terre? ●

Guy Musy

## 40 ans de la COTMEC Parole aux jeunes

40 ans d'exil dans le désert avant d'atteindre la terre promise... Si ce chiffre apparaît dans la Bible, c'est qu'il symbolise la durée d'une vie. 40 ans d'exil impliquent donc qu'aucun de ceux qui l'ont entamé n'ont atteint la «Terre promise», cette heureuse fin demeurant le privilège de ceux qui sont nés dans le désert.

Les 40 ans de la COTMEC sont aussi l'occasion de donner la parole aux jeunes, à ceux qui sont «nés dans le désert». Cette célébration implique un regard tourné vers l'avenir qui pose les problèmes: non seulement la «Terre promise» –telle que définie par les combats de la COTMEC–, n'a pas été atteinte, mais la pérennité de son action est fragilisée par la désaffection de militants plus jeunes. Ce constat concerne l'ensemble de l'Eglise: sans entrer dans l'épineux débat de la place de l'Eglise au sein de nos sociétés, il semble évident que certains jeunes préfèrent défendre des valeurs chrétiennes sans pour autant s'associer à l'institution ecclésiastique.

Dans ce contexte, un groupe de jeunes –apparentés non tant à la COTMEC qu'au fond de son combat– souhaite s'arrêter sur le contexte changeant du militantisme et se pencher sur la problématique de l'engagement des jeunes. Le tout dans la perspective des valeurs défendues depuis toujours par la COTMEC: solidarité, défenses des opprimés, lutte contre l'impunité, etc. L'idée n'est pas tant de placer la COTMEC au centre des débats que de s'ouvrir sur des jeunes extérieurs à son action.

Pour ce faire, une table ronde est organisée autour, des questions suivantes:

- Les jeunes s'engagent-ils toujours pour atteindre la «Terre promise»?

- «En dehors de l'Eglise, point de salut...»: comment interpréter la défection des jeunes au sein d'organisations telles que la COTMEC?

- Certaines valeurs comme la solidarité, sont-elles en perte de vitesse ou les nouvelles formes d'engagement des jeunes ne leur donnent-elles pas au contraire un nouveau souffle?

Cette table ronde réunira des «jeunes» aux premières loges de ces évolutions et qui s'engagent, à leur façon, pour atteindre la «Terre promise». Nous avons l'intention de réunir un jeune prêtre, un(e) membre d'une organisation en phase de laïcisation progressive, un(e) militant(e) du milieu associatif genevois, un(e) artiste militant(e). Ceci afin d'avoir l'occasion de confronter divers points de vue sur l'engagement des jeunes aujourd'hui. Elle sera lancée par un membre de la COTMEC à même de décrire les questionnements que suscitent les divers changements occasionnés dans son combat. La participation attendue d'un public intéressé contribuera également à mieux nous situer sur la longue route de nos combats quotidiens pour continuer à viser la «Terre promise». ●

Jonas Pasquier, avec la collaboration de Marco Bournissen, Ruben Casas, Xavier Michel et Nicolas Witschard.

Lieu et date: Maison des associations, le vendredi 21 novembre à 19h.

### Zimbabwe

## Gueule de bois électorale

En avril dernier, nous évoquions l'espoir d'un changement de présidence au Zimbabwe. Espoir ténu, suspendu au résultat d'un scrutin dont la publication était repoussée de semaine en semaine sous des prétextes fallacieux. Alors même que son parti venait de perdre la majorité parlementaire, Mugabe refusait l'idée

d'une défaite. Un mois durant, Morgan Tsvangirai, candidat de l'opposition, parcourut l'Afrique australe à la recherche de soutien. Il obtint une condamnation du bout des lèvres de la part du SADC (communauté pour le développement des Etats d'Afrique australe), où la question provoqua de vifs remous entre les chefs d'Etats de la nouvelle génération et les «anciens».

Lorsqu'ils furent annoncés, les résultats du vote attribuèrent une courte majorité à l'opposition, justifiant la nécessité d'un deuxième tour. Pendant ce temps, la violence s'était invitée sur la scène politique et sociale du Zimbabwe, avec sa cohorte d'intimidations, tortures et exécutions. Les supporters du parti de Tsvangirai furent durement touchés et le candidat dut même chercher refuge auprès de l'ambassade néerlandaise. Après des semaines d'exactions, Tsvangirai annonça son retrait pour mettre un terme à la crise. Dans un contexte absurde (le nom de Tsvangirai figurait toujours sur les bulletins), privé d'opposition, le peuple zimbabwéen dut se plier en masse à un simulacre d'élection d'une démocratie agonisante.

Résultat: Mugabe s'est retrouvé président dépourvu de majorité et de légitimité. Pour débloquer la situation, il se rendit en Afrique du Sud pour participer à des pourparlers de partage de pouvoir, sous la houlette de Mbeki. Les négociations durèrent plusieurs semaines et aboutirent, en septembre dernier, à un accord désignant Tsvangirai premier ministre et prévoyant une distribution des différents ministères entre les deux partis. Aux dernières nouvelles, les deux camps ne sont toujours pas parvenus à s'accorder sur l'attribution des ministères les plus importants. Et le pays n'a toujours pas de gouvernement. Nous y reviendrons. ●

Martyna Olivet

### En marge d'un conflit

## Eternelle Russie

Guy Musy, membre de notre commission, nous raconte dans ce dossier son dernier voyage en Russie. Un témoignage intéressant au moment où nous nous interrogeons sur les relations qu'établit ce pays avec ses voisins.

Je quittai la Russie quelques jours seulement avant l'éclatement du conflit géorgien. Habitué à lire l'histoire de cette nation à travers les lunettes d'un deuxième tour. Pendant ce temps, la violence s'était invitée sur la scène politique et sociale du Zimbabwe, avec sa cohorte d'intimidations, tortures et exécutions. Les supporters du parti de Tsvangirai furent durement touchés et le candidat dut même chercher refuge auprès de l'ambassade néerlandaise. Après des semaines d'exactions, Tsvangirai annonça son retrait pour mettre un terme à la crise. Dans un contexte absurde (le nom de Tsvangirai figurait toujours sur les bulletins), privé d'opposition, le peuple zimbabwéen dut se plier en masse à un simulacre d'élection d'une démocratie agonisante.

Un livre passionnant, publié cette année, fait revivre l'étonnante saga des Romanov<sup>1</sup>, de Pierre le Grand à Nicolas II. Je l'ai lu goulûment après avoir suivi la trace de cette famille à travers ses églises, ses musées, ses forteresses et ses palais, disséminés entre Saint-Pétersbourg, Novgorod et Moscou. Ce ne sont ni Eltsine, ni Poutine qui entreprirent la réhabilitation de ces sites impériaux, dont quelques-uns furent saccagés par l'occupant nazi. Mieux inspirés que les sans-culottes français, les révolutionnaires soviétiques sauvegardèrent la plupart de ces biens nationaux. Leurs successeurs ne purent que mener à terme leur restauration.

### Un empire à deux têtes

D'Ivan le Terrible à Poutine, en passant par Staline et la Grande Catherine, l'idéologie impériale

prévaut et traverse toute l'histoire russe. Un empire à deux têtes, comme l'aigle qui figure sur son blason. L'une résolument tournée vers l'Occident avec Pierre le Grand qui se fit construire sur les bords de la Baltique une capitale aux allures scandinave et néerlandaise, à qui il donna un nom germanique. L'autre regardant vers l'Orient, vers l'Oural, la Russie mystérieuse et l'immense Sibérie. L'une faite de pierre, de marbre et de granit. L'autre d'isbas, de plaines, de forêts et de taïgas sans rivages. L'une résista aux Suédois, aux Polonais, à Napoléon puis aux Allemands. L'autre commença par contenir l'invasion des Tatars et des Mongols avant d'entamer



Vue du Kremlin, Moscou

leur suprématie et d'absorber à petite dose leur territoire. L'une parlait français ou allemand, portait l'uniforme prussien et trouvait ses impératrices entre l'Elbe et le Rhin. L'autre cherchait l'alliance du «Basileus» byzantin, importait ses coupoles dorées, ses icônes, ses chandelles, ses moines, sa grave et polyphonique liturgie. L'une rationnelle, cartésienne, scientifique et quasi protestante. L'autre sentimentale, imprévisible, mystérieuse, immense et profonde comme l'âme slave, sa littérature et sa musique. Moscou, Saint-Pétersbourg, puis de nouveau Moscou: les deux faces du même empire,



tirillé entre la Neva et la muraille de Chine, mais fort du même appétit que seules les mers chaudes sont à même de satisfaire. Au cours des siècles, la grande Russie logna vers le Caucase, la mer Noire et même vers l'océan Indien. La Crimée fut la riviera de ses tsars avant de servir de lieux de cure et de villégiature aux apparatchiks soviétiques. La Géorgie, l'Arménie, les principautés musulmanes du Caucase furent ses protectorats avant de devenir ses provinces. Pourquoi s'étonner que Poutine ne supporte pas que les bâtiments de la marine étoilée croisent devant Sébastopol, conquise de haute lutte par ses devanciers tsaristes? Oncle Sam a-t-il mieux supporté les fusées rouges qui le narguaient naguère dans la mer des Caraïbes?

Continuité dans la discontinuité, sans que jamais le mythe impérial n'ait été contesté ou abandonné. Continuité dans le mode autocratique de gouverner? Sans aucun doute. La Russie éternelle pliait le genou et se signait au passage du tsar. Staline fut son «petit père» et l'immense majorité des russes contemporains se reconnaissent dans la politique conduite par Vladimir Poutine, leur nouveau tsar. Autocratie tatillon mêlé de bureaucratie, de corruption et de surveillance policière. Autocratie récupérant à son usage l'aura et le prestige de l'«invisible», la féerie de la foi et de la liturgie orthodoxes, mais aussi la force d'esprits ténébreux, comme celui de Raspoutine. Pourtant, au cours de cette longue histoire, des milliers et des millions d'opposants, de dissidents, de vieux croyants, de samizdats. Pour les contrer, les mêmes bonnes vieilles métho-

des: l'exil et la déportation au-delà de l'Oural, les goulags, la Loubyanka, les procès factices, la censure, les éliminations silencieuses. A commencer par le meurtre de tsarévitchs commandité ou exécuté par leur propre père, Ivan le Terrible ou Pierre le Grand.

### Une terreur permanente

Depuis 1997, les Editions de l'Olivier font découvrir aux lecteurs francophones un représentant contemporain de cette résistance, aussi éternelle que l'autocratie qui lui fait face. En contrepoint de la saga des Romanov, j'ai lu le dernier roman traduit de Vladimir –encore un Vladimir!– Sorokine<sup>2</sup>, écrivain moscovite sulfureux, pas du tout politiquement correct. L'auteur projette sa ville dans un futur pas trop lointain –2028– et narre en détails parfois amusants, mais le plus souvent scabreux et insoutenables, la journée d'un agent d'un KGB nouvelle mode. Son organisation, l'«opritchnina» a emprunté son nom à une milice spéciale instituée par Ivan le Terrible en 1565 qui exerça une terreur permanente contre les ennemis supposés, réels ou potentiels de ce tsar assurément peu sympathique. Sorokine adopte un genre littéraire «apocalyptique» pour dénoncer par anticipation les travers de la Russie de Poutine. Ainsi, un «mur occidental» hermétiquement fermé et surveillé jour et nuit préserve les russes de toute tentation démocratique. Par contre, à l'Est, la muraille de Chine s'est effondrée et les citoyens de l'Empire du Milieu trafiquent à l'aise dans la sainte Russie. Pour le reste, un climat lourd de corruption, de népotisme, de trafics de drogues, de procédés maffieux, de superstitions, de viols et de meurtres impunis. Le tout à l'abri des cathédrales et béni par les saintes icônes.

Fiction ou prophétie? Calomnies caricaturales et agressives ou dénonciation de crimes avérés? Je me garderai bien de me prononcer. Je n'en ai ni le droit, ni surtout la compétence. Je reste impressionné toutefois par la ligne continue que l'auteur dessine à travers des siècles d'histoire de son pays. Heureusement, la Russie éternelle ne se réduit pas à ce catalogue d'horreurs et de barbaries. Comme partout, l'ivraie se mêle au bon grain, le sublime à l'ignoble. Je préfère choisir quant à moi d'autres témoins de cette histoire à la fois trouble et merveilleuse. Je me propose de relire les «Récits d'un pèlerin russe» et «Les Frères Karamazov» de l'immortel Dostoïevski. ●

Guy Musy

<sup>1</sup> Jean des Cars, La saga des Romanov. De Pierre le Grand à Nicolas II, Plon, Paris 2008. 358 p.

<sup>2</sup> Vladimir Sorokine, Journée d'un opritchnik, traduit du russe par Bertrand Kreise, Ed. de l'Olivier, Paris 2008, 250p.

Hommage

# André Fol 1941-1998

Il y a des mémoriaux faits de pierres et de ciment. Il en est d'autres où l'on vénère des reliques et expose des ossements. Les plus beaux sont les fêtes de famille qui ne se célèbrent pas forcément dans un cimetière, mais tout de même autour d'un... «mort-vivant». C'est ainsi que je comprends la formule «Faites ceci, en mémoire de moi!», répétée à chaque eucharistie. Un programme bien défini: faire maintenant quelque chose, en souvenir de lui et dans sa ligne.

C'est dans cet esprit qu'une très grande famille s'est retrouvée le samedi 11 octobre dans la chapelle catholique du Centre Œcuménique de Meyrin pour faire mémoire d'André Fol, prêtre de Genève, dont les obsèques furent précisément célébrées dans cette église le 15 octobre 1998, voici 10 ans. Une famille recomposée, qui reflétait les divers milieux traversés et illuminés par la présence d'André: paroisse «Sainte Marie du Peuple» (ce lieu n'est pas fortuit), la Commission Tiers-Monde de l'Eglise Catholique de Genève, «Frères sans Frontières» (aujourd'hui : «Echanger»), Atelier Œcuménique de Théologie (AOT), aumônerie de la prison de Champ-Dollon, communautés de base, et même le quotidien *Le Courrier* qui publiait régulièrement ses «Esquisses».

Tranche de vie

Parcours de combattant, couru par un seul homme dans une modeste tranche de sa vie. Parcours réfléchi, surtout dans sa dernière et douloureuse étape, dont André a noté avec lucidité et courage les divers moments.

Son livre «Temps de crise, temps de croire», journal d'un malade, témoigne de son combat quotidien contre la mort et de sa foi sereine qui l'aïda à le soutenir. Parcours de vie dont la trame apparaît avec netteté. André avait choisi d'être présent auprès des «marginiaux de l'intérieur», comme il se plaisait à se définir, auprès des exclus du bien-être, de la liberté, de la théologie politiquement correcte et même auprès des exclus... des sacrements de l'Eglise.

Ceux et celles qui furent ses amis et amies ont rappelé ce qu'ils avaient reçu de lui et ont évoqué ses impulsions et ses initiatives. C'était un «éveilleur», avons-nous entendu, un premier de cordée qui savait le moment venu passer la main à d'autres. Un enregistrement de la RSR, réalisé quelques mois avant sa mort, nous a permis de réentendre la bonne voix d'André, toujours juste, réaliste, imagée, sans que sa souffrance physique, bien réelle mais toujours contenue, n'ait pu altérer son humour et même sa bonne humeur. J'ai perçu moi-même cette voix d'outre-tombe comme un témoignage bouleversant de la foi et de l'espérance d'un prêtre catholique qui, malgré les contradictions et les controverses du moment, n'a jamais voulu quitter le navire sur lequel il se trouvait embarqué depuis son baptême. Même si, à la fin de sa vie, il jugeait dérisoire de partir en guerre contre des moulins à vent qui de toutes façons s'écrouleraient d'eux-mêmes avec le temps. Proche de la mort, André avait mieux à faire. Il regardait intensément la porte entrouverte d'un merveilleux jardin où il allait enfin découvrir le meilleur côté des choses.

Chantiers en héritage

Et maintenant, que nous reste-t-il à «faire», en mémoire de lui? Les chantiers où travaillait André sont encore très large



ment ouverts. On en a évoqué quelques-uns. Quel sera l'avenir des communautés privées de prêtres pour célébrer l'eucharistie? Qui s'engagera dans le dialogue œcuménique, relayé de nos jours par la rencontre entre les cultures et les religions? Qui fera entendre la voix des exclus dans les instances qui décident arbitrairement de leur sort? Qui trouvera les mots justes pour traduire l'évangile aux mal croyants et aux indifférents? Même si les crânes dégarnis et les cheveux blancs prédominaient, notre assemblée n'avait pourtant rien d'une assise d'anciens combattants. Beaucoup sont encore au front et en première ligne. Mais d'où viendra la relève? «Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir?». Nous aurions aimé que les autorités de notre Eglise fussent présentes pour nous le dire et surtout nous aurions souhaité que de plus jeunes se lèvent pour reprendre le flambeau. Mais, au fait, la nouvelle génération a-t-elle entendu parler d'André Fol? Il était donc urgent de célébrer sa mémoire. ●

Guy Musy

## Abonnements 2009 N'oubliez pas de renouveler votre abonnement. MERCI!

Agenda

- Table ronde
  - Les Droits Humains en débat, le vendredi 12 décembre à 20h; la salle paroissiale de St-Paul à Genève (Parking sur place) Avec la participation de
    - Eric Sottas, secrétaire général de l'Organisation mondiale contre la torture; Alessandra Aula, du Bureau international catholique de l'enfance, Paul Grossrieder, ancien directeur du CICR et Olivier Poquillon.

JAB  
1200 Genève 2  
Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique  
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève  
tel.: 022 708 00 78, fax 022 708 00 79  
info@cotmec.ch  
www.cotmec.ch  
CCP: 12-2151-1  
Rédactrice responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara, Ge  
Maquette: Pascale Castella

## Brève Brésil: Syngenta jette l'éponge

La multinationale suisse Syngenta, spécialiste des produits phytosanitaires et des semences, annonce la donation d'un domaine de 123 hectares, situé dans l'État brésilien du Paraná, à l'Institut agronomique de cet État. Une donation «dans la ligne de l'engagement de Syngenta d'appuyer le développement des communautés rurales grâce à la recherche et la technologie», déclare la multinationale sur son site Internet (www.syngenta.com).

L'hebdomadaire brésilien *Brasil de Fato* (16-22 octobre 2008) communique également la nouvelle, mais en ajoutant que cette donation intervient après deux ans et demi de lutte des «mouvements sociaux» contre des «expériences illégales de maïs et de soja transgéniques» à proximité du parc national d'Iguaçu. Une lutte qui a pris une tournure dramatique le 21 octobre 2007, quand une quarantaine de membres d'une milice contractée par la multinationale ont attaqué un groupe de 150 travailleurs ruraux revenus occuper le domaine. «Keno», militant de Via Campesina et du Mouvement des Sans Terre (MST), a été tué et d'autres occupants blessés dans l'opération. L'un des assaillants a également été tué. Le secrétaire à l'agriculture de l'État du Paraná, Valter Bianchini, a salué la victoire des mouvements sociaux comme une «avancée vers une agriculture non seulement préoccupée par la productivité, mais par l'inclusion sociale et écologique». ●

Michel Bavarel

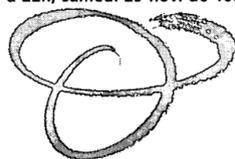


## Exposition Un ticket de caisse est un bulletin de vote

Comme les marchés financiers, les citoyens-consommateurs sont appelés à voter tous les jours. Comment? Simplement en sélectionnant tel ou tel objet de distribution dont le choix est rarement innocent. Partant du principe qu'acheter un produit revient, en quelques sortes, à «voter» pour lui, huit associations-dont la COTMEC-, se sont réunies pour monter une exposition intitulée «Un ticket de caisse est un bulletin de vote» qui se tiendra à Genève les 28 et 29 novembre prochain. Destinée à un large public, cette manifestation souhaite donner quelques clefs pour aider à discerner les raisons qui pourraient nous pousser à encourager la consommation d'un produit, voire, au contraire, à la dissuader. L'exposition donnera aussi l'occasion de revoir des films illustrant différentes facettes et implications de la consommation comme «Le marché de la faim», «CO2: demain j'arrête» ou encore un documentaire sur la campagne produits dans la dignité. ●

Martyna Olivet

Lieu et date: Point Favre, place favre Avenue F.-A. Grison, vendredi 28 nov. de 17 à 22h, samedi 29 nov. de 10h à 22h



éclairage

## Il n'est pas ici!

Que des moines en furie s'arrachent la barbichette et se crépent le chignon n'a rien pour nous surprendre. Mais que cette bagarre se passe de nos jours dans l'église du Saint-Sépulcre de Jérusalem, haut lieu de chrétienté dont la sauvegarde déclencha les croisades, voilà qui dépasse l'entendement! Encore heureux que les Coptes et les Franciscains, autres squatters du saint lieu, n'aient pas aussi fait usage de leurs arguments frappants. Cette fois-ci, les moines arméniens et les popes orthodoxes suffisaient à créer ce joyeux spectacle. Retransmis avec délectation, faut-il le dire, par les téléviseurs du monde entier. «Ad ridendos infideles!» Oui, à faire rire les «infidèles» qui n'avaient pas besoin de ce pugilat pour conforter leur incroyance.



Mais à quelque chose malheur est bon! Ces saints hommes avaient sans doute perdu le souvenir de la parole du Christ prononcée ici même voici plus de 2000 ans. Leurs frasques nous donnent l'occasion de la rappeler: «Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font!» Ils ne savent pas non plus qui ils sont. Et puis, quelle aubaine pour la rencontre entre les religions! Il a fallu des policiers israéliens musclés pour séparer les frères chrétiens. Et depuis deux siècles, ce sont des musulmans qui ouvrent et ferment les portes de la basilique. On ne saurait déceimment confier à des hommes d'Eglise

la conciergerie du Saint-Sépulcre!  
Mais ce n'est qu'une tombe, après tout. Et vide, de surcroît! Sur le fronton de l'édicule qui la surplombe, on lit cette inscription: «Il n'est pas ici. Il est ressuscité!» On s'en doutait déjà. Et voilà que les pieux gardiens du temple viennent d'en donner une brillante confirmation. Merci, mes révérends! ●  
Guy Musy

édito

## Anatomie d'une crise

Je me plais à imaginer la main invisible du marché tapant sur l'épaule de ses complices pour se féliciter de l'action mondiale de sauvetage qu'elle a initiée. Il faut dire qu'elle n'a pas ménagé ses efforts pour qu'on se rende au chevet de son précieux patient. Depuis des mois, elle vivotaït les doigts rivés au pouls d'une finance emballée quand, enfin, lui vint un éclair de lucidité. Le moment était opportun pour se rappeler au bon souvenir du corps étatique auquel, somme toute, toute main est rattachée. Histoire de lui inspecter les poches, ce qui peut se révéler une belle pioche. Pensez donc: de chaque côté de la Manche et même au-delà, des milliards de billets verts serviront de matière première pour transfuser le corps malade du système bancaire planétaire. Mieux encore, le protocole prévoit une dialyse retirant à grands frais de la circulation le plus possible d'actifs toxiques menaçant d'asphyxie organes et compagnie.

Si l'opération se révèle un succès, il est fort à craindre qu'en l'absence d'un changement de régime son effet soit de courte durée. Tant il est vrai que l'on guérit difficilement du virus de la cupidité. Ainsi, il est urgent d'appliquer de nouveaux traitements pour remettre sur pieds notre grand convalescent. Sa rechute jetterait à terre des pans entiers de notre économie. Sans que personne ne soit en mesure de contenir l'hémorragie. ●

Martyna Olivet

1. Voir les pistes d'actions proposées par ATTAC «Fermions les casinos de la finance» et celles de BankTrack dans «Bank to the future», www.banktrack.org

## Crise financière Une aubaine pour l'environnement?

Il y a seulement quelques mois: nouveau record du nombre de passagers à Cointrin, youpi! Ventes de voitures en hausse, youpi! Afflux de touristes, youpi! Croissance des exportations, youpi! La croissance réjouissait le bon peuple qui ne faisait pas trop le rapprochement avec le réchauffement climatique et d'autres souffrances de la planète. Aïe!

Surgit la crise financière. «Peut-être une aubaine pour l'environnement?» titre l'Agence France Presse (AFP). «La baisse du trafic routier, aérien ou maritime liée au recul de la consommation et des investissements se traduit en effet par une réduction des émissions de gaz à effet de serre», souligne-t-elle.

Est-ce aussi une aubaine pour l'humanité? Sans doute, si... Et là, il faudrait aligner une flopée de «si». Si l'on préserve les plus démunis, d'ici et d'ailleurs, des effets de la crise. Si l'on évite la hausse du chômage. Si l'on ne coupe pas dans les crédits sociaux et environnementaux. Si l'on accorde une priorité aux économies d'énergie, à l'éolien, au solaire, etc. Si l'on réduit les inégalités au lieu de les creuser. Si, si, si...

«La crise financière est une fantastique occasion de repenser notre modèle économique», affirme un spécialiste britannique du développement durable cité par l'AFP. Repenser, réformer, changer... Certains s'y sont déjà attelés, adoptant un mode de vie sobre et convivial, ébauchant une «économie sociale et solidaire»... Le chantier est ouvert, on manque de bras! ●

Michel Bavarel

## Forum ATTAC Ouvrons la boîte noire

Les 8 et 9 novembre dernier, ATTAC organisait un forum intitulé «Finance sans conscience: évasion fiscale, crises financières». L'occasion d'analyser, avec des experts suisses et internationaux, les effets pervers d'un certain type de finance et de dégager des pistes d'action.

«Ouvrons la boîte noire de la finance pour ne pas en rester aux cris d'indignation qui, bien que justifiés, restent peu productifs». Voici, en résumé, la proposition de l'économiste français Frédéric Lordon, présent pour le lancement de son ouvrage *Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières*. En effet, «les choses peuvent être défaites à condition de savoir comment elles ont été faites». Et ce «comment», exposé par les analystes des vicissitudes de l'économie de marché conviés par ATTAC, a souvent laissé pantois les participants.

### Finance prédatrice

Opérations hors-bilan, sociétés écrans déguisées en fonds de charité, vente de titres frauduleux... Autant de malversations qui sont apparues comme des pratiques «connues et courantes» dans un milieu où l'autorégulation et la confiance sont de mise. C'est aux financiers, et non à leurs détracteurs, que l'on doit des termes aussi poétiques que «vente à découvert nue» pouvant entraîner une «fatale spirale de la mort». Autant dire que les entreprises victimes de ce genre de procédures ne s'en relèvent pas. En Europe comme aux Etats-Unis, des faillites retentissantes révèlent comment une certaine finance prédatrice contribue à ruiner les acteurs de l'économie

réelle, s'enrichissant même des dépôts de bilan. Le plus étonnant étant encore une quasi-impunité. Une constante dans les affaires évoquées: le recours massif aux paradis fiscaux qui, en ajoutant de l'opacité dans le système, a contribué à péjorer la crise actuelle.

### Où agir?

Place aux pistes d'action! Tel était le mot d'ordre des tables rondes des deux journées. Malgré l'indéniable complexité des mécanismes présentés, il est possible de pointer du doigt quelques rouages clefs qu'il s'agirait de gripper. L'interdiction, en bourse, des ventes à découverts a été évoquée. Tout comme la mise au ban du recours aux paradis fiscaux. Une utopie? Peut-être pas si l'on regarde du côté des Etats-Unis qui semblent décidés à neutraliser cette nuisance par voie juridique. Sur ce sujet sensible, «la manière de faire a toujours existé, contrairement à la volonté politique», souligne le chercheur Ronen Palan auteur d'un ouvrage sur le sujet. Mais, le Forum a surtout dégagé le nécessité de commencer par «balayer devant sa porte». Agir en Suisse où l'on assiste à l'élaboration d'un véritable «coup financier», pour reprendre les propos d'Andreas Missbach de la Déclaration de Berne à propos du plan de sauvetage de l'UBS. Un plan échaudé hors de tout débat démocratique, par des protagonistes proches de la banque, et dont les modalités font porter l'ensemble du risque à la collectivité. En procédant ainsi, la Suisse semble s'engager sur une voie que nul autre pays ne va suivre... Ce qui ne n'est pas de bonne augure. Sauver les grandes banques est nécessaire, tout le monde est d'accord, mais «pour la dernière fois» et sûrement pas «sans conditions». Là aussi, le chantier est ouvert et il est urgent! ●

Martyna Olivet

## Echos du terrain

# VIH-Sida en Bolivie: une ONG locale reconnue pour son travail de sensibilisation

Nous avons rencontré Edgar Valdez, médecin bolivien et Anne Saudan, infirmière suisse, engagés depuis plus de dix ans dans la région de Cochabamba(1). Ils ont créé l'Institut pour le Développement Humain (IDH), qui mène un travail novateur et reconnu de prévention dans le domaine du VIH-Sida.

### 1. Le Sida est-il toujours invisible en Bolivie?

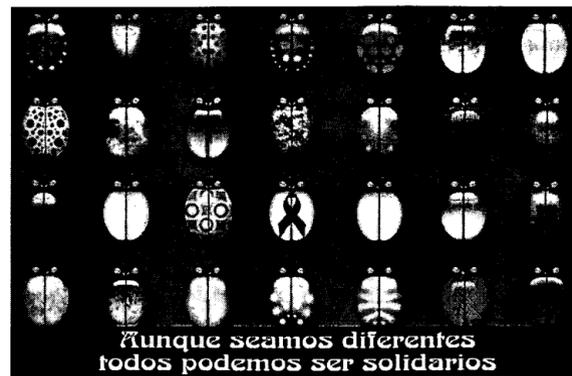
Contrairement à ce que nous écrivions en 2000, le SIDA n'est plus un sujet tabou en Bolivie. Une campagne de sensibilisation, lancée par le gouvernement, a encouragé le public à faire le test HIV. De plus, différentes mesures ont été prises contre la discrimination envers les personnes séropositives et celles atteintes du sida, et les malades ont aujourd'hui accès gratuitement aux antirétroviraux. Pour les trithérapies, deux médicaments sur trois sont fournis par le Brésil dans le cadre d'un accord de coopération bilatérale et le 3ème est financé par le Fonds Mondial (?).

Enfin, les médecins et le personnel de santé sont aujourd'hui mieux formés et recommandent plus facilement à leurs patients de faire le test. Auparavant, quand il n'y avait pas de médicaments à disposition, la position du soignant était délicate: comment convaincre un patient d'aller faire le test alors qu'on n'avait rien à lui offrir s'il s'avérait positif?

Une des conséquences de cette évolution est, bien entendu, que le nombre de personnes séropositives répertoriées par le Ministère de la Santé a beaucoup augmenté. Pour nous, c'est un aspect positif, car il y avait une sous-notification importante. Cela ne veut donc pas dire que la situation s'est aggravée, mais qu'on est plus près de la réalité. Les chiffres dont on disposait autrefois ne représentaient que la pointe de l'iceberg.

### 2. Le SIDA dans une société où prédomine la discrimination

Le SIDA est un élément révélateur de l'état actuel de la société bolivienne. On se trouve dans un contexte où la discrimination ambiante est très forte: envers les Indiens, les femmes, les pauvres et les malades du SIDA. L'attitude de rejet est prédominante. Par ailleurs, beaucoup de lois existent, mais ne sont pas appliquées et il y a une absence de sen-



Légende: bien que nous soyons différents, nous pouvons être solidaires

sibilité au bien commun. Les valeurs communautaires qui prévalent dans la culture indigène sont en train de disparaître dans les centres urbains et on glisse vers un individualisme forcené, où prime la loi du plus fort.

Notre objectif, dans ce contexte, est de mettre en place un autre système de valeurs et de promouvoir un autre discours: on peut être solidaire, même si on est différent. Le respect, la réciprocité et la solidarité sont possibles dans notre société.

### 3. Un travail de sensibilisation dans les écoles

Le cœur de notre travail est la sensibilisation dans les écoles, mais aussi dans l'armée et auprès du personnel de santé. Nous sommes présents dans les écoles depuis 2004. Avant, on parlait des organes génitaux pendant les cours de biologie, mais pas de la sexualité. Le SIDA est une opportunité pour le faire. Pour éviter de déstabiliser les enseignants, nous avons élaboré une méthodologie pour la sensibilisation dans les classes et pour leur montrer comment aborder le sujet.

Au départ, nous allions nous-mêmes dans les écoles à la demande de quelques enseignants, puis de quelques directeurs. Aujourd'hui, nous avons élaboré une méthode pour les enseignants et nous les formons pendant deux jours. Ensuite, nous proposons un suivi pour ceux qui veulent l'appliquer en classe (c'est le cas de près de 90% d'entre eux), et nous sommes présents lors des premières leçons. L'IDH a donc privilégié une approche qualitative. Plus de 1000 enseignants de tout le pays, surtout des grands centres urbains, ont été formés. Et ceux-ci ont sensibilisé près de 50'000 élèves d'écoles secondaires. Il s'agit d'une approche transversale, c'est-à-dire que les enseignants de toutes les disciplines peuvent aborder le sujet dans leur classe et le contenu touche des questions comme les droits

humains, la sexualité, les facteurs socioculturels qui favorisent le risque, la consommation d'alcool et le machisme.

### 4. L'importance du plaidoyer

Aujourd'hui, les malades du SIDA sont organisés en association au niveau national et sont représentés auprès du Ministère de la Santé. La plupart des acteurs engagés dans la lutte contre le SIDA, notamment le Fonds Mondial, exigent aujourd'hui que les malades du SIDA soient impliqués dans la définition des politiques de santé qui les concernent.

De notre côté, nous menons des campagnes publiques de prévention auprès de l'ensemble de la population. On y parle de l'importance du test, de l'utilisation du préservatif, mais aussi du rôle de valeurs comme le respect et la responsabilité dans les relations entre partenaires.

### 5. Le contexte politique bolivien

Notre rôle à l'IDH, comme ONG active dans le domaine de la santé, est d'appuyer l'Etat dans son rôle de service public et de servir de référent dans le domaine de la lutte contre le SIDA. Ceci, car l'IDH a une expérience reconnue dans ce domaine. En ce qui concerne la santé publique, on espérait trouver des interlocuteurs possédant de meilleures capacités dans les postes à responsabilité. Dans de nombreux cas, on a reproduit la logique du copinage et de l'alliance politique caractéristiques des régimes précédents.

Plus globalement, nous pensons que la Bolivie est à un moment de son histoire où il est crucial que les institutions démocratiques soient renforcées et non pas affaiblies. Le souci du respect des droits humains et du dialogue social doit exister de la part de tous les acteurs politiques (2).

### 6. Les liens avec l'Eglise bolivienne

La collaboration entre l'IDH et l'Eglise a toujours existé; il faut dire qu'en ce qui concerne la prévention du SIDA, l'Eglise bolivienne a une approche très pragmatique et peu dogmatique. Nous avons réalisé des formations dans presque toutes les écoles catholiques de Cochabamba. L'Eglise catholique a également participé à la rencontre œcuménique des leaders religieux d'Amérique latine «en réponse au SIDA», qui a eu lieu en avril de cette année à Cochabamba (voir encadré ci-après). ●

Propos recueillis par Virginie Estier dos Santos

1. Anne et Edgar sont soutenus par E-Changeur. L'ONG IDH-Suisse (Contact: Catherine Marti, tel. 022/ 300 06 39) soutient les activités de IDH-Bolivie et reçoit l'appui du canton de Genève.

2. L'interview a eu lieu au mois d'août, soit avant les événements tragiques du 11 septembre de cette année en Bolivie.

## Déclaration de Cochabamba:

### Un engagement œcuménique pour les malades du VIH-SIDA en Amérique latine

En avril de cette année, plusieurs personnalités de différentes églises d'Amérique latine, qui sont engagées auprès de personnes atteintes du sida, se sont retrouvées à Cochabamba pour partager sur la réalité que vivent les personnes qu'elles accompagnent et sur leurs pratiques.

A la demande de Christian Aid, une organisation d'entraide anglaise, l'IDH a organisé la rencontre qui a réuni une trentaine de représentants des églises catholique, luthérienne, méthodiste, évangélique pentecôtiste et de l'Armée du Salut. Originaires de différents pays d'Amérique latine (Chili, Bolivie, Brésil, Pérou, Equateur, Venezuela), ceux-ci se sont retrouvés pendant plusieurs jours, afin de partager leurs réflexions et leurs plans d'action. En conclusion, ils ont publié une déclaration qui exprime leur souci d'accueillir de manière inconditionnelle au sein des communautés chrétiennes toutes les personnes qui vivent avec le virus et qui sont atteintes du sida.

En préambule, les participants reconnaissent que le silence des églises sur la problématique du VIH-Sida a contribué non seulement à la diffusion du virus, mais également à la stigmatisation des victimes de la pandémie. Cherchant dès lors à rompre le silence, ils affirment leur désir de construire une pastorale centrée sur la personne et non sur la maladie.

«Nous nous engageons à réaliser dans nos communautés une relecture de l'Evangile qui nous permette de construire un message prophétique et libérateur, de miséricorde et d'inclusion, de solidarité et de justice...

...à rompre les barrières institutionnelles, intellectuelles, théologiques et sociales, afin de créer des espaces d'inclusion, où ne subsistent ni discrimination, ni stigmatisation, ni aucun préjugé...

...à mener des actions auprès des personnes atteintes du virus, qui ne soient ni assistentialistes, ni paternalistes, et qui respectent la liberté des personnes, ainsi que leur droit à être des protagonistes de leur existence... »

Extrait de la déclaration de Cochabamba, 30 avril 2008

Le texte intégral de la déclaration est disponible à l'adresse suivante: [www.vihsolidariosencristo.org](http://www.vihsolidariosencristo.org)

## Parole aux jeunes

# Engagement: changement d'époque

Dans le cadre des manifestations du quarantième anniversaire de la COTMEC, nous avons donné le bâton de la parole à des jeunes «nés dans le désert», comme le soulignait malicieusement Roland Pasquier, lors de son introduction à la table ronde. Nous souhaitons évoquer avec eux leurs lieux et motivations d'engagement pour comprendre, entre autres, les difficultés de relève que connaissent les institutions nées de mouvements d'Eglise. Des esquisses de réponses et un échange nourri en a découlé.

La rédaction

L'engagement est un mot complexe, aux ramifications infinies, un de ces mots que l'on peut vendre et acheter à toutes les sauces. Le débat semblait d'avance tenir de la gageure, devoir s'enliser dans les marais bourbeux de l'intellectualisme à tous crins. En dépit de tout cela, vendredi dernier, malgré des positions divergentes sur la religion et l'engagement, les participants à la table ronde ont relevé le défi.

### Quatre parcours, quatre engagements

Elle s'exprime avec un sourire dans la voix, ses cheveux fous autour de la tête. Elle parle de rébellion, du chaos d'ethnies, de cultures, de la multiplicité de ses racines. Il est sérieux derrière ses lunettes professorales, les mains jointes, le regard direct. Il transmet son amour de Dieu, sa foi, ses principes. Elle explique sim-

plement la distance prise avec son Eglise, le sens qu'elle donne à l'engagement. Il relate, sans fausse humilité, son parcours, de l'engagement catholique à l'engagement politique. Quatre parcours, quatre engagements fort différents.

Pourtant, derrière chacun des quatre regards, la volonté d'aller de l'avant, la volonté de changer les choses, de se battre contre des systèmes imparfaits. Parfois, la foi comme pilier, parfois certaines convictions personnelles, presque toujours des questions, dont les réponses se cachent derrière l'engagement.

À travers ces quatre parcours, à travers leurs différents filtres, essayer de percevoir ce qui les lie et non ce qui les sépare, seule la condition à une table ouverte, car ce qui les sépare est parfois assez viscéral. En effet, Dieu et l'Eglise pour certains, tandis que pour d'autres les mouvements politiques, sont la seule voie. Ce qui les unit: la volonté de changement, des interrogations sur soi, des interrogations sur le monde. Au fil de ces quelques heures traversées ensemble, le sujet a été étiré, inspecté, diagnostiqué, parfois confondu avec d'autres. Il était vaste et divers, le sujet.

### Passage de flambeau?

L'engagement est-il l'apanage des jeunes? Ont-ils repris le flambeau? S'il fallait répondre après cette soirée-là, à n'en pas croire, ce serait un oui pensif qui serait sans doute prononcé, après une minute de réflexion. Pourquoi pas un oui crié à pleins poumons? Peut-être parce que les temps ont changé. Peut-être parce que le temps n'est plus aux combats menés en suivant une voie, mais bien en suivant des sentiers dont chacun doit découvrir l'existence, seul, dans le secret de sa définition de l'engagement. On pourrait considérer cela comme du tourisme social mais aussi peut-être, et surtout comme une recherche personnelle, dans un

monde inondé de croyances et de voies. Intelligence, Inter légère, qui peut être lu comme «choisir entre».

Sans doute est-ce là la meilleure définition de l'intelligence et le remède au mal qui bourgeoonne en ce début de siècle, à savoir l'excès. Pourtant, si certains, ce soir-là, intervenants ou auditeurs, se sont reconnus dans cette recherche personnelle, d'autres non, ce qui est en soi un choix conscient.

Toutefois, cela ne concerne que des aspects de l'engagement et non pas le fait de s'engager.

### Sujet historique pluriel

Certaines voix ce soir-là se sont élevées pour exprimer l'engagement comme recherche de soi, d'autres comme don de soi. Mais toutes, peut-être sans le réaliser, avaient en commun la notion de responsabilité. La responsabilité face au monde, face aux abus, face à l'inertie. La responsabilité comme valeur cardinale, et la prise de conscience progressive comme chemin vers l'engagement. C'est là sans doute un véritable message d'espoir, celui de cette époque de nuances et de flou. Nous ne pouvons plus nous construire contre un courant politique, contre une vision du monde en en adoptant une autre, car ces grands modèles ont éclaté, pour laisser place à une myriade de concepts qui ne s'opposent plus forcément, qui peuvent être regardés indépendamment les uns des autres. Il n'y a plus une voie, mais chacun a la sienne. La réponse ne viendra pas d'une institution, d'un chemin, d'un courant, mais de chacun d'eux.

Il n'y a plus de droite, de gauche, de chrétiens, de musulmans, de hippies, plus D'Elois, ni de Morlocks. Il y a ceux qui ferment les yeux sur le monde et les autres, mais aussi ceux qui les ouvrent et s'engagent.●

Ruben Casas  
Marco Bournissen

## Abonnements 2009

### Merci à ceux qui ont déjà payé leur abonnement 2009!

Et pour répondre aux nombreux coups de fil, le montant de l'abonnement (CHF 25.- par an) figurera désormais sur les BVR.●

La rédaction

## Calendrier zapatiste

«Zapata vit! La lutte continue!»

Le calendrier zapatiste 2009, en édition multilingue, nous montre des images du peuple mexicain en lutte.

Et comme le dit si bien le sous-commandant Marcos: «Les solutions, comme tout le reste dans ce monde, se construisent du bas vers le haut.»

## Agenda latino-américain 2009

### «Vers un socialisme nouveau: l'Utopie continue»

L'agenda latino-américain est le produit du travail solidaire et non-lucratif d'une foule de personnes unies dans le but de transmettre les luttes et l'esérance des peuples latino-américains. Chaque année, une thématique -cette année l'Utopie socialiste- sert de fil conducteur pour la réflexion et l'action.

Depuis des années, nous expérimentons amèrement l'iniquité du système homicide et écocide qu'est le capitalisme, à présent néolibéral et global. Cependant, il est nécessaire de tirer les leçons données par l'histoire pour ne pas tomber dans le conformisme et vivre aujourd'hui, localement et globalement, l'Utopie toujours nouvelle. Nous sommes les ouvriers de l'Utopie. Personne ne naît socialiste, le socialiste se construit. Il y a des valeurs de référence qui sont les piliers du socialisme nouveau: la dignité humaine, l'égalité sociale, la liberté, la participation, le droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à un logement, au travail et à une écologie intégrale. Selon Frei Betto: «Il n'existe pas de structure socialiste qui produise, par un effet mécanique, des personnes de nature généreuse, ouvertes au partage, si l'on n'adopte pas une pédagogie capable de promouvoir en permanence une émulation morale, capable de faire du socialisme le nom politique de l'amour.»●

Wilma Jung

Les deux publications sont à commander auprès de la Librairie latino-américaine «Nueva Utopía» Tél.: 026 322 64 61/ Courriel: commandes@nueva-utopia.ch

## Publication

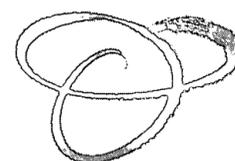
### Les clandestins de ma grand-mère

Luisito, Rosalita, Ricardo et Javier sont originaires de la même province de Colombie. Tous ont vécu le terrible tremblement de terre d'Armenia en 1999, qui a fait près de 2000 victimes. Cette catastrophe a mis à terre leur maison, leur petit commerce et leurs projets de vie. L'un après l'autre, ils vont se retrouver à Genève, chez une vieille dame entêtée. Celle-ci, malgré les conseils de ses enfants et petits-enfants, a décidé de retourner vivre chez elle en sortant de l'hôpital, malgré une sérieuse fracture qui la handicape fortement.

Le récit, oscillant entre la Colombie et la Suisse, raconte les liens tissés entre notre grand-mère suisse et ses garde-malades colombiens, qui vont se succéder dans son appartement. Leur vie en Colombie, leur vie à Genève et une relation faite de chaleur et de malentendus. C'est la petite-fille qui raconte leur histoire: autour d'une rituelle tarte au fromage qu'elle confectionne pour sa grand-mère à chacune de ses visites, elle nous dévoile cet univers particulier et attachant. Une évocation pleine d'humour et de tendresse de la conditions des sans-papiers employés dans le secteur de l'économie domestique.●

Virginie Estier dos Santos

Djemâa Chraïti  
Les clandestins de ma grand-mère  
Editions 11/18, Genève, 2008



n°304 / décembre 2008 / Genève

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

## éclairage

### Bulles de savon!

Petit matin frisquet sur le quai Gustave Ador. Le soleil de décembre peine à le réchauffer. Mais au loin, les cimes jurassiennes enneigées éclatent dans la lumière. Carte postale pour touristes pressés. Emmittouflé jusqu'au cou, un petit bout de chou tente de courir vers sa mère accroupie deux pas devant lui. Il rit aux éclats, les yeux éblouis par des bulles de savon propulsées par sa maman. Des roses, des bleues, des jaunes, féerie magique qui à peine éclose s'évanouit dans l'air vif.



A trois semaines de Noël, je rêve. La belle histoire qu'une fois de plus je vais narrer au coup de minuit le 24 décembre n'est-elle pas aussi éphémère que ces bulles de savon? Elles durent juste assez pour allumer un feu de paille sur la frimousse ébahie d'un enfant. Des bleues, des dorées, des vertes... Trois petits tours, et puis s'en vont!

Quelques pas le long du lac et remonte en moi le souvenir de ce jeune homme qui deux jours plus tôt rendait un hommage public à sa grand-mère au jour de ses obsèques: «Mamie, je n'oublierai jamais ces moments merveilleux où sur la plage tu me berçais pendant ma sieste, me lisant et me relisant les fabuleuses histoires sorties tout droit de ta Bible». Autant de bulles de savon, pensais-je en moi-même, mécréant que j'étais!

Guy Musy

## édito

### Oser l'espérance

Notre journée de réflexion et de débat du 22 novembre dernier a tenu ses promesses. Celles de donner l'occasion à de nombreux membres de la «famille de pensée» de la COTMEC de se rencontrer et se ressourcer, portés par les interventions de nos trois invités venus de Belgique: François Houtart, Thierry Verhelst et Ignace Berten. En ces temps de morosité, non seulement saisonnière mais également conjoncturelle, beaucoup ont relevé la force mobilisatrice des discours porteurs de sens et qui «osent l'a priori de l'espérance». Nous avons eu, tout à tour, l'occasion de prendre un peu de hauteur historique par rapport à un projet de société comme la création de l'union européenne; d'explorer à l'aide d'exemples issus du terrain l'interconnexion des crises existantes (financière, écologique et sociale) ou encore d'appréhender des mutations culturelles dont nous sommes, pour une part, des acteurs inconscients. En bref, l'occasion nous a été donnée de partager des clefs d'analyse d'un monde qu'il faut continuer à décrire, une partie de la « bataille se gagnant dans le discours », faute de pouvoir le changer avec l'immédiateté souhaitée. D'évoquer à plusieurs des pistes d'action –nous y reviendrons à l'occasion d'un supplément– qui invitent à continuer le chemin, déjà bien entamé, menant à la traduction concrète de nos idéaux et de nos utopies. Afin d'oser le pari de faire de ce temps de crise un temps de chance en nous joignant à ceux qui, de tout temps, continuent de croire que l'impossible peut être possible.●

Martyna Olivet

## Crise alimentaire Faire face au défi mondial de l'alimentation

En lien avec le thème de la Campagne de Carême sur le droit à l'alimentation, Pain pour le Prochain a participé à l'organisation d'un séminaire consacré aux enjeux de la crise alimentaire. A l'invitation de « l'Observatoire du Commerce », des organisations paysannes et des ONGs de tous les continents se sont retrouvées, fin novembre, au Conseil Œcuménique des Eglises, à Genève, afin de partager leurs expériences et de se former aux enjeux du commerce mondial des produits agricoles.

Un des moments forts de cette rencontre de trois jours a été la table-ronde réunissant des acteurs importants du monde multilatéral (Nations Unies et OMC), concernés par ce qu'on appelle le "food system" (le "système" alimentaire).

### Un produit alimentaire est-il une marchandise?

Le directeur de l'OMC, Pascal Lamy, a défendu la position selon laquelle le commerce international est essentiel pour favoriser l'accès aux ressources alimentaires. Comme il le fait souvent, il a cité le cas du Yémen, pays pour lequel atteindre l'autosuffisance alimentaire est impossible. Il a rappelé également que les produits alimentaires (matières premières et produits finis) représentent une part importante du marché mondial. Par ailleurs, il reconnaît qu'il existe un débat entre ceux qui considèrent que l'agriculture a ses propres spécificités et ceux qui traitent les produits agricoles comme toute autre marchandise. Cependant, un certain nombre de règles à

l'OMC tiennent compte, selon lui, de cette spécificité, et ces règles sont particulièrement importantes pour les pays les plus pauvres. Pascal Lamy a rappelé que bien des pays africains abaissent leurs barrières douanières au-delà des exigences de l'OMC, se soumettant notamment aux injonctions d'autres institutions internationales ou d'accords bilatéraux. Il a même appelé les représentants de certains pays d'Afrique à faire pression sur leur gouvernement afin que celui-ci évite de mettre en danger l'agriculture locale...

### Repenser le «food system»

On a ensuite entendu David Nabarro, du Groupe d'Action de Haut Niveau (GAHN) sur la crise alimentaire. Cette task force, qui regroupe la plupart des agences des Nations Unies, ainsi que l'OMC et le FMI, a été mise en place en avril de cette année en réponse à cette crise. Son rôle: concevoir et mettre en place un Cadre Global (CGA) qui coordonne les actions. Il ne s'agit pas seulement d'intervenir contre la malnutrition sur le plan humanitaire, mais aussi de soutenir la petite agriculture, les marchés alimentaires locaux et régionaux et d'agir de façon concertée au niveau du commerce mondial.

Selon le représentant du GAHN, des centaines de millions de personnes sont aujourd'hui très vulnérables quant à leur accès à l'alimentation, mais aussi à l'eau et aux services de santé. Face à la gravité de la situation, il devient urgent de repenser le « food system ». Si l'on a pu constater, avant la récente crise alimentaire, que la réduction globale des prix agricoles n'avait pas bénéficié aux pauvres des pays pauvres, ceux-ci sont aujourd'hui encore plus fragilisés par la grande volatilité des prix.

### Le monde «obstiné» de la réalité

Selon Oliver de Schutter, le droit à l'alimentation est un but,

alors que le commerce mondial n'est qu'un moyen d'y parvenir. Pour celui qui a succédé à Jean Ziegler comme rapporteur spécial auprès des Nations Unies sur cette question, il faut distinguer le monde des modèles économiques et le monde "obstiné" de la réalité. La libéralisation des marchés n'est pas une réponse pour garantir le droit à l'alimentation, et ceci pour au moins cinq raisons: 1) le libre marché intensifie la volatilité des prix; 2) il a tendance à exacerber la dualité du système agricole entre petits et gros producteurs, en favorisant ces derniers; 3) la libéralisation augmente le pouvoir des acteurs intermédiaires, au détriment des agriculteurs et des consommateurs; 4) elle met à mal la viabilité de l'agriculture familiale dans la majeure partie du monde; 5) en facilitant l'expansion des méthodes de l'agriculture industrielle, elle aggrave la crise climatique.

Après leur exposé, les intervenants ont pu se "frotter" aux questions et aux réactions des participants du séminaire. Une occasion unique de dialoguer avec des représentants des peuples indigènes et des paysans du Sud. L'un d'eux a rappelé qu'une étude, réalisée cette année, montre que l'investissement public nécessaire pour que l'agriculture des pays en développement atteigne le premier des Objectifs du Millénaire est estimé à 16,3 milliards de dollars. Une brouille, comparée aux sommes mobilisées par les États lors d'une autre crise...●

Virginie Estier dos Santos

1. Trade observatory, projet basé à Genève, met à disposition des informations concernant le commerce international. [www.tradeobservatory.org](http://www.tradeobservatory.org)
2. Cohérence entre le sujet du séminaire et l'aspect logistique: pas de bouteille d'eau minérale sur les tables des participants, ni des intervenants, mais des pots remplis d'eau du robinet!
3. IFPRI, International Food Policy Research Institute, S.Fan et M. Rosegrant, 2008

## Retour d'Afrique

### Togo: à l'autre bout de l'objectif

Cet été, j'ai eu l'opportunité de me rendre, avec une partie de ma famille, au Togo pour y rencontrer des amis suisses en coopération. Guidés par eux, nous avons rencontré des gens passionnants et découvert la réalité de ce pays de l'Afrique noire.

Je vous livre, ci-après, quelques réflexions émaillées d'exemples concrets issus de ce séjour. A travers ces réalités de terrain, je vous invite à une réflexion sur l'aide au développement et les rapports aidant-aidé.

### Un pays oublié

Le président Faure Gnassingbé a été élu démocratiquement, en 2005, mettant fin à 38 ans de régime autoritaire mené par son père Eyadema. Dans la propagande distillée par le gouvernement, on peut lire que le Togo se veut un corridor entre son port de Lomé et le Burkina Faso qui n'a pas d'accès à la mer. Mais quelques kilomètres parcourus sur l'unique route goudronnée du pays suffisent à montrer la distance qui sépare le vœu de la réalité! Le bitume est aussi pourri que les camions qui l'empruntent. Ces engins viennent bien sûr de l'Europe qui s'en débarrasse une fois trop vieux, trop abîmés ou trop polluants pour répondre aux normes des pays riches.

Il n'y a pas de train. Les infrastructures en matière

d'eau, d'électricité, d'écoles, d'hôpitaux, de voirie sont inexistantes ou dans un état de délabrement avancé. On compte un médecin pour 90000 habitants. Le Togo, comme d'autres pays d'Afrique sans doute, semble oublié du monde.

Le peu d'échanges commerciaux restreint l'apport de devises qui seraient indispensables au développement des infrastructures. Le non-développement de celles-ci freine à son tour les échanges culturels et commerciaux: le cercle vicieux est bouclé.

Le fonctionnement même de la communauté togolaise concourt au fait que le pays ne dispose d'aucun moyen pour développer, par exemple, son réseau routier. La plupart des individus ont une activité dans le secteur informel et échappent ainsi à l'impôt. Et pour ce qui est du rapport avec les fonctionnaires, tels que les gendarmes, la corruption est de mise. Lors des contrôles, on préfère glisser un billet de mille francs CFA<sup>1</sup> dans la poche du policier pour qu'il ferme les yeux sur l'état du véhicule, plutôt que de se voir verbaliser. Ce qui serait certes plus coûteux, mais alimenterait les caisses de l'Etat.

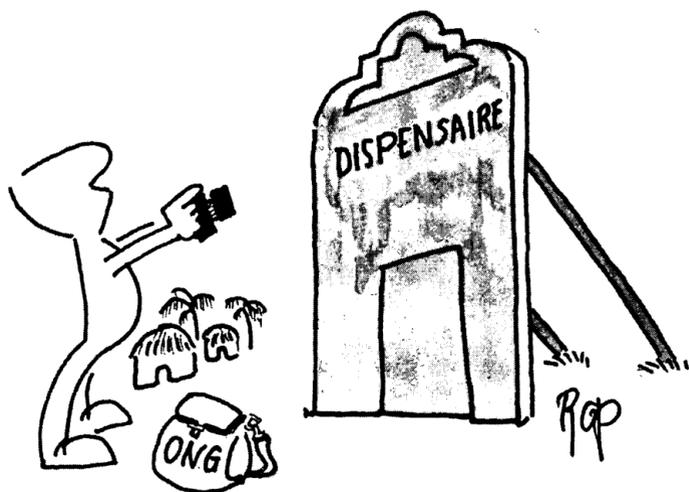
Humainement, la colonisation a fait de terribles ravages: le découpage du territoire n'a aucunement tenu compte de l'organisation pré-existante des populations. Ainsi, doivent se reconnaître togolais des Ewes, des Guins, des Ana Bassar, des Kabyés, des Tamermas et des Tems. Alors même que ces communautés dépassent largement les frontières dessinées sur la carte. Ces femmes et ces hommes n'ont en commun... que la langue des colons!

Cette construction nationale artificielle fait face à d'énormes difficultés tout comme l'adaptation forcée au mode de fonctionnement occidental et à l'économie de marché.

### Les ONG se suivent...

#### et ne se rassemblent pas

Certes, les Occidentaux ne sont pas que des colons. Les coopérants des ONG mènent un travail difficile, comme l'illustre la perception vue du Sud d'un projet visité. Evariste est un ingénieur togolais. A la fin de ses études à Lomé, contrairement à beaucoup de ses confrères qui cherchent à s'expatrier, il retourne dans sa région d'origine, la Savane. Avec l'aide de José, un Espagnol membre d'Architectes Sans Frontières, il construit un centre rudimentaire, mais fonctionnel. Le Centre pour l'agriculture traditionnelle et moderne (CETRAMOD) comprend un système de récupération de l'eau de pluie avec une citerne pour les humains et les animaux, deux chambres, un bureau et une grande salle pour des cours et des réunions. Juste des murs avec des espaces entre les briques pour



laisser passer la lumière. Aucun luxe.

La construction terminée, José rentre au pays. Evariste se tourne alors vers *Vétérinaires Sans Frontières* (VSF-Hollande) pour assurer l'édification d'une petite porcherie qui accueille les premiers animaux. Son agrandissement et la bergerie seront l'œuvre de *VSF-Suisse* et de *Genève-Tiers-Monde*. Les chèvres, lapins, poules et cochons qui y trouvent refuge sont procurés par la commune genevoise de Bardonnex.

Evariste s'accroche au projet de développement de sa région avec une conviction et une énergie impressionnantes. Il vit dans des conditions très précaires et mène un véritable parcours du combattant pour trouver les fonds nécessaires pour développer le centre qui compte maintenant un dispensaire assurant des consultations aux habitants, une boulangerie avec un meunier et un service vétérinaire.

Avec un grand sourire et un certain fatalisme, Evariste dit des ONG qu'elles interviennent surtout pour construire quelque chose de tangible qu'elles puissent ensuite photographier. Elles y ajoutent un rapport destiné aux donateurs, et... arrêtent là leur aide.

Or, le suivi est indispensable sur le long terme. Il permet d'évaluer le fonctionnement, de corriger les erreurs de jeunesse, d'accompagner le développement du projet et, surtout, d'inscrire le changement de pratiques dans la durée. Il faut au minimum une génération, soit environ un quart de siècle pour instituer de nouvelles habitudes (voir encadré). Le coup par coup de beaucoup de projets, à l'instar de celui d'Evariste décrit plus haut, est invalidant et contraint à sans cesse frapper à de nouvelles portes.

### Objectifs du Millénaire pour le Développement: ONG indispensables

Conscientes de ces difficultés, beaucoup d'ONG inscrivent maintenant leur soutien dans le long terme. Le déficit auquel elles doivent faire face est énorme. En formulant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), l'ONU a donné des standards qui forment un socle de référence. Pour ce qui est de l'aide au développement, le niveau à atteindre d'ici 2015 est fixé à 0,7% du PNB (nous en sommes encore loin et sommes tellement occupés par «notre» crise!). L'aide ainsi apportée se ferait de gouvernement démocratique à gouvernement démocratique. Le but est de chercher à renforcer les démocraties fragiles et à pousser les acteurs locaux à prendre leurs responsabilités.

On peut cependant y voir trois dangers que seules les ONG peuvent éviter :

1. Le temps mort. L'aide gouvernementale met du temps à arriver sur le terrain (évaluation, définition des priorités, stratégie, etc.) Des projets délaissés peuvent mourir pendant cette période de

carence s'ils ne sont pas soutenus par une ONG.

2. La taille critique. Les petits projets sont souvent ceux qui collent le mieux au terrain. Quand tout est urgent, l'Etat va naturellement vers le macro. Les ONG savent intervenir au niveau du micro.

3. Les liens humains. Au Nord comme au Sud, ils engendrent et entretiennent la motivation. Une trop grande technocratie peut les tuer.

Le formidable travail de sensibilisation qui est mené par les ONG porte ses fruits dans plusieurs domaines. Il est ainsi réjouissant de constater que l'on parle sans détour de la prévention du SIDA. Réjouissant aussi d'entendre que les personnes engagées dans le développement tiennent compte de la parité. La société togolaise est portée par les femmes. Avec elles, le pays peut regarder vers l'avenir.●

Roland Pasquier

1. Environ 1,70 CHF

## Micro-crédits empiriques

Le Centre pour l'agriculture traditionnelle et moderne à Dassoute a aujourd'hui pour ambition d'introduire le petit bétail auprès des habitants de la région.

Cela a pour effet de diversifier la source d'apports alimentaires et de rendre les paysans moins sujets aux humeurs du climat. Voici un exemple.

Le Centre confie un couple de chèvres à une famille. L'opération est gratuite, mais les paysans s'engagent à respecter quelques règles fondamentales:

- Faire vacciner les animaux
- Ne pas les tuer pour les manger

Le développement de l'élevage individuel et celui du Centre vont, dès lors, se réaliser sans échange d'argent:

- La première portée caprine sera pour le Centre, à titre de remboursement.

- La deuxième est gardée par la famille des nouveaux éleveurs. Cela permet une croissance de leurs affaires.

- La troisième est de nouveau pour le Centre pour assurer sa progression et lui permettre de « prêter » des animaux à de nouvelles familles.

- Les portées suivantes seront toutes pour la famille devenue propriétaire des animaux et ayant acquis une compétence d'éleveurs.●

R.P.